

RAPPORT

D'ACTIVITÉ

2019



TEMPS FORTS 2019 ^{p.8}

NOS MISSIONS ^{p.12}

REGARDS CROISÉS ^{p.14}

SOUTENIR LA RECHERCHE ^{p.16}
PRÉVENTION ET DÉPISTAGE ^{p.20}

ACCÈS AUX SOINS ^{p.24}

FORMER ET ÉCHANGER ^{p.28}

DÉFENDRE LES DROITS DE TOUS ^{p.32}

NOS SOUTIENS ^{p.36}

NOS RESSOURCES ^{p.40}

LE BILAN FINANCIER DE L'ANNÉE 2019

NOTRE ORGANISATION ^{p.42}
^{p.64}

ANNEXES ^{p.72}

SOMMAIRE

ÉDITO



Line Renaud,
vice-présidente de Sidaction

Pr Françoise Barré-Sinoussi,
présidente de Sidaction

DES PROGRÈS, DES INQUIÉTUDES ET LE PARI FOU DE VAINCRE LE VIH

Alors que les efforts doivent être décuplés pour espérer venir à bout de l'épidémie d'ici à 2030, nous faisons face, année après année, à un phénomène de banalisation du VIH/sida. De trop nombreux jeunes pensent qu'être infecté par le VIH n'est finalement pas si grave. Certains disent même qu'ils préféreraient vivre avec le VIH plutôt que de souffrir d'une autre maladie chronique, comme le diabète.

Cela doit réellement nous amener à réfléchir à l'information que reçoivent aujourd'hui les jeunes, mais également le grand public, sur le VIH/sida. Il est vrai que les interventions sur la santé sexuelle en milieu scolaire ont rarement lieu au rythme où les textes officiels les prévoient, et le sujet du VIH/sida n'y est que trop rapidement abordé. Cela devrait pourtant être une priorité, car quels que soient les progrès accomplis en termes de prise en charge médicale, il ne s'agit pas de savoir si l'on préférerait être atteint d'une pathologie plutôt que d'une autre, mais bien de mettre un terme à une épidémie qui tue encore près de 700 000 personnes par an dans le monde, et en infecte 1,7 million d'autres.

30 % DES PERSONNES VIVANT AVEC LE VIH N'ONT TOUJOURS PAS ACCÈS À UN TRAITEMENT ANTIRÉTROVIRAL, ET LE SIDA DEMEURE LA PREMIÈRE CAUSE DE MORTALITÉ CHEZ LES FEMMES DE 15 À 49 ANS DANS LE MONDE !

Nous savons aujourd'hui que les personnes ayant accès à un traitement antirétroviral régulier sont, dans la grande majorité des cas, en bonne santé. Autre avancée majeure, encore trop largement méconnue du grand public : ces personnes bénéficient de l'effet préventif de ces traitements, empêchant ainsi toute transmission du VIH par voie sexuelle, même sans utilisation du préservatif. Tout ceci ne devrait pas être un facteur de démobilisation mais, au contraire, un message très fort pour inviter chacun à continuer de se sentir concerné et aller se faire dépister !

Nous avons bien entendu de grands espoirs à l'horizon en termes de recherche, certains étant déjà une réalité, et permettant ainsi de faciliter la vie des personnes vivant avec le VIH. L'allègement thérapeutique en est un exemple des plus concrets : prendre seulement un ou deux comprimés par jour est déjà une amélioration notable pour de nombreuses personnes, d'autres expérimentent depuis plusieurs années déjà une prise de traitements cinq jours sur sept. La piste des traitements à effet retard, encore à l'étude, est également intéressante. Elle permettra aux personnes vivant avec le VIH de recevoir leur traitement pour plusieurs semaines ou même plusieurs mois, grâce à une injection, à la pose d'implants ou de patches. Ce serait une avancée majeure pour toutes les personnes qui sont contraintes à la prise d'un traitement quotidien. La rémission durable est aujourd'hui une vraie priorité de la recherche au niveau mondial.

La mise à disposition de traitements efficaces partout dans le monde et l'accès à ces innovations devraient être une réalité en 2019. Pourtant, 30 % des personnes vivant avec le VIH n'ont toujours pas accès à un traitement antirétroviral, et le sida demeure la première cause de mortalité chez les femmes de 15 à 49 ans dans le monde ! Sans compter l'émergence de nouveaux sujets d'inquiétude, tels que les phénomènes de résistance aux antirétroviraux qui apparaissent dans certains pays d'Afrique ou d'Asie. Et nous savons également que l'épidémie de Covid-19 risque d'avoir un impact très lourd sur la lutte contre le VIH/sida dans le monde.

Le financement des programmes de lutte contre le VIH/sida à travers le monde demeure donc une préoccupation majeure. On ne peut que s'inquiéter de la baisse sensible des financements internationaux depuis 2017, et ceci malgré les efforts consentis en 2019 pour la reconstitution des ressources du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. Les enjeux sont pourtant immenses en matière d'amélioration de l'accès au dépistage, à la prévention et aux soins, et du renforcement des systèmes de santé et des ressources humaines qui y sont dédiées dans de nombreux pays.

Notre combat est donc loin d'être terminé. Sidaction est la seule organisation qui assure à la fois un soutien à la recherche, et au milieu associatif en France et dans les pays à faibles ressources. Notre objectif est de renforcer encore plus les liens entre ces trois missions, aussi essentielles les unes que les autres, et de contribuer, plus que jamais, aux nombreux combats contre ce virus qui nous tient tête depuis près de quatre décennies.

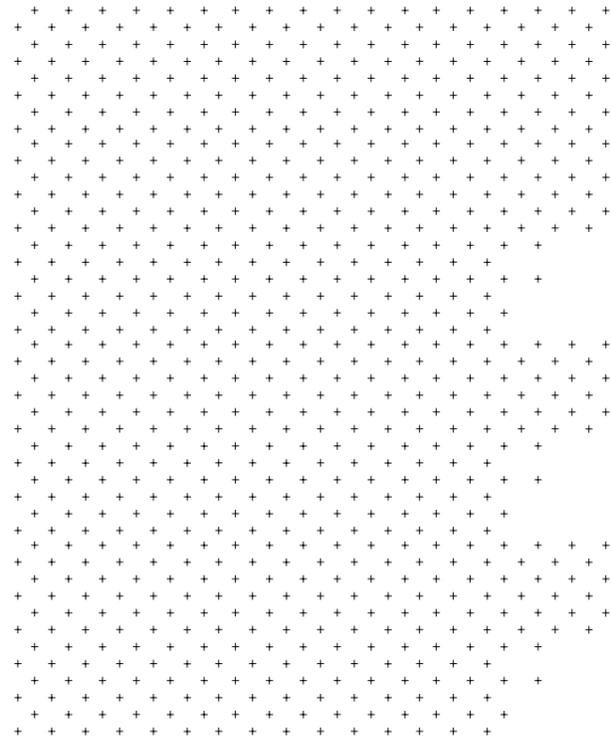
ÉDITO



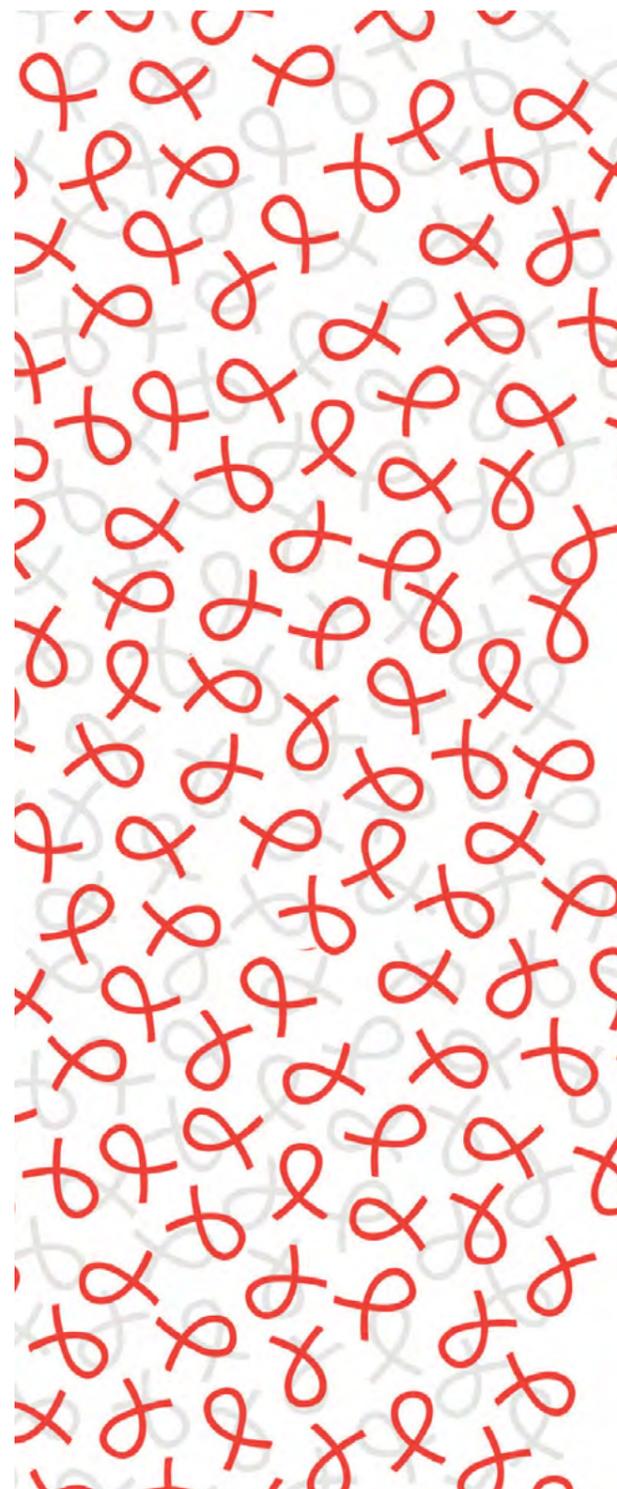
Florence Thune,
directrice générale de Sidaction

A l'heure où s'écrit cet édito, et où nous nous devons de respecter cette fameuse distanciation sociale, nous mesurons à quel point l'année 2019 fut, pour Sidaction et ses partenaires, une année riche en termes de rencontres, d'échanges, de partages d'expérience et de moments de forte mobilisation en faveur de la lutte contre le VIH/sida. Tous ces moments que ne saurait remplacer Zoom ou tout autre outil de connexion virtuelle, quelles que soient ses performances.

2019 a été à l'image de ce que Sidaction défend depuis sa création : une volonté de rassembler différents acteurs pour s'inspirer des expériences des uns et des autres, pour confronter ses idées et en faire émerger de nouvelles, afin de poursuivre sa route, d'arrache pied, vers la fin de l'épidémie de VIH. La Journée scientifique et l'Université des jeunes chercheurs ont ainsi été de ces moments privilégiés où se sont retrouvés les acteurs de la lutte contre le VIH/sida, anciens et plus jeunes, chercheurs en grande majorité, mais pas uniquement. Cette communauté qui s'est également retrouvée à l'occasion de la Convention nationale de Sidaction en juin 2019, pour deux jours d'échanges passionnants, rassemblant à la Mairie de Paris, acteurs associatifs, militants de la première heure et jeunes engagés, chercheurs et médecins, acteurs publics, etc. Nous nous y sommes demandé, entre autres sujets abordés, si la lutte contre le VIH/sida ne risquait pas de devenir indétectable. Loin s'en faut.



**EN 2019, SIDACTION
A RÉAFFIRMÉ SON
ENGAGEMENT DANS LA
LUTTE POUR UN MONDE
OÙ CHAQUE PERSONNE
VIVANT AVEC LE VIH OU
EXPOSÉE AU RISQUE
DE CONTAMINATION
PUISSE AVOIR UN
ACCÈS ÉQUITABLE À UN
PARCOURS DE SANTÉ
DE QUALITÉ.**



La lutte ne disparaît pas, elle prend de nouvelles formes. Elle est portée, sous tous ses aspects, par de nouvelles voix, plus diversifiées, et plus jeunes parfois. Comme celle d'Amanda M. Dushime, jeune Burundaise, membre du réseau *Grandir Ensemble*, qui a pris la parole, en octobre à Lyon, aux côtés d'Emmanuel Macron, à la conférence de reconstitution du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. Ou celle d'Oumar Coulibaly, jeune Malien, à la conférence ICASA à Kigali au Rwanda en décembre dernier. Deux porte-parole, vivant avec le VIH et affirmant avec force leurs revendications : un accès aux traitements bien sûr, mais plus largement, un accès à l'éducation, à un métier, à une famille, à un avenir tout simplement, à l'heure où les jeunes sont la seule population en Afrique dont la mortalité due au sida n'a pas baissé ces dernières années.

Ces nouvelles voix, qui portent aujourd'hui la lutte contre le VIH/sida, ce sont aussi celles des personnes les plus exposées au virus, de par leurs conditions de vie, leur orientation sexuelle, leur origine géographique, ou encore leur lieu de vie - aussi ponctuel soit-il, comme le milieu carcéral -, etc. Et nous sommes fiers à Sidaction, en contribuant à financer leurs projets sur le terrain, de les aider à faire entendre leurs revendications et à défendre leurs droits. Ce rapport met en avant leur grande diversité, qu'elles agissent à Lyon, Nice, Cayenne, Bamako ou Abidjan, ou qu'elles interviennent auprès de travailleuses et travailleurs du sexe, de jeunes gays, de personnes incarcérées ou de femmes migrantes. On nous reproche parfois une certaine forme d'éparpillement dans nos soutiens financiers... Nous le revendiquons au contraire comme une force, pour promouvoir cette grande diversité d'actions sur le terrain qui, au plus proche des populations les plus affectées par le VIH, nous permet d'attaquer l'épidémie sur tous les fronts.

En 2019, Sidaction a réaffirmé son engagement dans la lutte pour un monde où chaque personne vivant avec le VIH ou exposée au risque de contamination puisse avoir un accès équitable à un parcours de santé de qualité et non discriminant, et où les progrès de la recherche scientifique et médicale bénéficient à chacun, quel que soit son pays de résidence. Et c'est avec cette idée en tête, et aux côtés de tous les acteurs de la lutte contre le VIH/sida que nous poursuivrons, comme toujours, ce combat.

TEMPS FORTS L'ANNÉE 2019

24
JANVIER



DÎNER DE LA MODE

Organisée en partenariat avec la Fédération de la Haute Couture et de la Mode, cette 17^{ème} édition, présidée par Jean-Paul Gaultier, a réuni plus de 400 personnalités de la mode, des arts et des médias au Pavillon d'Armenonville. Parmi elles, les actrices Monica Bellucci, Juliette Binoche, Audrey Lamy et Pamela Anderson, le comédien Pierre Deladonchamps, le journaliste et animateur Augustin Trapenard. Ce dîner de gala qui met la générosité au menu a permis de collecter plus de 650 000 euros.

16
MAI
DES PANIERS POUR SIDACTION

En marge des All Star Games 2019, le YouTubeur Pierre Croce et *Parions Sport* ont proposé un concours de shoots en faveur de Sidaction à des personnalités fans de basket : Orelsan, Kyan Khojandi, Baptiste Lecaplain, Giorgio, Jok'Air, Théo Juice, Waxx, Jaymax, Seb Abdelhamid, Kikesa, Flo The Kid, Adrien Ménielle ou encore Ivan ont mis des paniers pour la bonne cause. L'initiative a permis de récolter 5 000 euros pour Sidaction.

8
FÉVRIER

5^{ÈME} JOURNÉE SCIENTIFIQUE SIDACTION

Comme chaque année, la **Journée scientifique Sidaction (JSS)** a permis aux différents acteurs de la recherche sur le VIH de partager leurs récentes découvertes. 140 personnes ont répondu présentes lors d'un rendez-vous organisé à la mairie du 10^{ème} arrondissement de Paris. La JSS est un moment d'échanges pluridisciplinaires et une opportunité pour les équipes de Sidaction de suivre les projets financés. Cette année, les discussions se sont particulièrement tournées vers la place du VIH dans notre société, tout en s'interrogeant sur les solutions à imaginer pour raviver l'intérêt autour de la recherche sur le VIH.



3 AU 5
AVRIL
SIDACTION MÉDIAS

Le week-end a débuté par une émission exceptionnelle, faisant écho à celle qui avait eu lieu le 7 avril 1994 lors du tout premier Sidaction. Le programme «*Tous ensemble avec le Sidaction : 25 ans de combat contre le sida*». Diffusé en direct quasi-simultané sur une quinzaine de chaînes, elle a réuni 14 millions de téléspectateurs. Grâce à l'investissement de tous les partenaires, le public a été au rendez-vous pour cette édition 2019, avec plus de 4,5 millions d'euros de promesses de dons.

30
JUILLET

CLÔTURE DU PROJET OPP-ERA AU BURUNDI

La cérémonie de clôture du projet OPP-ERA au Burundi a eu lieu à Bujumbura, sous le haut patronage du ministre burundais de la santé publique et de la lutte contre le sida. Soutenu et financé par Unitaïd, porté par un consortium de partenaires français (Expertise France, Solthis, ANRS et Sidaction pour sa mise en œuvre au Burundi), ce projet, initié en 2013, a permis d'améliorer l'accès à l'examen de charge virale dans quatre pays d'Afrique de l'Ouest et centrale : le Burundi, le Cameroun, la Côte d'Ivoire et la Guinée.

13 ET 14
SEPTEMBRE



CONVENTION NATIONALE

Cet événement, organisé tous les trois ans par Sidaction à l'Hôtel de Ville de Paris depuis 2005, réunit l'ensemble des acteurs de la lutte contre le sida : militants associatifs, chercheurs, scientifiques, personnes vivant avec le VIH/sida. Ce temps de travail et de rencontre permet de nourrir la réflexion grâce aux échanges d'expériences, mais aussi de rappeler aux politiques leurs responsabilités. Cette année, la nécessité de garantir l'accès aux droits et aux soins des personnes migrantes a été mise en avant avec une remarquable intervention de Jacques Toubon, Défenseur des Droits.

4
SEPTEMBRE



GUIDE VIH ET PRISON

Publié par Sidaction, le guide «*Promotion de la santé, VIH et prison*» est élaboré de façon collective par le groupe «*Experts prison*» de Sidaction, et s'adresse aux acteurs associatifs exerçant en milieu pénitentiaire. Il recense les textes en vigueur, pointe les écarts avec la réalité, propose des pistes d'action et renvoie vers les organismes à saisir en cas de besoin. Il aborde de multiples thématiques : droit à la santé, usage de drogues, sexualité, minorités incarcérées, aménagement de peine pour raison médicale, sortie de prison, etc.

14
SEPTEMBRE



PRIX « JEUNE CHERCHEUR SIDACTION »

La **Convention nationale** fut l'occasion de remettre le prix scientifique «*Jeune chercheur Sidaction*» à Judith Leblanc, pour son travail de post-doctorat de grande qualité sur l'optimisation du dépistage du VIH dans les services d'urgences en Île-de-France. Ce prix, d'un montant de 2 500 €, est décerné à un chercheur ayant bénéficié d'un financement de Sidaction pour l'encourager à poursuivre la recherche sur le VIH/sida.

26

SEPTEMBRE

LA SANTÉ PSYCHIQUE CHEZ LES LGBT+

AMÉLIORER LA SANTÉ PSYCHIQUE DES LGBT+

Les troubles psychiques sont plus fréquents chez les personnes LGBT+ : anxiété, dépression, mauvaise estime de soi, risques suicidaires, abus de substances, etc. Le guide pratique « *La santé psychique chez les LGBT+* », édité par Sidaction, est destiné aux acteurs de la prévention (médecins généralistes, infirmiers, éducateurs). Il contient des conseils pour créer un climat de confiance avec les personnes LGBT+, des repères pour mieux identifier les signes de détresse et un annuaire afin de les orienter vers un accompagnement psy adapté.

2 AU 8 NOVEMBRE

7^{ÈME} ÉDITION DE L'UNIVERSITÉ DES JEUNES CHERCHEURS

47 jeunes chercheurs de France et de pays à ressources limitées se sont réunis à Carry-le-Rouet pour une semaine d'échanges et d'enseignements multidisciplinaires sur le VIH. La plus-value de l'Université tient également aux rencontres des jeunes chercheurs avec le monde associatif et les PVIH, qui ont eu lieu lors d'ateliers thématiques, comme celui du vécu de dépistage, ou de témoignages. L'enjeu est de motiver les jeunes chercheurs dans leur engagement pour la lutte contre le VIH/sida sur le long terme.

25 AU 1^{ER} NOVEMBRE DÉCEMBRE

CHEFS SOLIDAIRES

L'opération « **Chefs solidaires** » mobilise les professionnels et futurs professionnels des métiers de bouche, autour d'un événement de sensibilisation et de collecte au profit de Sidaction. Une centaine de professionnels et d'établissements scolaires spécialisés ont participé à cette 11^{ème} édition. Sidaction a encore une fois souhaité impliquer davantage les lycées hôteliers et les centres de formation d'apprentis afin de sensibiliser ces jeunes à la question du VIH/sida.

9 ET 10

OCTOBRE

CONFÉRENCE DE RECONSTITUTION DU FONDS MONDIAL

La France a accueilli cette année à Lyon la 6^{ème} conférence de reconstitution du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. Après une forte mobilisation de la société civile et des associations, les pays donateurs, notamment la France, le Royaume-Uni, l'Allemagne, le Canada, les États-Unis et le Japon ont accepté d'augmenter leurs engagements afin de parvenir à une contribution de 14 milliards de dollars pour 2020/2022.

10 OCTOBRE



L'ÉMOUVANT DISCOURS D'AMANDA

« *Nous voulons que soient respectés nos droits à l'accès aux soins, à une prise en charge adaptée et de qualité, notre droit à l'éducation, notre droit de vivre et d'espérer.* » À Lyon, la séance consacrée à l'annonce des engagements concrets de la conférence de reconstitution du Fonds mondial s'est ouverte par un vibrant plaidoyer prononcé par une jeune burundaise de 18 ans ayant découvert sa séropositivité à l'âge de 11 ans : Amanda M. Dushime, ambassadrice du réseau **Grandir Ensemble**, soutenu par **Sidaction**. Son intervention, largement relayée ensuite dans la communauté de la lutte contre le VIH/sida, a profondément touché l'assistance et le Président de la République française, Emmanuel Macron, présent à la tribune aux côtés d'Amanda.

30 NOVEMBRE

LE SIDRAGTION

À la veille de la Journée mondiale de lutte contre le sida, la communauté des drag queens s'est mobilisée à Paris et à Lille pour un événement désormais incontournable : le Sidragtion. Les figures les plus excentriques de la scène drag française ont fait appel à la générosité du public dans la rue et les lieux de convivialité. Cette édition 2019 a battu des records avec près de 12 000 euros récoltés.

2 AU 7 DÉCEMBRE

LA JEUNESSE AFRICAINE FRANCOPHONE EN FORCE À ICASA

Douze jeunes et six encadrants du réseau Grandir Ensemble ont participé à la 20^{ème} conférence internationale sur le sida et les infections sexuellement transmissibles en Afrique (ICASA) qui s'est déroulée à Kigali, au Rwanda. L'occasion pour ces jeunes pairs éducateurs venus du Burkina Faso, du Burundi, du Togo, de la Côte d'Ivoire et du Mali, de faire des rencontres enrichissantes, de participer à des tables rondes, d'exprimer leurs revendications, et de faire entendre la voix de la jeunesse d'Afrique francophone vivant avec le VIH.

18 DÉCEMBRE

NON À LA RÉFORME DE L'AME !

61 organisations, dont Sidaction, ont interpellé Agnès Buzyn, ministre de la Santé, alors que le gouvernement avait acté la réforme de l'aide médicale d'État (AME), restreignant l'accès aux soins des demandeurs d'asile, personnes sans papiers ou étrangers titulaires d'un titre de séjour précaire. Ces mesures sont néfastes pour la santé des personnes étrangères vulnérables et pour la santé publique. La signature de cet appel était l'une des nombreuses actions contre ce projet, menées depuis l'été par les professionnels de la santé et du social, ainsi que par les associations. Des actions de protestation auxquelles Sidaction a pris activement part.

1^{ER} DÉCEMBRE

JOURNÉE MONDIALE DE LUTTE CONTRE LE SIDA

« *Le combat, notre seule destination* ». À l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre le sida, Sidaction a voulu pointer les inégalités subies par les populations vulnérables et les personnes vivant avec le VIH. Derrière des images de carte postale se cachent d'autres réalités, qui se nomment discrimination, intolérance, répression ou encore précarité. Un tour du monde virtuel proposé sur un site internet dédié (<https://notreseuledestination.sidaction.org/>) et sur les réseaux sociaux.

10 DÉCEMBRE

PORTES OUVERTES SUR LA RECHERCHE

Des donateurs de Sidaction ont rencontré des chercheurs de l'Institut de biologie et chimie des protéines de Lyon. Les scientifiques ont présenté leurs travaux de recherche sur des thérapies vaccinales innovantes. Cette visite a été l'occasion pour les donateurs de découvrir la réalité du travail en laboratoire.

NOS MISSIONS



**ÊTRE LE PARTENAIRE DES
ASSOCIATIONS ET DES CHERCHEURS
POUR GAGNER ENSEMBLE LA
BATAILLE CONTRE LE VIH**

« N'oublions pas l'urgence de la situation ! Lorsque l'on se lance dans une course de fond, les derniers mètres sont les plus laborieux : nous sommes aujourd'hui dans cet ultime périmètre. C'est à nous tous, ensemble, d'entretenir le feu sacré pour marcher plus loin et décrocher les victoires que nous attendons depuis 35 ans. »

Line Renaud,
vice-présidente de Sidaction

« La lutte contre le VIH/sida reste plus que jamais prioritaire, tout comme celle contre le paludisme ou la tuberculose. Se battre contre le sida, c'est aussi se battre pour améliorer les systèmes de santé et d'accès aux soins dans un grand nombre de pays. C'est un progrès dans la lutte contre toutes les pandémies, y compris celles liées à des virus émergents. »

Pr Françoise Barré-Sinoussi,
présidente de Sidaction

NOS MISSIONS



SUR TOUS LES FRONTS

soutient la recherche fondamentale, appliquée, clinique et en sciences sociales en allouant des aides aux équipes et en soutenant de jeunes chercheurs

soutient la prévention et l'aide aux personnes vivant avec le VIH en France et dans le monde

organise chaque année le **Sidaction** médias, une opération unique rendue possible grâce à la mobilisation de 29 médias partenaires et à l'engagement de milliers de bénévoles

accompagne et forme tous les acteurs de son réseau en mutualisant les échanges d'expériences à travers des outils et des rencontres au Nord et au Sud

favorise l'interdisciplinarité et la transversalité avec des conférences et des journées de formation et de transmission d'expertises croisées

informe et sensibilise le grand public et les populations clés grâce à des événements, des campagnes et des outils adaptés

2019 NOS ACTIONS EN CHIFFRES

À l'international, l'association a dédié plus de

5,26
MILLIONS D'EUROS
au renforcement
de capacités et au
développement de

34
PROJETS
portés par
30
ASSOCIATIONS
partenaires et réparties dans

18
PAYS
en Afrique, en Europe de l'Est
et en Asie.

Sidaction a consacré
3,54
MILLIONS D'EUROS
à la prévention et l'aide aux
personnes vivant avec le VIH
et a soutenu

III
PROGRAMMES
mis en oeuvre par
74
ASSOCIATIONS
en France.

Sidaction a consacré
2,93
MILLIONS D'EUROS
à la recherche et financé

43
JEUNES CHERCHEURS
et
33
PROJETS
de recherche fondamentale,
appliquée, clinique ou en sciences
sociales.

REGARDS CROISÉS DES COMITÉS



Asier Sáez-Cirión,
président du comité scientifique
et médical de Sidaction

**« LE RÔLE ET L'IMPACT
DES NOUVELLES
TECHNOLOGIES DANS
LA PRÉVENTION ET
L'ACCOMPAGNEMENT DES
PERSONNES SONT ÉTUDIÉS
DANS LE CADRE DE
LA RECHERCHE SUR
LE VIH/SIDA. »**

POURQUOI NOUS SOMMES MOBILISÉS

“

« L'un des récents succès de la lutte contre le VIH/sida est la PrEP (prophylaxie pré-exposition) qui permet de prévenir efficacement l'infection à VIH. De nouvelles études en sciences sociales explorent désormais l'accès à la PrEP. Par ailleurs, les réseaux sociaux et internet prennent de plus en plus de place dans le quotidien des gens. Le rôle et l'impact de ces nouvelles technologies dans la prévention et l'accompagnement des personnes sont donc également étudiés dans le cadre de la recherche sur le VIH/sida. D'un point de vue thérapeutique, il me semble important de souligner la découverte de nouvelles molécules, tels que les inhibiteurs d'intégrases. Mais bien que d'une efficacité redoutable, ces molécules peuvent aussi avoir des impacts négatifs au niveau métabolique, notamment avec une prise de poids parfois importante pour certaines PvVIH. Ce sont de nouveaux enjeux que nous devons prendre en compte et qui soulignent l'intérêt de se diriger vers un allègement thérapeutique. Du côté des recherches fondamentales, nous comprenons de mieux en mieux les interactions entre le virus et le mécanisme cellulaire. Plusieurs études ont permis d'identifier ce dont le virus a besoin pour se répliquer. Ces données sont cruciales pour identifier de nouvelles cibles thérapeutiques.

Enfin, Sidaction s'efforce d'évaluer l'épidémie de VIH dans sa globalité. Les aspects purement biomédicaux ne sont donc pas les seuls à être pris en compte. Les priorités de financement ont été repensées pour les années à venir afin de privilégier, en plus de l'identification de nouvelles cibles thérapeutiques ne visant pas le virus, la compréhension au niveau individuel des conditions biologiques, environnementales et sociales des PvVIH. L'objectif est de se tourner vers une approche plus personnalisée des patients. Enfin, nous savons aujourd'hui que 2020 sera une année mouvementée pour les chercheurs impliqués dans la lutte contre le VIH/sida suite à l'épidémie de Covid-19, c'est un nouveau défi que nous devons relever. »

**« L'ÉTAT DOIT S'ENGAGER
DAVANTAGE POUR LES
ASSOCIATIONS »**



Friederike Spornol,
présidente du comité France de Sidaction

« En 2019, parmi les points positifs de la lutte contre le VIH/sida en France, il y a la baisse des contaminations chez les hommes homosexuels, qui résulte à la fois du développement de l'utilisation de la PrEP (prophylaxie pré-exposition) dans cette population, et des efforts menés par les associations en matière de prévention et de dépistage. C'est encourageant. Malheureusement, nous n'enregistrons pas le même succès dans d'autres populations, comme les personnes migrantes ou les travailleuses et travailleurs du sexe. Le lien entre précarité et VIH est de plus en plus flagrant. Nous le savons, des conditions de vie difficiles éloignent du dépistage et du soin. La précarisation de la situation des travailleuses et travailleurs du sexe, due à la loi sur la pénalisation des clients, les amène à prendre davantage de risques et les rend donc plus fragiles face à l'infection à VIH. Les associations essaient localement de contrebalancer les effets pervers de cette loi, mais l'engagement politique national fait défaut. 2019 a également été une année de fragilisation du tissu associatif. Les associations ont dû se remettre en question, s'adapter à l'évolution de l'épidémie et être en capacité de répondre aux attentes des financeurs. Sidaction les soutient et les accompagne dans leur structuration. Mais nous avons vu disparaître plusieurs associations, contraintes de cesser leurs activités, en raison notamment d'un désengagement des pouvoirs publics. En parallèle, certains militants et responsables associatifs mènent ce combat contre le VIH/sida depuis 35 ans : ils ont commencé jeunes et sont désormais proches de l'âge de la retraite. Beaucoup, concernés eux-mêmes par le VIH, sont aujourd'hui victimes d'épuisement. Sidaction assume un rôle de lanceur d'alerte pour informer de la situation des associations et mobiliser les pouvoirs publics. Nous sommes le porte-voix de toutes les petites associations qui sont quotidiennement sur le terrain et n'ont pas forcément l'opportunité d'interpeller les décideurs. Disons-le donc haut et fort : nous avons besoin d'un plus grand investissement des pouvoirs publics envers les associations, en particulier celles qui travaillent auprès des populations vulnérables. »

« Pour ma dernière année de présidence du comité international, je voudrais souligner la fidélité de Sidaction envers les structures qu'elle accompagne parfois depuis de longues années. Cette fidélité ne se manifeste pas seulement par l'attribution renouvelée de financements, mais aussi par la disponibilité des équipes et le soutien accordé aux associations qui traversent des difficultés. À Sidaction, nous ne les laissons pas tomber, nous les aidons à passer le cap.

À propos de la lutte contre le sida en Afrique, nous avons commencé à sentir, dès 2019, une fatigue des acteurs communautaires, et un désinvestissement des pouvoirs publics, pour qui le VIH ne semble plus être une priorité. Dans mon pays, le Burkina-Faso, c'est très visible en matière de prévention : il y a moins d'actions de sensibilisation et de campagnes de dépistage soutenues par les plans gouvernementaux de lutte contre le VIH/sida. Si nous n'y prenons pas garde, nous allons assister à un rebond de l'épidémie.

La situation des LGBT+ sur le continent africain est toujours dramatique. Il n'est pas supportable de voir des personnes laissées pour compte, exclues ou agressées simplement à cause de leur orientation sexuelle. Nos pays ne peuvent pas se revendiquer comme modernes, si leurs gouvernants continuent à couvrir, ouvertement ou implicitement, ces discriminations.

Le deuxième point qui me révolte est le retard dans la prise en charge et le traitement des enfants et adolescents. Voir des enfants mourir du sida est un terrible échec pour nous, les associations. De même, il est inadmissible qu'aujourd'hui, des femmes accouchent encore de bébés contaminés, alors que cela ne devrait plus arriver. De gros progrès avaient été faits dans la prévention de la transmission du VIH de la mère à l'enfant, mais j'ai le sentiment qu'un relâchement se produit, y compris dans ce domaine.

Nous avons en revanche un motif de réjouissance, puisqu'en Afrique, de moins en moins d'adultes décèdent du VIH et grâce aux traitements, leur charge virale est indétectable. C'est une fierté d'être parvenu à ce résultat, mais il faut maintenant redoubler d'efforts pour qu'un plus grand nombre ait accès à ces traitements et aux examens qui permettent d'en mesurer l'efficacité !»

**DANS CERTAINS PAYS,
LA LUTTE CONTRE
LE VIH/SIDA N'EST PLUS
« À LA MODE »**



Christine Kafando,
présidente du comité
international de Sidaction

SOUTENIR LA RECHERCHE

2. ATTEINTE DES TISSUS GRAISSEUX : FAITES ENTRER LES ACCUSÉS

Au Centre de recherche Saint-Antoine de la Faculté de Médecine Pierre et Marie Curie (Inserm UMRS938), Jennifer Gorwood réalise des travaux de thèse visant à mieux comprendre l'impact des traitements ou du VIH – voire des deux – sur les tissus adipeux. La prise de poids est une conséquence connue chez les PVIH sous traitement. Elle est due à l'apparition de lipodystrophies, c'est à dire des anomalies de la répartition de la masse grasseuse. L'implication de certaines classes d'antirétroviraux dans ces atteintes, et notamment les inhibiteurs d'intégrase (INI), a déjà été démontrée, mais le VIH lui-même semble être aussi impliqué. Jennifer Gorwood a montré que des protéines du VIH forceraient les adipocytes (cellules qui constituent les tissus gras) à produire du collagène, conduisant aux lipodystrophies observées chez les PVIH. Ses travaux permettent également de mieux comprendre comment les INI agissent sur les tissus adipeux. Elle a pu mettre en évidence que les PVIH traitées par ces molécules ont des adipocytes dysfonctionnels et développent une résistance à l'insuline, une hormone qui permet le stockage de l'énergie. L'insulino-résistance précède généralement un diabète, pathologie détectée chez de nombreuses PVIH traitées par les INI. Ces découvertes permettent de faire le lien entre les atteintes métaboliques, le VIH, les INI et l'insulino-résistance.

SOUTENIR LA RECHERCHE

L'année 2019 a incontestablement été marquée par de nouvelles découvertes dans les domaines du développement thérapeutique, de la recherche fondamentale et des sciences sociales.

Chaque pas compte aujourd'hui pour ralentir de manière plus significative la propagation du VIH, améliorer la qualité de vie des personnes séropositives et, un jour, parvenir à la rémission complète. C'est avec cet objectif en tête que Sidaction continue à soutenir des projets sur tous les fronts.

1. REPENSER LE DÉPISTAGE EN FRANCE

En France, bien que les centres de dépistage soient bien implantés, on estime que **24 000 personnes** vivent avec le VIH sans le savoir. Dans ce contexte, Judith Leblanc, post-doctorante à l'EPIM, hôpital de Garches (Inserm UMR1173), a mené l'étude DICI-VIH (Dépistage infirmier ciblé du VIH) au sein des services d'urgence d'Île-de-France. Son étude a pour but d'évaluer l'intérêt de mettre en place un dépistage ciblé par test rapide, réalisé par le personnel infirmier aux urgences. Ce test a été proposé uniquement aux personnes à haut risque d'exposition au VIH, critère évalué à l'aide d'un questionnaire remis aux personnes ayant consenties à participer à l'étude. Le nombre de personnes dépistées par cette méthode a été comparé au nombre de dépistages réalisés par la voie classique – initiés par un médecin – et s'est avéré plus important, preuve de l'importance de ce dispositif. Les résultats de l'étude ont montré une bonne adhérence, du personnel infirmier (dans la remise du questionnaire), mais aussi des volontaires (à accepter le test de dépistage). Les travaux de Judith Leblanc permettent aussi d'identifier les freins dans la mise en place d'un tel protocole, comme le manque de temps du personnel aux urgences et une plus faible adhérence au dispositif des personnes plus âgées par rapport aux jeunes. Des limites qui pourront être adressées, afin de mener le projet sur le plus long terme. Judith Leblanc a reçu le prix **Jeune Chercheur Sidaction 2019**, pour récompenser ses travaux de recherche sur le VIH/sida, menés lors de son post-doctorat.

3. NON-RÉPONDEURS IMMUNOLOGIQUES : LES MONOCYTES EN CAUSE

Pourquoi certaines personnes vivant avec le VIH, malgré le maintien d'une charge virale indétectable dans le sang grâce aux antirétroviraux, ne restaurent pas leur nombre de lymphocytes T CD4 ? C'est ce qu'essaient de comprendre Pierre Corbeau et son équipe de l'Institut de génétique humaine de Montpellier (IGH). Ces non-répondeurs immunologiques représenteraient environ 25 % des personnes en succès virologique. Les données de l'équipe suggèrent que, chez certaines personnes vivant avec le VIH, une suractivité immunitaire persiste et se caractérise par la production de molécules oxygénées par un type de globule blanc particulier : les monocytes. Les chercheurs suggèrent que les molécules oxygénées pourraient attaquer les chromosomes des lymphocytes T CD4, menant ainsi à leur destruction. Pierre Corbeau tente maintenant de comprendre les raisons et les mécanismes approfondis de cette suractivité immunitaire. Le rôle d'enzymes telles que DNA-PK, ATM et p53, bien connues pour leur rôle de réparation lors de cassures chromosomiques, va notamment être étudié dans ce contexte. Son équipe se concentre aussi sur la validation du lien entre la production de molécules oxygénées et la remontée ou non du nombre de lymphocytes T CD4. Si ces observations se confirment, elles pourraient mener à la recommandation de l'utilisation d'inhibiteurs des molécules oxygénées pour faciliter la remontée des lymphocytes T CD4 chez les non-répondeurs immunologiques.

SOUTENIR LA RECHERCHE

4. TLR7 ET VIH : AFFAIRE CLASSÉE X

Chercheur au Centre de physiopathologie de Toulouse-Purpan (CPTP), Jean-Charles Guery mène un projet qui vise à mieux comprendre les différences entre hommes et femmes face à l'infection par le VIH. En effet, les femmes infectées par le VIH présentent une activation immunitaire plus importante et leur réservoir viral tend à être plus faible lors de la prise d'antirétroviraux. Les travaux de son équipe s'intéressent au gène de la protéine TLR7, exprimé sur le chromosome X. Les femmes possèdent deux copies du chromosome X, comparées aux hommes qui n'ont qu'une seule copie accompagnée d'un chromosome Y. Cependant, chez la femme, un des chromosomes X est censé s'inactiver dans chaque cellule de l'organisme. Il semblerait que le gène TLR7 réussisse parfois à se soustraire à cette règle et à s'exprimer doublement dans certaines cellules. Le TLR7 est un récepteur exprimé par certaines cellules immunitaires et qui, suite à la reconnaissance du matériel génétique du VIH (l'ARN), entraîne la production de molécules inflammatoires pour combattre le virus. Étant donné son rôle dans la réponse immunitaire au virus, la double expression de TLR7, possible uniquement chez la femme, pourrait expliquer la plus forte activation des cellules immunitaires chez les femmes. Le projet de Jean-Charles Guery vise notamment à comprendre par quels mécanismes certaines cellules réussissent à échapper à l'inactivation d'un des deux chromosomes X. D'autre part, son équipe va analyser cet échappement chez des femmes infectées par le VIH comparées à des femmes séronégatives de façon à déterminer s'il pourrait s'agir d'un paramètre lié à la susceptibilité au VIH. Enfin, la double expression de TLR7 chez certaines femmes va également être étudiée pour vérifier son potentiel lien avec un réservoir plus faible. Ces données pourraient ouvrir des pistes sur de nouvelles stratégies pour lutter contre la persistance du virus dans les réservoirs.



5. SANTÉ SEXUELLE ET REPRODUCTIVE : DES SERVICES ESSENTIELS AUX SOINS VIH

Au cours de la dernière décennie, l'accès aux traitements antirétroviraux en Afrique subsaharienne s'est amélioré et a permis de réduire considérablement la mortalité due au sida chez les femmes vivant avec le VIH (VIH+), en plus de prévenir la transmission du virus à l'enfant quand celles-ci sont enceintes. Pourtant, le risque de mortalité lors d'une grossesse est encore huit fois plus élevé chez les femmes VIH+ que chez celles qui ne sont pas infectées. Environ un quart des mortalités maternelles serait lié au VIH en Afrique subsaharienne. Une situation qui a poussé Renaud Becquet, chercheur à l'Université de Bordeaux (Inserm U897), à intervenir directement dans les services de prise en charge des infections par le VIH pour y intégrer des services de santé sexuelle et reproductive, afin de documenter les évolutions épidémiologiques de la santé de la reproduction dans ce contexte. Ce projet répond aux dernières recommandations 2013 de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), et à celles de 2012 du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) sur la nécessité d'intégrer ce type de services aux soins VIH. Les données recueillies par les chercheurs sur une période de 24 mois dans trois pays d'Afrique de l'Ouest (Côte d'Ivoire, Burkina Faso et Togo) permettront d'estimer un potentiel impact de la stratégie sur les changements dans le désir, l'intention et la survenue des grossesses, l'effet de la grossesse sur la santé des femmes VIH+ ou encore la maîtrise des choix reproductifs. Les résultats attendus contribueront à guider les décisions politiques en matière de santé sexuelle et reproductive dans le cadre de l'infection par le VIH dans cette région du monde.

6. RÉSERVOIRS DU VIH : TOUJOURS AU CŒUR DES INVESTIGATIONS

Les réservoirs du VIH sont les obstacles majeurs à l'éradication du virus. Malgré les traitements antirétroviraux, efficaces pour maintenir une charge virale indétectable dans le sang, des cellules dormantes contenant du virus latent persistent et peuvent se réactiver au moindre changement. Depuis plusieurs années, les chercheurs tentent de mieux comprendre la formation des réservoirs et comment les atteindre. Alexandre Nicolas apporte sa pierre à l'édifice grâce à ses travaux de thèse réalisés au Centre universitaire des Saints-Pères (Paris). Son objectif est d'étudier les particules virales contenues dans les cellules dormantes. Pour cela, il utilise une technique de culture cellulaire permettant de réveiller les cellules dormantes et d'en extraire les virus cachés. Ces cellules proviennent de personnes vivant avec le VIH, traitées plus ou moins tôt après l'infection et pour des durées différentes, ce qui permet d'évaluer le rôle de ces deux paramètres sur la diversité des virus capables de se répliquer dans les réservoirs. Les données obtenues montrent qu'un traitement précoce limite la diversité du virus, un résultat concordant avec de récentes études qui soulignent l'importance d'une mise sous traitement au plus vite pour limiter la taille des réservoirs. De plus, Alexandre Nicolas a mis en évidence que cette diversité reste stable pendant le traitement, ce qui confirme le rôle crucial des antirétroviraux pour contenir le virus, même s'ils ne peuvent pas l'éliminer. Ces découvertes vont permettre de mieux appréhender la complexité des réservoirs du VIH et de concevoir des stratégies pour les cibler et les éliminer.

PRÉVENTION ET DÉPISTAGE

1. PRÉSENTS PARTOUT, MÊME SUR DES « APPLIS » DE RENCONTRE

Un souci permanent de proximité : c'est ce qui guide, à Lyon, l'équipe de l'ALS, association de lutte contre le sida et pour la santé sexuelle. Celle-ci est composée de neuf salariés permanents, d'une dizaine de vacataires et autant de bénévoles.

Créée en 1985, elle mène des actions d'information et de prévention en santé sexuelle, et accompagne au quotidien des personnes vivant avec le VIH, ainsi que leurs proches : soutien psychologique, groupes de parole, médiation sociale, hébergement, etc. Pour l'association, être en proximité passe notamment par une présence efficace sur les outils numériques. L'ALS a ainsi développé un site internet interactif (Sidaweb.com), qui articule prévention et soutien aux personnes touchées par le VIH.

Les jeunes gays sont l'une des populations ciblées par l'ALS dans son travail de prévention, car ils sont particulièrement vulnérables à l'infection à VIH. L'association a donc mis en place, en 2016, un dispositif de prévention et de réduction des risques sexuels auprès des jeunes homosexuels utilisant les applications de rencontre sur smartphone. En plus de la diffusion d'informations sur le VIH, les hépatites et les autres infections sexuellement transmissibles, les jeunes peuvent ainsi bénéficier d'entretiens personnalisés au cours desquels les animateurs les orientent, si besoin, vers les locaux de l'association pour la réalisation d'un dépistage rapide du VIH et VHC. Une consultation de santé sexuelle gratuite peut aussi être proposée, par téléphone, via Skype, sur place à l'association ou dans le centre de santé sexuelle partenaire. Deux animateurs interviennent, à raison de six heures de connexion hebdomadaire.

2. AIDER LES ASSOCIATIONS AFRICAINES À DÉVELOPPER DES PROGRAMMES DE RÉDUCTION DES RISQUES EN DIRECTION DES USAGERS DE DROGUES

L'usage de drogues existe partout dans le monde. Même si le sujet y est tabou, le continent africain ne fait pas exception à la règle, et les usagers se rencontrent chez tous les types de public, mais plus spécialement chez les hommes jeunes et en situation de précarité, ainsi que chez les travailleuses et travailleurs du sexe.

Sidaction encourage et soutient les associations africaines qui souhaitent mettre en place ou amplifier des programmes de réduction des risques en direction de ces populations vulnérables. C'est dans ce cadre que s'est déroulé, en décembre 2019, un stage d'échange et de renforcement des compétences à l'association Hasnouna de soutien aux usagers de drogues (AHSUD) à Tanger, au Maroc.

Plusieurs stagiaires, exerçant en tant que médecin, infirmière, conseillère psycho-sociale ou pair éducateur, à REVS Plus au Burkina Faso, Horizons Femmes au Cameroun et Espace Confiance en Côte d'Ivoire sont venus étoffer leurs connaissances, confronter leurs pratiques et découvrir le travail remarquable de l'association marocaine. Il faut dire qu'AHSUD est pionnière dans ce domaine. En 2007, avec l'appui du Fonds mondial, elle a mené le premier projet d'échange de seringues dans les régions Moyen-Orient, Afrique du Nord et Afrique francophone. Aujourd'hui AHSUD est responsable du pôle associatif de deux centres d'addictologie, possède un centre de ressources et de formation sur la réduction des risques, et ses intervenants de terrain sillonnent inlassablement Tanger et ses alentours pour faire de la prévention auprès des usagers de drogues.

Ce stage a conforté la volonté des trois associations participantes de démarrer ou d'accroître leurs actions autour de l'usage de drogues, afin de dépasser les préjugés, les législations très répressives dans leurs pays, et les réticences des États à intégrer le concept de réduction des risques dans leurs politiques publiques.

PREVENTION ET DÉPISTAGE : RATTRAPER LE RETARD

CIBLER LES POPULATIONS VULNÉRABLES

La prévention et le dépistage sont deux leviers essentiels de la lutte contre le VIH/sida. Sans investissement massif dans ces deux volets du combat, il ne sera pas possible de venir à bout de cette épidémie. Car le nombre des contaminations ne diminue pas, et l'usage du préservatif recule, notamment chez les jeunes. Quant aux récents et très efficaces outils de prévention, comme la prophylaxie préexposition (PrEP), ils demeurent peu accessibles dans les pays à ressources limitées.

Résultat : en 2019 comme en 2018, 1,7 million de personnes ont contracté le virus dans le monde, soit plus du triple de l'objectif espéré. Il faut, plus que jamais, concentrer les efforts sur les populations les plus exposées et leurs partenaires sexuels : personnes homosexuelles ou transgenres, personnes originaires d'Afrique ou des Caraïbes, usagers de drogues, professionnels du sexe, personnes incarcérées, etc.

En 2019, 62 % des nouvelles infections au VIH ont en effet été enregistrées parmi ces groupes, alors qu'ils ne représentent qu'une très faible part de la population globale. Développer des programmes spécifiques de prévention et de promotion du dépistage à destination de ces populations vulnérables est une nécessité absolue.

En Afrique subsaharienne, les jeunes, et spécialement les filles, font également partie des populations particulièrement touchées. Chaque semaine, 4 500 adolescentes et jeunes femmes, entre 15 et 24 ans, contractent le VIH. En 2019, les jeunes femmes de cette tranche d'âge ont représenté près d'un quart (24 %) des nouvelles infections au VIH sur le continent.

Sidaction soutient, en France et dans le monde, les associations qui déploient des actions en direction de ces populations, actions le plus souvent menées par les personnes concernées elles-mêmes selon le principe de l'approche communautaire et de l'éducation par les pairs, dont l'efficacité est reconnue.

PRÉVENTION ET DÉPISTAGE

3. PROMOUVOIR LE DÉPISTAGE AUPRÈS DES MIGRANTS

L'association Espoir est née en janvier 2004 à Étampes. Sachant que les personnes migrantes, originaires notamment d'Afrique subsaharienne, font partie des populations les plus touchées et les plus vulnérables face au VIH et aux hépatites virales, l'association s'est fixée comme objectif de mener des actions de prévention auprès de ce public dans les départements de l'Essonne et de la Seine-et-Marne.

Espoir, qui fonctionne avec trois salariés et six bénévoles, intervient dans les centres d'accueil de demandeurs d'asile (CADA) et les foyers de migrants primo-arrivants de pays à forte prévalence du VIH. L'association y organise des temps d'information sur le VIH/sida avec une sensibilisation sous forme d'échanges, souvent à partir de la projection d'un film ou de diapositives. Le recours à un

traducteur est parfois nécessaire, mais la méthode de discussion à bâtons rompus employée par l'équipe favorise le dialogue et l'appropriation des messages de prévention. Des préservatifs (masculins et féminins), ainsi que du gel lubrifiant sont mis à disposition, et une orientation vers un dépistage est systématiquement proposée.

En partenariat avec des professionnels de santé du centre de dépistage, l'association fait également la promotion du dépistage rapide du VIH et du VHC à l'extérieur, dans des lieux de passage, comme des gares de l'Essonne fréquentées par la population subsaharienne, des galeries marchandes, ou encore des lieux de soirées, etc. Espoir assure aussi des permanences au centre municipal de santé de Corbeil-Essonnes. L'association, habilitée à faire des dépistages par TROD (test rapide d'orientation diagnostique), a pu en réaliser 1 300 l'an dernier, dont 19 se sont révélés positifs.

4. AU MALI, PARLER SEXUALITÉ ET PRÉVENTION AVEC LES JEUNES SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX

Oumar Coulibaly est un jeune pair éducateur de l'association Arcad-Santé Plus à Bamako, au Mali. Cela signifie qu'il intervient auprès d'autres adolescents sur le VIH et la prévention. « Ici la sexualité est un sujet tabou », analyse le jeune homme. « Les jeunes, qu'ils soient atteints par le VIH ou non, manquent d'information sur la santé sexuelle et reproductive, et sur les infections sexuellement transmissibles. »

Après avoir été témoin de plusieurs cas d'infections sexuellement transmissibles, grossesses précoces ou avortements clandestins, Oumar et d'autres jeunes pairs éducateurs d'Arcad-Santé Plus ont décidé, en 2017, d'investir les réseaux sociaux que fréquente massivement cette tranche d'âge pour créer une plateforme virtuelle d'expression sur la santé sexuelle et reproductive, nommée « **Espace Jeunes** ». Leurs objectifs sont de faciliter l'échange dans un espace sécurisé, de délivrer des informations justes et, le cas échéant, d'orienter les jeunes vers des soignants et des centres adaptés à leurs besoins.

« Nous sommes présents sur différents réseaux sociaux », détaille Oumar. « Pour susciter l'adhésion à nos groupes, nous faisons la publicité de notre plateforme sur YouTube ou Facebook. Notre première règle est d'assurer la confidentialité afin que les jeunes se sentent en confiance. Par exemple, sur WhatsApp, le membre qui souhaite poser une question la soumet en privé à l'un des administrateurs, qui sont tous des pairs éducateurs vivant avec le VIH. Puis la question est partagée de façon anonyme dans les groupes et les membres peuvent réagir durant 48 heures, sous le contrôle d'un modérateur. Ensuite, les administrateurs font une synthèse en français et en bambara. »

Les questions portent sur la contraception, l'IVG, les pratiques sexuelles et les risques, la négociation du port du préservatif, le dépistage, etc. Cet « Espace Jeunes » virtuel est un succès, avec plus de 5 096 membres sur Facebook et près de 500 dans les groupes WhatsApp.

5. PRÉVENTION AUPRÈS DES HOMOSEXUELS DANS LE PAYS NIÇOIS

Le Centre LGBT Côte d'Azur a été créé à Nice, en 2010, à l'initiative du **Collectif azuréen pour les droits des orientations sexuelles** (CADOS). Depuis dix ans, il fédère une vingtaine d'associations LGBT+ locales et porte leurs revendications.

Le Centre accueille et accompagne toute personne homosexuelle, bisexuelle ou transsexuelle qui a besoin d'aide. Il défend les droits des personnes LGBT+ contre les discriminations, les actes homophobes et transphobes et peut mettre les victimes en contact avec des professionnels bénévoles (avocats, notaires, etc.) ou intervenir au niveau médiatique et judiciaire. Le Centre LGBT Côte d'Azur mène bien sûr de nombreuses actions de prévention contre le VIH et propose deux fois par mois une permanence de dépistage rapide dans ses locaux.

Le Centre participe au projet « Objectif Sida Zéro : Nice et les Alpes-Maritimes s'engagent ! », qui rassemble l'ensemble des acteurs des Alpes-Maritimes et de l'Est du Var mobilisés dans la lutte contre le VIH/sida (médecins, collectivités territoriales, associations de patients et de prévention, centres de dépistage, etc.), avec l'objectif de faire chuter complètement le nombre de nouvelles contaminations sur ce territoire.

Dans son pôle santé, le Centre met à disposition de la documentation, du matériel de prévention et anime, trois jours par semaine, des permanences d'accueil sur les questions de prévention, en accordant une attention particulière à la santé sexuelle des demandeurs d'asile et des réfugiés, et en proposant des entretiens individuels et des dépistages.

D'autres permanences mensuelles de santé sont dédiées à des publics spécifiques, notamment les jeunes, les personnes transsexuelles ou encore les consommateurs de drogues.

Depuis 2018, une nouvelle permanence « *sexo/psycho* » a lieu un mardi par mois en présence d'un sexologue ou d'un psychologue, avec la possibilité d'effectuer un test de dépistage rapide pour le VIH et le VHC. Le Centre LGBT Côte d'Azur étend par ailleurs ses opérations de dépistage hors les murs à l'occasion par exemple du 1er décembre, de l'été sur la plage gay de Nice et lors de nombreux événements festifs.



ACCÈS AUX SOINS

ACCÈS AUX SOINS : COMBLER LES INÉGALITÉS

REFUSER QU'UN TIERS DES PERSONNES VIVANT AVEC LE VIH N'AIT PAS ACCÈS À UN TRAITEMENT

Les acteurs de la lutte contre le VIH/sida ont œuvré pour qu'à la fin de l'année 2019, le triple objectif « 90-90-90 », fixé par l'ONUSIDA pour 2020, soit atteint : 90 % des personnes vivant avec le VIH connaissent leur statut sérologique ; 90 % des personnes se sachant séropositives prennent un traitement antirétroviral ; 90 % des personnes sous traitement antirétroviral ont une charge virale indétectable.

Treize pays, dont sept en Afrique, y sont parvenus. La France n'en fait pas partie, faute d'avoir atteint le premier objectif.

Depuis 2010, on estime que l'accès aux traitements a évité 12,1 millions de décès liés au VIH dans le monde. Grâce à la recherche, les innovations de la thérapie antirétrovirale ont amélioré ses résultats et sa tolérance. Mais en 2019, sur 38 millions de personnes vivant avec le VIH, 12,6 millions n'ont toujours pas pu bénéficier de traitement et 690 000 personnes sont mortes de maladies dues au sida.

L'accès de tous à des médicaments efficaces et à une prise en charge médicale adéquate reste un défi à relever dans de très nombreux pays. Des études ont montré qu'au-delà du problème de la disponibilité des traitements, les attitudes discriminatoires, la crainte de poursuites policières et judiciaires, la stigmatisation, notamment de la part du personnel soignant, dissuadent des personnes vivant avec le VIH, ou très exposées au VIH, de fréquenter les structures sanitaires.

C'est pourquoi les organisations communautaires jouent un rôle prépondérant pour permettre la prise en charge de celles qui sont le plus éloignées des soins, notamment les travailleuses et travailleurs du sexe, usagers de drogues, populations en milieu rural, enfants et adolescents en Afrique, etc.

Sidaction soutient ces associations en France métropolitaine, dans les départements d'outre-mer et les pays à ressources limitées.

1. LE PROJET OPP-ERA A OUVERT LA VOIE À UN MEILLEUR ACCÈS À LA CHARGE VIRALE EN AFRIQUE

Clap de fin en 2019 pour le projet **OPP-ERA**. Soutenu et financé par Unitaïd, mis en œuvre par un groupement de partenaires français (Expertise France, Solthis, l'ANRS et **Sidaction**) et mené conjointement de 2013 à 2019, ce projet avait pour objectif d'améliorer la prise en charge des personnes vivant avec le VIH en renforçant l'accès aux tests de charge virale dans quatre pays : le Burundi, le Cameroun, la Côte d'Ivoire et la Guinée.

La charge virale est en effet l'indicateur clé de la réussite du traitement. La contrôler régulièrement permet de repérer les patients en échec thérapeutique. De plus, une charge virale indétectable signifie zéro risque de transmission du VIH. Hélas, sur le continent africain, l'accès à cet examen est encore très variable et peu accessible aux populations les plus touchées par le VIH.

Le projet **OPP-ERA** a permis l'installation, dans les quatre pays concernés, de onze laboratoires réhabilités, équipés et fonctionnels, avec près de 300 professionnels de santé formés en cinq ans. **Sidaction** a suivi la mise en œuvre du projet au Burundi au sein de l'ANSS, seule structure communautaire du programme. Cette importante association, partenaire de longue date de **Sidaction**, a une file active de près de 6 000 personnes sous antirétroviraux.

Trois autres plateformes sont venues compléter celle de l'ANSS. Au cours de l'année 2018, les quatre plateformes **OPP-ERA** au Burundi ont permis de réaliser plus de 40 000 tests, soit plus d'un tiers des charges virales du pays, et 88 % des patients testés avaient une charge virale indétectable. Huit techniciens ont été formés à la technique de la charge virale et plus de 50 professionnels de santé ont participé à des ateliers et des groupes de travail pour l'amélioration de la prise en charge des personnes vivant avec le VIH.

Pour assurer la pérennité du projet, le Burundi s'est engagé à maintenir les activités de charge virale développées dans le cadre d'**OPP-ERA**, en intégrant la maintenance des plateformes et le financement de certains postes de techniciens de laboratoire dans la subvention du Fonds mondial allant jusqu'à fin 2020.

2. POUR ET AVEC LES TRAVAILLEUSES ET TRAVAILLEURS DU SEXE À NANTES

« *Nothing about sexworkers without sexworkers* », telle est la devise affichée par l'**association Paloma**. Ce qui signifie que pour tout ce qui concerne les travailleuses et travailleurs du sexe, rien ne peut se faire ou se décider sans leur participation et leur implication.

Créée en juillet 2016, cette association nantaise de santé communautaire valorise la place des travailleuses et travailleurs du sexe, et cherche à renforcer leur autonomie, leur capacité à se défendre, à se protéger et à faire valoir leurs droits. **Paloma** propose aussi aux personnes dont le projet est de sortir de la prostitution de définir l'accompagnement social dont elles souhaitent bénéficier.

L'association dispose d'un local à Nantes, ouvert quatre demi-journées par semaine. L'équipe, composée de trois salariés et d'environ 25 bénévoles, peut y recevoir des personnes, en toute confidentialité et sans jugement, autour de trois thématiques : santé, social et juridique. Le reste de la semaine, un numéro de téléphone permet de répondre aux urgences.

Paloma a repris en 2017 un programme porté pendant 17 ans par Médecins du Monde. Le principe : aller vers les travailleuses et travailleurs du sexe sur leurs lieux d'activités, grâce à une unité mobile qui réalise deux à trois tournées par semaine, de 21h30 à 3h30 du matin, dans différents secteurs de l'agglomération nantaise. En effet, pour certaines personnes, se diriger spontanément vers des professionnels de santé est difficile, voire impossible. Le constat fait par l'association, comme par toutes celles qui s'intéressent à ce public, est que, depuis la loi de pénalisation des clients, les personnes proposant des services sexuels tarifés sont précarisées, isolées et exposées à de plus en plus de violences. Créer un lien de confiance est donc fondamental pour accompagner ces personnes dans la prévention et la prise en charge éventuelle de leurs pathologies ou de leurs problèmes sociaux et juridiques.

3. «JOUONS COLLECTIFS!» : UN PLAIDOYER POUR LE TRAVAIL EN ÉQUIPE DANS LA PRISE EN CHARGE DES ENFANTS ATTEINTS PAR LE VIH



En collaboration avec la **plateforme Elsa**, les équipes de la SWAA-Burundi et de l'ANSS ont conçu ensemble une plaquette pour promouvoir le modèle pluridisciplinaire qu'elles ont adopté pour les soins et l'accompagnement des enfants et adolescents concernés par le VIH : une démarche qu'elles aimeraient voir se développer dans toutes les structures amenées à s'occuper de ces jeunes très vulnérables qui nécessitent une approche spécifique.

Confrontées à la complexité de prise en charge des orphelins dont les parents sont décédés du sida et des enfants ou adolescents eux-mêmes infectés, ces deux associations burundaises se sont en effet rapprochées afin de proposer un soutien multiforme à ces enfants, dans le cadre du projet Paris Sida Sud, financé par la Mairie de Paris à travers un partenariat avec **Sidaction**.

Comme le décrit la coordinatrice nationale de ce projet : « l'originalité était de considérer l'enfant dans sa globalité et dans ses besoins élémentaires : droit à l'éducation, à la santé, à l'épanouissement, etc. Cette approche multidisciplinaire a permis à l'ANSS et la SWAA-Burundi d'être reconnues comme des structures expérimentées dans la prise en charge pédiatrique ».

La plaquette «Jouons collectifs!» donne des clés pour reproduire cette recette gagnante. Impliquer des partenaires aux profils différents (médecins, psychologues, infirmiers, assistants sociaux, experts de la médiation en santé ou de l'éducation thérapeutique, pharmaciens, juristes, jeunes pairs éducateurs, etc.), travailler de manière complémentaire et collaborative, aider les parents et les tuteurs à assumer leur rôle éducatif auprès de leurs enfants, etc.

La SWAA et l'ANSS accompagnent ensemble près de 7 000 enfants et adolescents, dont 1 000 sont infectés par le VIH. Cette approche pluridisciplinaire induit une meilleure observance des traitements et une amélioration du bien-être de ces enfants et adolescents.

4. ACCOMPAGNER DANS UN ENVIRONNEMENT RURAL

L'association **Relais VIH** a été créée en juillet 2008 par trois femmes et deux hommes vivant avec le VIH, tous suivis au Centre hospitalier Jacques Puel à Rodez. Malgré des parcours différents, ces cinq membres fondateurs se retrouvaient confrontés au même défi : comment faire face, individuellement et collectivement, aux difficultés liées à leur statut sérologique ?

En créant **Relais VIH**, leur objectif était de proposer de l'aide et du soutien aux personnes directement ou indirectement touchées par le VIH/sida, et d'organiser des actions de prévention.

Depuis, l'équipe bénévole s'est étoffée, s'entourant également de médecins et de professionnels du champ social. **Relais VIH** a étendu ses actions à tout le département de l'Aveyron, où elle est la seule association de lutte contre le VIH/sida.

La structure, qui compte deux salariés (une coordinatrice et un chargé de prévention) et deux psychologues (une prestataire et une autre mise à disposition), tient des permanences deux jours par semaine dans son local, mais aussi, de façon moins régulière, hors les murs, comme aux Restos du cœur par exemple.

L'association œuvre pour créer des liens de proximité avec un public en situation de grande précarité, ayant souvent des problématiques d'addiction. Précision importante : elle est habilitée à proposer des tests de dépistage rapide.

En milieu rural et semi-rural, la stigmatisation est encore très importante et il est toujours difficile, lorsque l'on vit avec le VIH, de révéler son statut sérologique. Grâce à sa démarche de santé globale, **Relais VIH** permet de lever ces freins.

L'association propose également aux personnes vivant avec le VIH des groupes de parole animés par une psychanalyste, ainsi que des ateliers autour de la nutrition, des traitements, etc. Ces ateliers visent à améliorer la prise en charge et la qualité de vie des personnes vivant avec le VIH, et à lutter contre l'isolement.



5. EN CÔTE D'IVOIRE, ESPACE CONFIANCE SE CONCENTRE SUR LES POPULATIONS LES PLUS VULNÉRABLES

À Abidjan, la prévalence du VIH chez les hommes ayant des relations sexuelles avec des hommes est estimée à 13 %, 11 % chez les travailleuses et travailleurs du sexe et près de 10 % parmi les usagers de drogues.

Partenaire de **Sidaction** depuis 2009, l'association **Espace Confiance** possède une expertise reconnue dans la prévention et la prise en charge globale du VIH/sida et des infections sexuellement transmissibles au sein de ces populations clés. Elle gère quatre centres de prise en charge à Abidjan et ses environs, notamment la Clinique de Confiance, un centre médical de pointe dans le diagnostic et la prise en charge des travailleuses et travailleurs du sexe et des personnes LGBT+, ainsi qu'un centre dédié aux usagers de drogues, avec le soutien de Médecins du Monde.

Espace Confiance réalise annuellement 12 000 tests de dépistage et touche près de 18 000 personnes à travers ses actions de prévention et de prise en charge médicale, sociale et psychologique.

En Côte d'Ivoire où 460 000 personnes (dont 60 % de femmes) vivent avec le VIH, il a été possible, grâce à l'implication très importante d'associations communautaires comme Espace Confiance, de réduire de 32 % le nombre de nouvelles contaminations et de délivrer un traitement antirétroviral à 55 % des personnes atteintes, alors que la proportion de personnes traitées était seulement de 17 % en 2010. Ces résultats, qui doivent encore être améliorés, ont été obtenus notamment car ces associations ont ouvert l'accès à des services de santé à des populations jusqu'alors exclues du système de soins.

Sidaction s'est donné pour mission de renforcer les capacités des associations africaines dans la prise en charge des populations clés : c'est dans ce cadre qu'elle accompagne le travail remarquable d'**Espace Confiance**.

À titre d'exemple, deux actions menées par **Sidaction** avec le soutien de l'Agence française de développement ont permis d'équiper et de former cette association ivoirienne au dépistage et au traitement des infections anales (notamment les condylomes), plus fréquentes chez les personnes atteintes par le VIH.

FORMER ET ÉCHANGER

I. VIOLENCES BASÉES SUR LE GENRE : DES ASSOCIATIONS DU CONTINENT AFRICAIN FORMÉES À LEUR PRISE EN CHARGE

La domination masculine, observée partout dans le monde, est le terreau des « inégalités de genre », plaçant souvent les femmes dans des situations de soumission ou de dépendance (économique, sociale, juridique, sexuelle, etc.) qui sont autant de violences.

Plusieurs études ont montré des liens entre les violences basées sur le genre et le VIH/sida. Ainsi, la violence est un facteur de risque de transmission du VIH - en Afrique, les victimes de violences sexuelles ont jusqu'à trois fois plus de risques de contracter le VIH - et une femme vivant avec le VIH est statistiquement plus exposée à des violences psychologiques et/ou physiques.

L'OMS rappelle qu'au cours de sa vie, une femme sur trois dans le monde subira des violences physiques ou sexuelles et qu'une sur cinq sera victime de viol. On sait par ailleurs que la fréquence des violences envers les travailleuses et travailleurs du sexe est très importante.

Afin de permettre aux équipes associatives africaines d'être mieux armées pour répondre à cette problématique des violences faites aux femmes (repérage, soutien, assistance), Sidaction leur a proposé une formation spécifique dans une approche centrée sur les besoins des victimes : information et orientation vers les services existants, prise en charge médicale, accompagnement psycho-social, etc.

La formation aborde aussi la prévention de ces violences par la mise en œuvre d'actions collectives, comme des campagnes de sensibilisation, un plaidoyer en faveur d'une meilleure égalité de genre, la formation des forces de l'ordre, la sensibilisation des leaders d'opinion, la mobilisation des communautés, etc.

En 2019, deux sessions ont été organisées : l'une au Maroc auprès de membres de l'ALCS, l'autre au Cameroun, avec des participants des associations SWAA Littoral, Horizons Femmes, Alternatives Cameroun ainsi que de quatre associations LGBT+.



FORMER ET ÉCHANGER

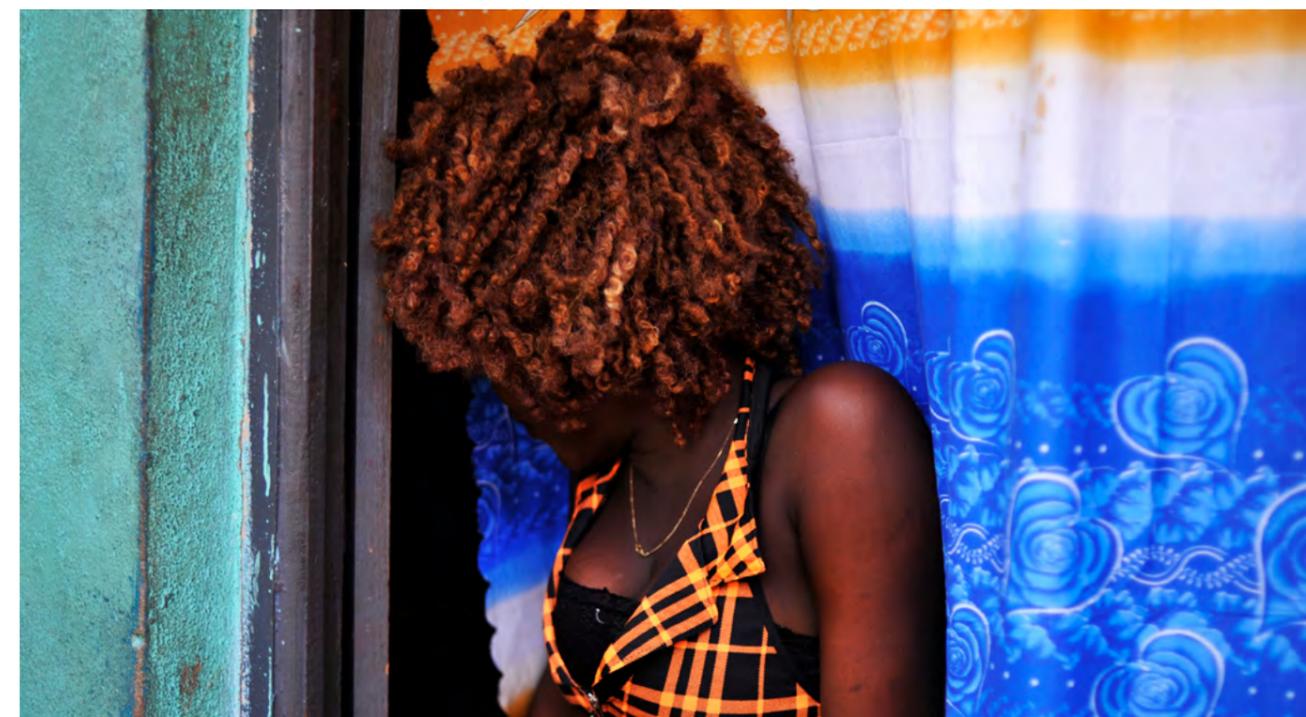
DÉVELOPPER LES COMPÉTENCES ET LE PARTAGE D'EXPÉRIENCE DES ACTEURS DE TERRAIN

Mobilisés jour après jour, les salariés et bénévoles des associations engagées dans la lutte contre le VIH/sida ont besoin d'adapter leurs connaissances à l'évolution de l'épidémie. Ils doivent inventer des réponses inédites, s'adresser à de nouveaux publics, élargir leur champ d'action à des problématiques annexes et pourtant étroitement liées au VIH, comme les inégalités de genre, les violences ou la précarité.

L'un des rôles de Sidaction est de donner à tous ses partenaires la possibilité de se former pour continuer à agir efficacement. Sidaction identifie les besoins de formation des associations et y répond, en collaboration avec ses partenaires. Elle peut également initier des actions de formation qui rassemblent des acteurs de différents pays. En 2019, de jeunes membres de plusieurs associations africaines ont ainsi bénéficié d'un accompagnement pour faire entendre leur voix sur la scène internationale et être reconnus en tant que représentants de la jeunesse militante d'Afrique francophone.

Sidaction encourage aussi le partage d'expériences entre associations en France et à l'étranger, ou encore les formations dispensées par une association d'un pays à ressources limitées en direction d'associations d'autres pays à ressources limitées.

Enfin, Sidaction favorise les projets associant dès leur conception les personnes concernées, puisque c'est ainsi que s'élaborent les actions les mieux adaptées au vécu et à la réalité des personnes.



2. IMPLIQUER LES DÉTENUS POUR UNE MEILLEURE SANTÉ EN PRISON

Comment améliorer la santé des détenus ? En les associant à ce qui les concerne ! Pour mieux appréhender le trop fréquent renoncement aux soins en milieu carcéral et tenter d'y remédier, Médecins du Monde a élaboré un projet basé sur une approche communautaire. Ce programme expérimental a été co-construit avec les services de santé en milieu pénitentiaire du Centre de détention pour hommes de Nantes et de la maison d'arrêt pour femmes de Carquefou.

Le principe : collaborer avec les détenus afin de lister les sujets de santé auxquels ils sont confrontés et les difficultés d'accès aux soins qu'ils rencontrent. En bref, s'appuyer sur la réalité de ce que vivent les personnes incarcérées.

L'association a voulu placer les détenus au cœur de son action, tant sur l'analyse des besoins que sur la construction des réponses aux problématiques soulevées. Le programme vise à créer un lien de confiance et de proximité, à susciter le sentiment d'appartenance à une communauté, et à mobiliser le groupe pour induire du changement.

Les actions réalisées dans le cadre de ce projet sont nombreuses et sollicitent à la fois détenus et surveillants. Ateliers de travail collectif avec les personnes détenues trois fois par semaine, ateliers santé une fois par mois, accueil et présentation du programme auprès des arrivants, actions de prévention sur des thématiques de santé choisies par les détenus, entretiens individuels à la demande, accompagnement physique lors de consultations médicales en détention, de permissions ou d'extractions médicales, groupes de travail deux fois par mois avec les surveillants sur les enjeux de santé, rencontres tous les deux mois avec les équipes médicales et enfin, soutien dans la réalisation d'outils d'auto-support. Ce programme en milieu carcéral de Médecins du Monde touche près de 800 bénéficiaires dans l'agglomération nantaise.



3. DE JEUNES MILITANTS AFRICAINS SE FORMENT À LA PRISE DE PAROLE EN PUBLIC

Être militant suppose de s'exprimer en public et dans les médias, témoigner devant des assemblées et des personnalités, défendre ses idées, tout cela bien sûr pour faire avancer des revendications collectives. C'est difficile pour des adultes, et d'autant plus pour des adolescents ou de très jeunes gens...

Sidaction encourage les jeunes représentants de Grandir Ensemble, réseau africain francophone pour les enfants et adolescents vivant avec le VIH, à prendre une place plus importante dans la lutte contre le VIH/sida au niveau international. Pour les aider à acquérir à la fois la confiance en eux qui leur manque parfois en raison de leur jeune âge et les outils pratiques à utiliser pour faire passer leurs messages, l'association leur a proposé une formation à la prise de parole en public, au média training et à la communication sur les réseaux sociaux.

Cette formation, qui a eu lieu en septembre 2019 à Lomé, au Togo, a réuni douze participants, tous ambassadeurs du réseau **Grandir Ensemble**, et pairs éducateurs au Burkina-Faso, au Burundi, au Côte d'Ivoire, au Mali et au Togo. Très investis dans leurs associations respectives, ces cinq filles et sept garçons étaient déterminés à révéler leurs capacités oratoires et à les améliorer.

Ils ont pu apprendre comment structurer leurs interventions, gérer leur stress, respirer et poser leur voix, communiquer avec les journalistes, connaître les réseaux sociaux et leurs publics, savoir les utiliser et en éviter les pièges, etc.

En une semaine, ces jeunes ont pris conscience de leurs atouts dans la création de discours. Ils ont développé des compétences tant sur le fond que sur la forme, ont pu gommer leurs tics de langages ou encore corriger leurs défauts de posture. Leur aptitude à parler devant les médias ou à s'exprimer sur les réseaux sociaux s'est réellement développée. Au-delà d'une expertise technique, ils ont révélé leurs qualités humaines, gagné en confiance et en autonomie. Des acquis précieux qui leur serviront dans leur parcours militant, mais aussi dans leur vie personnelle et professionnelle.

4. QUAND LES PERSONNES VIVANT AVEC LE VIH S'ENTRAIDENT ENTRE ELLES

Le **Comité des familles** est une association créée en 2003 à La Courneuve, en Seine-Saint-Denis, par et pour des personnes concernées par le VIH. Elle a été conçue sur un modèle participatif et innovant : impliquer les personnes pour améliorer leur qualité de vie. Le lieu d'accueil de l'association, appelé la **Maison des familles**, a déménagé en 2014 dans le 20^{ème} arrondissement de Paris pour un local plus adapté.

Le public du **Comité des familles**, principalement composé de personnes migrantes originaires du d'Afrique, vit souvent dans une grande précarité, souffre d'isolement et manque d'informations pour affronter sereinement la vie avec le VIH.

L'équipe, qui fonctionne avec quatre salariés et 89 bénévoles, reçoit environ 400 personnes. Elle propose un accueil convivial et un suivi sur rendez-vous du lundi au vendredi, ainsi que plusieurs ateliers collectifs d'information, de rencontres, de sport et de bien-être, organisés en journée et en soirée.

Le **Comité des familles** s'attache à développer la solidarité et les échanges entre les personnes accueillies. Elle favorise également la formation des personnes vivant avec le VIH afin qu'elles s'engagent ensuite auprès des autres, à l'instar de Marie-Pierre, qui a rejoint l'association en 2017, après un long parcours lié à la consommation de drogues : « *J'ai décidé de me soigner pour le VIH, j'avais laissé cela de côté pendant des années. Le fait de s'engager, de rencontrer du monde, c'est primordial. On est actifs, on se bat pour les autres et on ne se sent plus montré du doigt. Désormais, j'ai l'impression d'être utile pour les personnes que j'essaye d'aider et qui viennent d'apprendre leur séropositivité* ». Grâce au Comité des familles, Marie-Pierre fait aussi du yoga et de la gymnastique deux fois par semaine : « *J'ai constaté qu'avec le sport, je me sentais beaucoup mieux qu'avec la cigarette, alors je continue !* ».

DÉFENDRE LES DROITS DE TOUS

LUTTER POUR LES DROITS DES PERSONNES LES PLUS EXPOSÉES AU VIH ET VIVANT AVEC LE VIRUS

La discrimination, la mise à l'écart de certaines catégories de population ou les lois répressives et liberticides sont autant d'obstacles à la prévention, au dépistage et à l'accès aux soins. Chaque fois qu'une personne renonce à faire un test ou à se rendre dans un centre de soins parce qu'elle a peur d'être jugée, violente ou arrêtée, c'est un pas en arrière dans le combat contre l'épidémie.

Pourtant, la plupart des États continuent à appliquer des textes qui nuisent à la santé publique. Ainsi, 92 pays dans le monde persistent à criminaliser l'exposition au VIH, sa transmission et sa non-divulgaration, au mépris des connaissances scientifiques actuelles.

Le commerce du sexe relève du Code pénal dans au moins 103 pays, et pas moins de 108 pays punissent la consommation ou la possession de drogue destinée à un usage personnel. 69 pays disposent de lois qui condamnent les relations entre personnes de même sexe, et partout dans le monde, les migrants voient leurs droits fondamentaux bafoués.

En France, la réforme de l'aide médicale d'État, décidée en 2019, restreint l'accès aux soins des étrangers en situation irrégulière et des demandeurs d'asile. La loi française pénalisant les clients des travailleuses et travailleurs du sexe diminue leur capacité à se protéger et augmente les risques de violence.

L'accès universel au traitement antirétroviral ne résoudra rien si les droits des personnes les plus vulnérables ne sont pas garantis. Et nous en sommes encore loin.

Sidaction soutient les associations qui agissent pour les droits des personnes et participe aux initiatives collectives pour revendiquer l'égalité des droits pour tous.

DÉFENDRE LES DROITS DE TOUS

1. DÉFENDRE LES PERSONNES DÉTENUES EN OUTRE-MER

Fondée en 1996, la **section française de l'Observatoire international des prisons (OIP)** agit pour la défense des droits et le respect de la dignité des personnes détenues.

L'objectif de l'association est de dresser un état des lieux des conditions de détention, d'informer les professionnels et le grand public et de favoriser l'accès aux soins et aux droits. Son action s'étend sur l'ensemble du territoire, en France métropolitaine et d'outre-mer. L'association emploie treize salariés et fait partie des membres du groupe «Expert prison» de **Sidaction**. Depuis des années, l'OIP dénonce les difficultés d'accès aux soins en prison, du manque de certains soins spécialisés aux délais d'attente beaucoup trop longs pour les consultations non urgentes, en passant par l'absence de permanence des soins la nuit et le week-end, etc. Les conditions de détention en outre-mer, encore plus dégradées que dans l'hexagone, ont régulièrement été mises en avant par l'OIP : surpopulation, promiscuité, insalubrité, manque d'hygiène, températures extrêmes, accès aux soins déficient, etc.

L'OIP a notamment porté devant les tribunaux français le cas du centre pénitentiaire de Remire-Montjoly en Guyane, pointant des conditions matérielles de détention particulièrement mauvaises et une situation sanitaire désastreuse. Donnant raison à l'association, le Conseil d'État a ordonné, en avril 2019, que des mesures d'urgence soient prises.

Sidaction soutient le travail de l'OIP aux Antilles et en Guyane, et l'association prévoit également de se développer à Mayotte et à la Réunion. Concernant le VIH, l'OIP agit sur trois axes : connaître, dans chaque centre pénitentiaire, les modalités de prise en charge des personnes vivant avec le VIH et/ou des hépatites, ainsi que les dispositifs de prévention pour la réduction des risques de contamination ; alerter les autorités sanitaires, pénitentiaires, judiciaires sur les dysfonctionnements constatés, en sensibilisant le public ; et protéger les personnes détenues en les informant, ainsi que leurs proches, sur leurs droits et les dispositifs accessibles.

2. UN INTENSE PLAIDOYER ASSOCIATIF POUR LE FINANCEMENT DU FONDS MONDIAL

« Monsieur le Président, la France doit être au rendez-vous dans la lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme ». C'est ainsi que débutait une tribune signée par 200 ONG parue dans le journal *Le Monde* du 1^{er} octobre 2019, quelques jours avant la 6^{ème} conférence de reconstitution du Fonds mondial de lutte contre ces trois maladies qui s'est déroulée les 9 et 10 octobre à Lyon. Ces mots s'adressaient évidemment à Emmanuel Macron, les associations lui demandant d'augmenter de 25 % l'apport financier de la France, une contribution qui n'avait pas augmenté depuis dix ans.

Cette tribune n'était que l'une des nombreuses actions entreprises par les associations du Nord et du Sud (dont **Sidaction** et ses partenaires), pour convaincre les pays donateurs d'accroître leurs versements au Fonds mondial et d'atteindre l'objectif de 14 milliards de dollars sur les trois prochaines années (2020-2022), un minimum indispensable pour ne pas perdre le bénéfice des progrès enregistrés sur le front de ces trois épidémies, qui provoquent encore quelques trois millions de morts par an.

Ainsi, six mois auparavant, au mois de juin 2019, les principales associations francophones de lutte contre le VIH/sida avaient déjà interpellé le président de la République française. « C'est la France qui a créé le Fonds mondial », rappelait alors Françoise Barré-Sinoussi, présidente de Sidaction, « et le monde entier lui en est aujourd'hui reconnaissant, avec près de 27 millions de vies sauvées. C'est notre réussite et notre fierté : faisons, nous aussi, notre part pour assurer le succès du Fonds mondial à l'avenir ! »

Partout dans le monde et notamment en France, les acteurs de la lutte contre le VIH/sida ont communiqué, rencontré leurs représentants politiques, sensibilisé l'opinion publique, etc. Une mobilisation qui a payé avec l'annonce, à la fin de la conférence, d'un engagement financier global de 14,02 milliards de dollars. L'investissement français a, quant à lui, augmenté de 20 % par rapport à la période 2016-2019, soit 1,296 milliard de dollars ou 1,176 milliard d'euros.

DÉFENDRE LES DROITS DE TOUS



3. AIDER LES PERSONNES EN SITUATION DE PRÉCARITÉ

Créée en 1993, **Basiliade**, une association présente à Paris, Lyon et Bourg-en-Bresse, accompagne des personnes en situation de précarité, très souvent touchées par le VIH. Didier Arthaud, son fondateur, explique ce qui a motivé sa création : « *au début des années 1990, j'ai vu des amis jetés à la rue par les familles de leurs compagnons, après la mort de ceux-ci. Nous avons donc souhaité proposer un lieu convivial pour accueillir les personnes isolées, en situation de précarité matérielle ou affective... Le visage de l'épidémie a changé dans les années 2000, nous avons vu arriver des personnes en très grande difficulté sociale, ainsi que des personnes migrantes. Aujourd'hui, nous accueillons notamment des femmes venant d'Afrique subsaharienne, majoritairement seules, avec ou sans enfants. Elles ont fui leur pays pour sauver leur peau, et beaucoup ont été victimes de violences* ».

L'accompagnement se veut global et se conjugue sur différents volets, à commencer par le logement. **Basiliade** gère ainsi plusieurs appartements de coordination thérapeutique et appartements relais. L'association dispose aussi de six lieux d'accueil, appelés « maisons », dans les trois villes où elle est implantée. Deux de ces maisons, à Paris et Lyon, sont ouvertes le soir et offrent des repas gratuits aux bénéficiaires.

Près de 80 bénévoles et 29 salariés accompagnent chaque année environ 500 personnes atteintes par le VIH. L'équipe assure un suivi individuel, afin de favoriser l'accès aux droits et le retour à l'autonomie des personnes, via un soutien psychosocial, une aide à l'insertion professionnelle, une assistance dans les démarches administratives ou lors de rendez-vous médicaux.

Des actions collectives sont également proposées : ateliers nutrition, logement, recherche d'emploi, vie sexuelle et affective, prévention, etc. En 2019, **Sidaction** a participé aux frais afférents aux locaux, aux achats de denrées alimentaires et à plusieurs postes permanents (assistante sociale, psychologue, responsable de prévention, chargé d'insertion professionnelle, etc.).

4. DES ADOLESCENTS AFRICAINS DANS UNE CONFÉRENCE INTERNATIONALE

Les adolescents et les jeunes figurant parmi les populations les plus touchées par les nouvelles infections à VIH, **Sidaction** a initié depuis quelques années un projet leur étant destiné avec dix associations basées dans six pays d'Afrique subsaharienne : REVS+ (Burkina-Faso), ANSS et SWAA-Burundi (Burundi), ASU (Congo), CSAS (Côte d'Ivoire), AMC, CRIPS et EVT (Togo), AKS et ARCAD/Santé (Mali).

L'un des volets de ce projet consiste à favoriser l'implication des jeunes eux-mêmes dans les associations, à travers notamment la formation de jeunes pairs éducateurs affectés par le VIH.

Dans une démarche « d'empowerment », mot difficilement traduisible qui induit à la fois l'émancipation par l'action et la mobilisation d'un groupe, douze de ces jeunes pairs éducateurs, accompagnés de six encadrants, ont participé à la 20^{ème} Conférence internationale sur le sida et les infections sexuellement transmissibles en Afrique (ICASA), qui s'est tenue en décembre 2019 à Kigali (Rwanda).

Cet événement représentait pour ces jeunes une opportunité d'apprentissage, de rencontre avec les autres acteurs de la lutte contre le VIH/sida et d'enrichissement individuel et collectif. Ils ont ainsi participé à un symposium, co-organisé par **Sidaction**, sur l'accès aux antirétroviraux pédiatriques, ainsi qu'à la plupart des sessions ayant trait aux thématiques les concernant. Lors d'une table ronde sur la paire éducation des jeunes vivant avec le VIH, ils ont pu échanger sur leur motivation, leurs activités ou les défis qu'ils doivent relever. Ils ont été invités à une émission de RFI pour parler de leurs vécus, des conditions de leur prise en charge et de leurs aspirations.

Enfin, une action de plaidoyer avait été préparée : un jeune pair éducateur a pu prendre la parole pour dénoncer les inégalités d'accès aux médicaments pour les enfants. Suite à cette intervention, le groupe a rencontré la responsable de la prise en charge pédiatrique de l'ONUSIDA qui s'est engagée à mettre à l'agenda de son organisation les préoccupations soulevées par les jeunes, à savoir les ruptures fréquentes de traitement ARV, l'accès irrégulier à la charge virale, la discrimination subie au quotidien, etc.

NOS SOUTIENS

SANS ELLES, SANS EUX, NOUS NE POURRIONS PAS AGIR

Depuis **25 ans**, ils répondent présents. Certains sont là depuis le début, d'autres viennent de nous rejoindre. Tous impliqués, généreux, offrant leur temps et leur énergie à la lutte contre le VIH/sida, afin que nous puissions financer la recherche et les associations en France et dans le monde. Nos soutiens, ce sont les dirigeants et leurs équipes des **30 médias partenaires mobilisés** pour le **Sidaction médias**, les journalistes, les animateurs, les artistes, les techniciens, les partenaires plateaux, ou encore l'agence de communication qui offre gracieusement ses services pour la campagne d'appel aux dons et la soirée de lancement.

Ce sont les **4 500 bénévoles** qui répondent au téléphone ou organisent des opérations sur le terrain. Grâce à eux, en 2019, **380 événements** ont eu lieu partout en France et les sommes récoltées sur le terrain sont venues grossir la collecte pour atteindre les **4,5 millions d'euros**. Ce sont nos partenaires fidèles, mécènes, entreprises, organismes publics. Et bien sûr, ce sont également tous les particuliers qui donnent selon leurs moyens, ponctuellement ou régulièrement.

À toutes, à tous : merci de nous permettre de continuer le combat !



BÉNÉVOLES ET DONATEURS, UNE MÊME MOTIVATION

Ils ont un objectif commun, faire avancer la lutte contre le VIH/sida. Les bénévoles et les donateurs de **Sidaction** s'engagent selon leur disponibilité et les moyens financiers dont ils disposent. Plusieurs possèdent d'ailleurs la double casquette : ils donnent à la fois de leur temps et de leur argent.

Parmi eux, certains ont perdu un proche, le plus souvent dans les années autour de la création de **Sidaction**, période noire où les traitements antirétroviraux n'existaient pas et où les décès se succédaient à un rythme dramatique.

Ils restent fidèles à leur engagement en mémoire de ce proche disparu, et pour que les personnes atteintes du VIH puissent aujourd'hui vivre le mieux possible. De nouvelles personnes se mobilisent aussi chaque année à nos côtés, en organisant par exemple des événements dans leur ville, leur quartier, leur établissement scolaire. Parmi elles, de nombreux jeunes qui estiment que l'information sur le VIH n'est pas suffisante, que les campagnes de prévention ne sont pas assez fréquentes, visibles et ciblées. Tous ces bénévoles et donateurs de **Sidaction** sont absolument essentiels à la poursuite de nos missions. C'est grâce à eux que nous pouvons financer des projets associatifs et de recherche pour espérer mettre fin à cette épidémie.

LES MÉDIAS, PRÉCIEUX VECTEURS DE L'INFORMATION

Les médias sont des relais indispensables pour faire connaître nos actions. Ils sont bien sûr fortement impliqués chaque année dans le **Sidaction médias**, événement national de sensibilisation et de collecte auprès du grand public. Sans la constance des radios, télévisions, journaux de presse écrite et web, réseaux sociaux, cette grande chaîne de solidarité n'aurait pas pu perdurer pendant 25 ans.

SUR LE FRONT AU QUOTIDIEN : LES MILITANTS ASSOCIATIFS ET LES CHERCHEURS

Ils sont notre raison d'être et sont, depuis la création de **Sidaction**, au cœur de notre action. Ils inventent tous les jours des solutions pour répondre à la multitude de problèmes soulevés par ce virus et cette épidémie, au niveau médical mais aussi social, politique, éthique, etc. Les militants associatifs se mobilisent et s'organisent en France et en Afrique, en Asie, en Europe de l'Est, en Amérique du Sud, pour faire de la prévention et aider les personnes vivant avec le VIH, quelles que soient leurs situations. Les chercheurs œuvrent inlassablement pour la mise au point d'un vaccin, pour des traitements plus efficaces et mieux tolérés, pour l'élaboration de moyens de prévention toujours plus innovants, pour l'amélioration des conditions de vie et de prise en charge des personnes vivant avec le VIH, etc.

Scientifiques et militants associatifs sont parfois épuisés ou découragés au bout de 25 ans d'une bataille qu'ils n'ont pourtant pas l'intention d'abandonner. C'est pourquoi, plus que jamais, **Sidaction** doit les soutenir et les accompagner.

OPÉRATION SIDACTION : NOS PARTENAIRES ET FINANCEURS

Pendant et avant le **Sidaction médias**, de nombreuses sociétés nous apportent leur soutien et mettent à disposition leur talent, leur matériel et leur temps.

Abri Services, Affichage Fourrageat, Affiouest, C Lagence et toute son équipe, Clumic Art Graphique, Girod Médias, JC Decaux, Médiaffiche, Médiatransports, Publimat, WNP. Ainsi que les 235 mairies partenaires qui ont accepté de diffuser gracieusement notre campagne d'appel aux dons sur leurs supports municipaux.

Par ailleurs, nos 9 partenaires mettent à notre disposition 13 centres de collecte pendant l'opération, qui sont au cœur du dispositif de recueil des dons au 110. Les équipes de ces centres d'appels se mobilisent à nos côtés pour accueillir les milliers de bénévoles qui viennent enregistrer les promesses de dons lors du **Sidaction**.

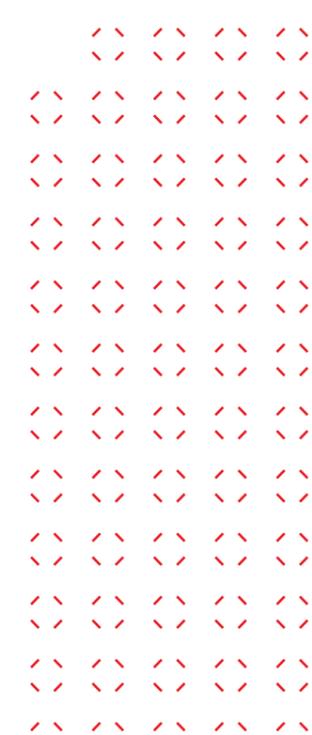
American Express, Free, Axa Atout Coeur, Crédit Agricole Consumer Finance, Oracle, Sitel, Carglass, Macif, SFR.

LES OPÉRATIONS RÉGIONALES 2019

Académie des Etoiles Aubagne, ACLE Lyon Est, Actis St Etienne, AEMC Créteil, Aiutu Corsu Ajaccio, AJMS Toulouse, ARAP-Rubis Nîmes, ARPS la Réunion, Artogalion Arras, BDE de l'École du Louvre Paris, BDE ISEG Nantes, BDH de l'Ensicaen, BDH de l'IMT Douai, Centre LGBTI Tours, Collectif sida 33 Bordeaux, ELAN Talence, ENIPSE, ENS Paris Saclay, Entr'Aides Guyane, Les Fées pour les Sidragtions de Paris et Lille, Fête des Vignes Montpellier, Fondation Chaptal Sarcelles, GAGL 45 Orléans, Homobus Paris, IRO Rennes, Les 3 A Grande Synthe, Nantes Roller, OKB Kremlin-Bicêtre, Relais VIH Rodez, SEPPV Paris V, Solidari'terre de Centrale et l'EM Lyon, Studact IPSA Ivry-sur-Seine, Unis-Cité Rouen, UPA de l'ECE Paris.

Les lycées : Européen de Villers-Cotterêts, Jules Ferry de Cannes, Monnet-Mermoz d'Aurillac, Saint-Exupéry de Lyon, Saint-Exupéry de Parentis-en-Borne et le collège Saint-Exupéry de Bourg-Saint-Maurice.

Divers : Jennifer J. Ralph pour sa garden-party à Grumesnil, La Piccola Familia pour le spectacle sur Barbara à Rouen et le Spart Bar de Mulhouse pour sa tombola.



NOS SOUTIENS

Partenaire en 2018 de **Sidaction**, le Groupe Moving a reversé 1 euro par nouvel abonné aux salles de sport Fitness Park. Ce sont près de 80 000 euros qui ont ainsi été collectés par les Fitness Park de France. Un grand merci à eux pour leur soutien.

Un grand merci à la société Le Petit Vapoteur de Cherbourg en Cotentin pour son opération Black Fairday. La société a décidé de soutenir plusieurs associations en reversant l'intégralité de son chiffre d'affaires du 23 novembre 2018. C'est donc 27 198 euros qui ont été versés à **Sidaction**.

NOS MÉCÈNES AU LONG COURS

Toute l'année, **Sidaction** peut compter sur le soutien de grands donateurs qui accompagnent la réalisation de nos actions de prévention, d'information et le soutien à nos programmes de recherche et d'accompagnement des malades.

LES PARTENAIRES FINANCIERS DE L'ASSOCIATION

AMI Paris, BNP Paribas, Société Générale, le Fonds Inkermann (sous l'égide de la Fondation de France), UK Online Giving Foundation, CA Consumer Finance, FB Procédés.



HAUTE COUTURE, CHEFS ET PROFESSIONNELS DES METIERS DE BOUCHE SOLIDAIRES

En janvier 2019, **Sidaction** a organisé le Dîner de la mode en partenariat avec la Fédération de la Haute Couture et de la mode. Grâce au soutien des maisons présentes, plus de 650 000 euros ont été récoltés en 2019 pour la lutte contre le virus du sida. Ce montant va permettre de soutenir la recherche, la prévention et l'accompagnement des personnes vivant avec le VIH. Un merci particulier au studio Des Signes pour cette nouvelle création graphique autour de ce dîner.

LES PARTENAIRES DU DÎNER DE LA MODE

L'équipe de C LAGENCE
Jacques Babando Communication
Jimmy Pihet, Culture Mode
Nil Nisi Com
Patricia Goldman Communication
Ludovic Jean, Pavillon d'Armenonville
Butard Enescot
Studio Des Signes
Christophe Pelé, Le Clarence**
Domaine Clarence Dillon - Château Haut-Brion
Château Quintus, Château la Mission Haut-Brion
Ruinart
Marc Chassara, Doré Sécurité
Sylvie Doré et Florence Doré
Maison Options
Ecole Ferrandi
Arôm Paris
Nicolas Ouchnir
Vidélio
MAC
Magnum
Travellerpad



LES PARTENAIRES DES CHEFS SOLIDAIRES

L'Académie Culinaire de France, Bragard, La Cuillère d'Or, Les Cuisiniers de la République Française, Les Disciples Escoffiers Pays France, Euro-Toques, Ferrandi, Les Maîtres Cuisiniers de France, Les Meilleurs Ouvriers de France, Les Toques Françaises

LES RESTAURANTS PARTENAIRES DES CHEFS SOLIDAIRES

Le Petit Gourmand, Le Flamant rose, The Hoxton, Le Salerno, Hotel-Restaurant Régis et Jacques Marcon, L'Ours Blanc, Le Panoramique, Hotel Restaurant Le Central, Les Closeaux, Auberge de Nicey, Cahen and Food, Au Bois Le Sire, Les Saveurs Salines, Auberge de Concèze, Le Biscuit de Sainte Mère Eglise, Le Chansonnier, Au Patio, Le Cabro d'Or, Le Relais du Mont-Blanc
Hostellerie de Plaisance, Le moulin des saveurs, Auberge de Dame Carcas, La vignette, Restaurant Koenig à l'Arbre Vert, La Carrément Bon, Le Bistrot Mel Lou, Restaurant de la Place, La Roussille, Le Castor Gourmand, L'Embellie, La table Bertacchi, Ar Men Du, Au vieux comptoir, Le Vélo Sentimental, L'Ambassade d'Auvergne, L'Assiette, Mont Bagel, Les Innocents, Le Sans Gêne, Le Bœuf Brezet, Le Sully, Le Moulin Bleu, Just N Fred, Fromagerie Nivesse, La Cave Coutançaise, Bourgogne Sud, Estaminet Au Vieux De La Vieille, Estaminet Chez La Vieille, Estaminet La Vieille France, L'oiseau sur sa branche, Atelier des Sens, Le Relais de Comodoliac, Hotel-Spa Restaurant Beau Site, Le Romain d'Étretat, Le KB, Le Tiki, L'Adresse, SAS Janier, ASIA, Resto Bistrot d'Uo, Restaurant du Vieux Port, Murat, Parema (Galopin), Serim (rive Café), Café La Jatte, La Cantoch, Rosé Les Vilaines, QUIROS, B'rock café, Thealchemy, Chez Raoul Estaminet, Le Domaine de Chavagnac, L'estaminet de Gand, Le Saint Pierre

Lycée des métiers René Auffray - Clichy, Lycée Val de Bièvre - Gentilly, Lycée professionnel Hélène Boucher - Vénissieux, Lycée des Métiers François Camel - Saint-Girons, Lycée Edouard Branly - La-Roche-sur-Yon, Lycée des Métiers Jean de La Taille - Pithiviers, EREA François Casanova - Nogent-sur-Marne, Lycée François Rabelais - Brassac-les-Mines, CFA Interpro - Chartres, Lycée Bougainville - Nantes, Lycée Francis de Croisset - Grasse, CFA Cepro - Paris 19ème, Lycée Alexandre Dumas - Paris 15ème, Campuspro - Hellemes, LPA Adriana - Tarbes, Lycée Jean Monnet - Yzeure, Lycée Santos Dumont - Saint-Cloud, Lycée Georges Baptiste - Cantelieu, Lycée Professionnel Emile Letourneil - Saint-Pierre-et-Miquelon, CEFFA Villepinte, Lycée Professionnel Saint Michel - Blanquefort, CFA CM Loir et Cher BLOIS

NOS RESSOURCES

EFFICACITÉ ET
TRANSPARENCE

Sidaction est financée à 85 % par des dons privés, ce qui garantit notre indépendance vis-à-vis des institutions publiques. Nous sélectionnons les projets que nous soutenons en fonction de leur pertinence, de leur utilité pour les personnes à qui ils s'adressent, et de leur adéquation aux enjeux de la lutte contre le VIH/sida.

Nos ressources proviennent essentiellement du grand public, fidèle depuis la création de **Sidaction**.



À côté de nos irremplaçables donateurs réguliers, d'autres, très nombreux, effectuent chaque année un don ponctuel ou organisent des événements de collecte lors du **Sidaction médias**, sans lequel la pérennité de nos programmes serait en danger. Nous ne serions pas non plus en capacité d'aider autant d'associations et de projets de recherche sans les entreprises mobilisées à nos côtés et les actions de mécénat organisées en notre faveur. Les membres bénévoles de notre conseil d'administration - experts reconnus, chercheurs, médecins et acteurs associatifs - sont garants de la bonne utilisation des fonds récoltés.

UN CONTRÔLE ET UN ACCOMPAGNEMENT
DANS LES PAYS EN TRANSITION

En plus de toutes les opérations de contrôle financier réalisées en France, Sidaction a mis en place un audit financier des projets soutenus à l'international pour vérifier que l'utilisation des fonds versés est conforme aux engagements. En parallèle, **Sidaction** soutient les associations des pays à ressources limitées via des formations et des accompagnements à la tenue de la comptabilité, à la gestion des ressources humaines et à la certification des comptes, afin que ces structures soient exemplaires dans leur gestion financière et puissent également accéder à d'autres sources de financements internationaux, notamment les subventions du Fonds mondial.

Sidaction est soutenue financièrement dans ses actions par :

RÉPARTITION
DES FONDS

6%
couvrent les
frais de gestion

22%
financent les
frais de récolte

72%
sont consacrés aux
missions sociales

1

COLLECTER
DES FONDS

Sidaction récolte des fonds :
chaque année lors du
**SIDACTION
MÉDIAS**
qui a lieu fin mars-début avril
**TOUT AU LONG
DE L'ANNÉE**
(mailings, événements, dons
ponctuels ou réguliers)

2

IDENTIFIER DES AXES
STRATÉGIQUES

Accompagnés par les
équipes salariées, nos
3 comités d'experts
indépendants participent à
la définition des priorités des
appels d'offres.
Le conseil d'administration
de **Sidaction** valide les axes
de financement des appels
d'offres.

3

SÉLECTIONNER
DES PROJETS

Nos 22 salariés des services des
programmes scientifiques et
médicaux, associatifs France
et internationaux s'assurent
de l'éligibilité des projets reçus
au regard des critères et des
objectifs des appels d'offres
auxquels répondent chercheurs
et associations.
Les équipes préparent les
éléments qui permettront
aux évaluateurs des comités
d'experts d'instruire les
demandes de financement et
d'émettre des propositions de
financement ou de refus de
financement.

4

REDISTRIBUER
LES FONDS

Les 3 comités d'experts
indépendants sélectionnent
les projets les plus pertinents et
les plus innovants. Le CA valide
les montants et l'allocation des
financements finaux proposés
par les comités. Les salariés
l'informent régulièrement du suivi
des actions.

5

S'ASSURER DE LA BONNE
UTILISATION
DES FONDS

Les équipes du service administratif et
financier de **Sidaction** contrôlent la bonne
utilisation des fonds alloués. En complément,
Sidaction mandate un cabinet d'audit
indépendant pour contrôler sur place 19
associations et structures de recherche par
an. Les équipes des programmes réalisent
des actions et des missions de suivi et de
renforcement des actions menées par les
structures et les personnes soutenues.

Sidaction est elle-même auditée tous les ans par un
cabinet d'experts comptables qui certifie ses comptes
et le bon usage de l'utilisation de ses fonds reçus du
public.

LE BILAN FINANCIER DE L'ANNEE 2019

Depuis 2013, l'association poursuit la reconstitution de ses fonds propres. L'année 2019 se termine sur un excédent de 1 068 183 € et un résultat d'exploitation positif de 974 141 €. Cet excédent portera les fonds propres de Sidaction à un montant de 6 192 K€. Les produits d'exploitation sont en hausse par rapport à l'année 2018, puisqu'ils s'établissent à 17 308 584 €, contre 16 919 781 € en 2018. Cette hausse est essentiellement due à un plus grand volume d'activités financées sur fonds publics. Les charges d'exploitation sont stables à hauteur de 16 334 442 € en 2019, contre 16 474 803 € en 2018, soit une baisse de 140 K€.

Les ratios d'utilisation des fonds sont à des niveaux usuels :

- la part consacrée aux missions sociales s'élève à 71,8 % des emplois ;
- la part consacrée aux frais de collecte et à la recherche de fonds représente 21,7 % des emplois ;
- et la part consacrée aux frais de fonctionnement représente 6,5 % des emplois.

LE CONTRÔLE D'UTILISATION DES FONDS

Depuis 2013, nous avons renforcé ce pôle qui est un axe prioritaire de Sidaction en tant que bailleur de fonds et comme récipiendaire de fonds publics.

En 2019, 31 structures, laboratoires de recherche ou associations ayant bénéficié d'un soutien financier de Sidaction ont fait l'objet d'audits, dont 19 par les services de Sidaction et 12 par le cabinet Deloitte.

PERSPECTIVES 2020

Des prévisions budgétaires prudentes ont été établies pour l'année 2020 en vue de poursuivre le renforcement et le développement de l'association.

Le budget 2020 projette un total de produits de 16,6 M€ et un total de charges de 16,4 M€. Etant donné la crise sanitaire mondiale liée au Covid-19 que nous traversons depuis fin février 2020, les activités de Sidaction vont cependant être fortement impactées en 2020.

Sur base de la situation économique connue et des évolutions à venir de la générosité publique, nous prévoyons un résultat économique dégradé pour 2020, et probablement aussi pour 2021.

Yves Dupont,
trésorier de Sidaction

ÉVOLUTION DES TRANSFERTS FINANCIERS DEPUIS 2009

Sources : comptes de résultat 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019. L'ensemble des montants suivants sont exprimés en euros.

TRANSFERTS FINANCIERS	PROGRAMMES SCIENTIFIQUES	PROGRAMMES ASSOCIATIFS	PROGRAMMES INTERNATIONAUX	TOTAL
2009	3 828 988	4 046 616	2 950 744	10 826 348
2010	4 243 840	4 028 039	3 731 480	12 003 359
2011	4 533 041	4 439 399	4 178 782	13 151 222
2012	3 880 154	3 901 117	4 138 546	11 919 817
2013	3 028 523	2 773 123	3 123 526	8 925 172
2014	2 891 026	2 546 200	2 652 482	8 089 708
2015	2 957 993	2 549 522	2 401 855	7 909 370
2016	2 779 434	2 307 867	2 210 303	7 297 604
2017	2 499 735	2 448 483	2 085 403	7 033 621
2018	2 363 550	2 559 342	2 091 433	7 014 325
2019	2 050 694	2 327 108	2 013 099	6 390 900

Répartition par type de ressources conformément au compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public.



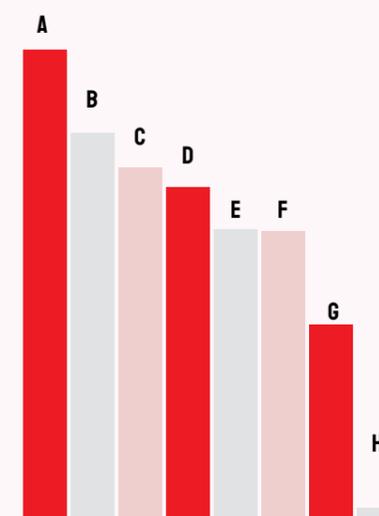
L'ensemble des montants suivants sont exprimés en euros.

A | MARKETING DIRECT ET RELATIONS DONATEURS
7 182 770
B | SIDACTION MÉDIAS
4 402 249
C | FINANCEMENTS PUBLICS
2 638 016
D | PARTENARIATS & ÉVÉNEMENTS
1 135 464
E | COLLECTE WEB
986 069
F | LEGS
783 485
G | AUTRES PRODUITS ET REPRISES DE PROVISIONS
146 157
H | FONDS LINE RENAUD
134 032

EMPLOI DES RESSOURCES

pour un total de **16 340 059** euros

Répartition de l'emploi des ressources collectées conformément au compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public.



L'ensemble des montants suivants sont exprimés en euros.

A | FRAIS D'APPEL À LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC
3 152 288
B | ACTIONS DE LUTTE CONTRE LE VIH/SIDA MENÉES PAR L'ASSOCIATION EN FRANCE
2 744 896
C | ACTIONS DE LUTTE CONTRE LE VIH/SIDA MENÉES PAR L'ASSOCIATION À L'INTERNATIONAL
2 592 285
D | FINANCEMENT DES PROGRAMMES FRANCE
2 327 108
E | FINANCEMENT DES PROGRAMMES DE RECHERCHE
2 050 694
F | FINANCEMENT DES PROGRAMMES INTERNATIONAUX
2 013 099
G | ADMINISTRATION DE L'ASSOCIATION
1 057 717
H | FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS PRIVÉS
401 972
I | DOTATIONS AUX PROVISIONS
0

PARTIE FINANCIÈRE

BILAN DE SIDACTION

AU 31 DÉCEMBRE 2019

ACTIF	BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET 2018
Actif immobilisé	2 532 432	938 589	1 593 843	1 602 804
Immobilisations incorporelles	529 009	445 375	83 634	40 196
Immobilisations corporelles	1 645 631	493 213	1 152 418	1 173 816
Immobilisations financières	357 791		357 791	356 542
Immobilisations en cours				32 250
Actif circulant	8 055 583	15 236	8 040 347	6 340 511
Stocks	24 535		24 535	32 331
Avances et acomptes versés				40 099
Créances	143 134		143 134	244 124
Autres	490 145		490 145	309 432
Valeurs mobilières de placement	2 008 855	15 236	1 993 619	2 416 156
Disponibilités	5 388 913		5 388 913	3 298 369
Comptes de régularisation	186 306		186 306	118 259
Charges constatées d'avance	186 306		186 306	118 259
TOTAL ACTIF	10 774 320	953 825	9 820 495	8 061 574

Stock de legs en cours	1 374 070			
-------------------------------	------------------	--	--	--

PASSIF	BRUT	NET	NET 2018
Fonds propres	5 123 540	5 123 540	4 540 077
Réserves statutaires	46 175	46 175	46 175
Autres réserves	5 077 365	5 077 365	4 493 902
Résultat de l'exercice	1 068 183	1 068 183	583 463
Provisions pour risques et charges			
Fonds dédiés			
Dettes	1 943 615	1 943 615	1 654 670
Concours bancaire			
Dettes fournisseurs	640 425	640 425	697 409
Dettes fiscales et sociales	1 053 302	1 053 302	920 234
Autres dettes	249 888	249 888	37 027
Comptes de régularisation	1 685 158	1 685 158	1 283 364
Produits constatés d'avance	1 685 158	1 685 158	1 283 364
TOTAL PASSIF	9 820 495	9 820 495	8 061 574

PARTIE FINANCIÈRE

COMPTE DE RÉSULTAT

AU 31 DÉCEMBRE 2019

	2019	2018
Produits d'exploitation	17 308 584	16 919 781
Ventes de marchandises	5 972	7 274
Subventions d'exploitation	2 638 016	2 021 239
Reprises sur provisions et transferts de charges	0	27 652
Dons, droits et autres produits	14 664 596	14 863 616
Charges d'exploitation	16 334 442	16 474 803
Charges courantes et de collecte	6 069 906	5 716 833
Impôts, taxes et versements assimilés	268 850	280 424
Salaires et traitements	2 167 105	2 060 605
Charges sociales	1 006 874	988 622
Dotations aux amortissements	97 627	104 839
Dotations aux provisions	0	0
Financements versés	6 393 400	7 014 325
Autres charges	330 680	309 155
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	974 141	444 979
Produits financiers	99 659	9 910
Produits nets sur cession de SICAV	13 281	0
Autres produits financiers	86 377	9 910
Charges financières	337	92 699
Intérêts et charges assimilées	337	92 699
RÉSULTAT FINANCIER	99 322	(82 789)
Produits exceptionnels	0	5 842
Produits sur opérations de gestion	0	5 842
Charges exceptionnelles	1 291	2 977
Charges sur opérations de gestion	1 291	2 977
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	(1 291)	2 866
IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS	3 990	3 776
SOLDE INTERMÉDIAIRE	1 068 183	361 279
Résultat intermédiaire	1 068 183	361 279
Report des ressources affectées	0	222 184
Engagements à réaliser sur ressources affectées	0	0
RÉSULTAT NET	1 068 183	583 463
Total des produits	17 408 242	17 157 718
Total des charges	16 340 059	16 574 254

ANNEXES AUX COMPTES DE SIDACTION

PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les comptes annuels sont établis et arrêtés selon la réglementation française en vigueur et notamment en tenant compte des dispositions réglementaires suivantes :

- règlement ANC n°2014-03 du 5 juin 2014, relatif au plan comptable général, modifié par le règlement ANC n°2015-06 du 23 novembre 2015 ;
- règlement ANC n° 2016-07 du 4 novembre 2016, modifiant le règlement ANC n° 2014-03 relatif au plan comptable général ;
- règlement n°99-01 du CRC, relatif aux modalités des comptes annuels des associations et fondations.

Les éléments inscrits en comptabilité sont évalués selon la méthode des coûts historiques, dans le respect de la continuité de l'exploitation et de la permanence des méthodes.

INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN

ACTIF IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

La durée réelle d'utilisation des immobilisations incorporelles est prise en compte comme base de calcul. Les durées d'amortissement sont donc les suivantes :
- 3 ans pour les immobilisations incorporelles.

Valeurs brutes (en euros)

Total au 31/12/18	Aquisitions 2019	Diminutions 2019	Total au 31/12/19
425 184	103 825		529 009

(amortissement linéaire sur durée de vie du bien)

Amortissements (en euros)

Total au 31/12/18	Dotations 2019	Diminutions 2019	Total au 31/12/19
384 988	60 387		445 375

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

La durée réelle d'utilisation des immobilisations corporelles est prise en compte comme base de calcul. Les durées d'amortissement sont donc les suivantes :
- 5 ans pour les travaux et les imprimantes ;
- 3 ans pour le mobilier de bureau ;
- 3 ans pour les ordinateurs fixes ;
- 2 ans pour les ordinateurs portables.

Construction de l'association (en euros)

Total au 31/12/18	Aquisitions 2019	Diminutions 2019	Total au 31/12/19
1090 997			1090 997

(non amortissable - œuvres d'art)

Installations du siège de l'association

Valeurs brutes (en euros)

Total au 31/12/18	Aquisitions 2019	Diminutions 2019	Total au 31/12/19
295 531	1 380		296 911

(amortissement linéaire sur la durée de vie du bien)

Amortissements

Total au 31/12/18	Dotations 2019	Diminutions 2019	Total au 31/12/19
242 299	18 550		260 849

IMMOBILISATIONS CORPORELLES (SUITE)

Matériel informatique

Valeurs brutes (en euros)

Total au 31/12/18	Aquisitions 2019	Diminutions 2019	Total au 31/12/19
200 498	12 456	4 731	208 223

(amortissement linéaire sur la durée de vie du bien)

Amortissements

Total au 31/12/18	Dotations 2019	Diminutions 2019	Total au 31/12/19
180 094	12 808	4 731	188 171

Mobilier de bureau

Valeurs brutes (en euros)

Total au 31/12/18	Aquisitions 2019	Diminutions 2019	Total au 31/12/19
47 493	2 007		49 500

(amortissement linéaire sur durée de vie du bien)

Amortissements

Total au 31/12/18	Dotations 2019	Diminutions 2019	Total au 31/12/19
38 309	5 884		44 193

IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

Ce montant correspond à :

- des dépôts de garantie versés par l'association pour ses locaux administratifs. Il s'agit donc de créances à plus d'un an ;
- des parts sociales du Crédit coopératif.

STOCKS

Les stocks s'élèvent à 24 535 euros à la fois pour la boutique et pour les opérations régionales.

AVANCES ET ACOMPTES VERSÉS

Il n'y a pas d'avances ou d'acomptes versés au 31/12/2019.

AUTRES CRÉANCES

Les autres créances d'un montant de 490 145 euros correspondent notamment à :

- des produits à recevoir pour 426 726 euros ;
- ANRS pour 45 891 euros ;
- IJSS pour 8 123 euros ;
- créances diverses pour 9 405 euros.

Toutes les créances sont d'échéance à moins d'un an

VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT

Le stock de valeurs mobilières de placement constaté au 31 décembre 2019 est à 2 008 855 euros.

Une provision pour dépréciation des VMP a été constituée à hauteur de 15 236 euros.

DISPONIBILITÉS

Les disponibilités sont constituées :

- des valeurs à l'encaissement de dons reçus au mois de janvier 2020 mais datés de l'année 2019 pour un montant de 252 652 euros ;
- des comptes bancaires et postaux courants, des livrets qui affichent une valeur globale de 5 134 947 euros ;
- de la caisse pour un montant de 1171 euros ;
- des intérêts à recevoir pour 144 euros.

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE

Les charges constatées d'avance s'élèvent à 186 306 euros.

Il s'agit :

- des contrats d'abonnement et de maintenance courant sur plusieurs exercices, des assurances et des loyers du premier trimestre, pour un montant de 139 942 euros ;
- des voyages 2020 réglés en 2019 pour 9 708 euros ;
- des charges de communication pour 36 656 euros.

ANNEXES AUX COMPTES DE SIDACTION

PASSIF
FONDS PROPRES

La dotation statutaire de 46 175 euros est maintenue. La réserve votée par l'assemblée générale en 1998 (1 524 490 euros) a été augmentée d'une partie du résultat 2007 pour 500 000 euros par l'assemblée générale en 2008, puis augmentée de 1 427 882 euros par l'assemblée générale de 2015.

De plus, en 2015, le solde des comptes de fonds dédiés correspondant aux affectations successives de résultats au cours des exercices précédents, a été transféré au compte de réserves.

L'assemblée générale de 2019 a affecté le résultat 2018 en réserve, ce qui porte celle-ci à 5 077 365 euros.

Le résultat 2019 positif de 1 068 183 euros se trouve sur la ligne « Résultat de l'exercice » au passif du bilan.

Le détail des fonds propres est présenté dans le tableau suivant :

LIBELLÉ	SOLDE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	AUGMENTATION	DIMINUTION	SOLDE À LA FIN DE L'EXERCICE
Fonds associatifs sans droit de reprise				
Valeur du patrimoine intégré				
Fonds statutaires	46 175	0	0	46 175
Apports				
Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés				
Réserves				
Réserves indisponibles				
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées				
Autres réserves	4 493 902	583 463		5 077 365
FONDS PROPRES	4 540 077	583 463		5 123 540

La hausse de 583 463 K€ correspond à l'affectation du résultat de l'exercice 2018.

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

L'association comptabilise une provision pour litige lorsque le risque est considéré comme probable et peut être raisonnablement évalué sur la base des informations disponibles à la date de clôture.

Valeurs brutes (en euros)

Total au 31/12/18	Dotations 2019	Reprises 2019	Total au 31/12/19
0	0	0	0

FONDS DÉDIÉS

Les fonds dédiés présentent un solde nul au 31/12/2019.

DETTES

Les dettes fournisseurs (640 425 euros) correspondent à des frais du dernier trimestre 2019 dont le règlement interviendra en 2020 (505 523 euros) et à des factures non parvenues (134 902 euros).

Les autres dettes (249 888 euros) correspondent à des legs en cours de réalisation (192 522 euros) et à des versements dus dans le cadre de partenariats internationaux (57 366 euros).

Les dettes fiscales, sociales et autres dettes (1 053 302 euros) correspondent :

- aux charges salariales du quatrième trimestre 2019, réglées en 2020 (207 147 euros) ;
- aux charges fiscales 2019, réglées en 2020 (76 738 euros) ;
- aux provisions pour congés payés (755 071 euros) ;
- aux autres salaires (14 345 euros).

Toutes les dettes sont d'échéance à moins d'un an.

ANNEXES AUX COMPTES DE SIDACTION

PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE

Les produits de subventions reçus dans l'année mais non consommés en fin d'année sont comptabilisés en produits constatés d'avance.

Les produits constatés d'avance s'élèvent à 1 685 158 euros. Il s'agit de produits encaissés en 2019 pour des projets 2020 correspondant à :

- des subventions de l'Agence française de développement pour 1 352 454 euros ;
- des subventions de la Mairie de Paris pour 180 000 euros ;
- des fonds reçus dans le cadre du Dîner de la mode 2020 pour 129 000 euros ;
- le fonds de dotation Line Renaud pour 20 000 euros ;
- Unitaïd pour 3 703 euros.

ENGAGEMENTS HORS BILAN

MISSIONS SOCIALES

Dans la procédure d'attribution de financements, les engagements du conseil d'administration ne deviennent exécutoires qu'à compter de la signature d'une convention de financement avec le tiers destinataire des fonds. Toutefois, il a paru utile de faire figurer ici l'ensemble des décisions du conseil d'administration portant sur les financements.

En 2019, les engagements sont donc les suivants :

	FONDS PRÉVENTION ET AIDE AUX MALADES	FONDS RECHERCHE
Solde des soutiens financiers à verser au 31/12/18	1 832 438	2 833 073
Engagements nouveaux de l'exercice 2019	4 427 559	3 923 409
Versements effectués durant l'exercice 2019	3 346 817	2 870 403
Reliquats affectés aux versements 2019		
Solde des soutiens financiers au 31/12/19	2 913 180	3 886 079

Les soutiens financiers en faveur des programmes dans les pays en développement sont affectés pour moitié au fonds Recherche et soins et pour moitié au fonds Prévention et aide aux malades.

ANNEXES AUX COMPTES DE SIDACTION

INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RÉSULTAT

VENTILATION DES PRODUITS

Les opérations de ventes de marchandises se composent :

- de la boutique sur notre site pour 5 719 euros ;
- des abonnements à Ensemble et Transversal pour 253 euros.

Les subventions d'exploitation :

Méthode de comptabilisation retenue pour les subventions :

Les produits de subventions reçus dans l'année mais non consommés en fin d'année sont comptabilisés en produits constatés d'avance.
Les produits de subvention non reçus dans l'année mais consommés dans l'année sont comptabilisés en produits à recevoir.

Elles s'élèvent à 2 638 016 euros et se composent particulièrement :

- des subventions de l'Agence française de développement (1 661 616 euros) dans le cadre des projets internationaux ;
- des subventions de la Direction générale de la santé (90 000 euros) et du ministère de la Justice (31 000 euros) dans le cadre des projets de prévention et d'aide aux malades en France ;
- des subventions de la Mairie de Paris (275 156 euros) ;
- des subventions Expertise France et Fonds mondial (190 002 euros) ;
- des subventions Unitaïd (348 493 euros) ;
- ANRS (21 749 euros) ;
- Ville de Saint-Etienne et Saint-Etienne Métropole (20 000 euros).

Les autres produits soit 14 664 596 euros concernent :

- les redevances, droits d'auteurs et de reproduction pour 107 080 euros ;
- les dons du public (11 898 424 euros) ;
- les produits des différentes opérations de collecte et de mécénat (1 755 581 euros) ;
- les produits des legs encaissés durant l'exercice ainsi que des assurances vie.

Lors du débouclage définitif du dossier des legs ou de donations, le montant de la vente est comptabilisé au compte de produit correspondant, et les charges ayant été engagées pour l'acquisition du bien pendant la transmission viennent diminuer ce produit.

Cette comptabilisation est déclenchée par la réception du décompte définitif du notaire.

Le montant ainsi passé dans les comptes en 2019 s'élève à 783 485 euros ;

- les partenariats médias (79 499 euros) ;
- les cotisations des membres (15 760 euros - plateforme Elsa et administrateurs de Sidaction) ;
- les produits divers de gestion (24 767 euros dont notamment 23 348 euros de restitutions de nos partenaires).

Les produits financiers (99 659 euros) correspondent aux reprises de provision pour dépréciation (77 463 euros) et aux plus-values et intérêts générés par les placements à court terme de la trésorerie de l'association (22 195 euros).

CHARGES EXCEPTIONNELLES

Les charges exceptionnelles s'élèvent à 1 291 euros et correspondent essentiellement au coût de remboursement d'une restitution (1 272 euros).

REMBOURSEMENT DES FRAIS AUX ADMINISTRATEURS

En 2019, Sidaction a pris en charge les frais engendrés par la participation aux conseils d'administration et assemblée générale des administrateurs pour un montant de 35 261 euros. Ces frais correspondent essentiellement aux déplacements des membres du collège international.

VALORISATION DES DONS ET APPORTS EN NATURE

Conformément à la recommandation en 2008 de l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS), nous avons évalué les concours bénévoles et les ressources en nature dont bénéficie Sidaction.

LE BÉNÉVOLAT

Pour l'instruction des demandes de financement émanant des associations, des laboratoires de recherche ou des jeunes chercheurs, et du secteur des soins, Sidaction fait appel à des responsables d'associations, des scientifiques et des médecins qui apportent bénévolement leur expérience de la lutte contre le VIH/sida dans le processus d'attribution des fonds collectés auprès du public. Ils interviennent en amont des réunions de comité pour expertiser les dossiers de demande de financement et se réunissent en sessions plénières pour examiner les projets présentés ou en comité restreint pour l'évaluation des projets soutenus, les demandes de report ou de modification d'affectation de financements, les demandes d'aide d'urgence ou les demandes de financement exceptionnel.

Au 31 décembre 2019, le comité associatif sida chargé d'instruire les dossiers d'aide aux malades déposés par les associations françaises comptait 26 membres.

Le comité scientifique et médical chargé d'instruire les dossiers de recherche scientifique et médicale et les demandes de jeunes chercheurs comptait 26 membres.

Le comité international chargé d'instruire les dossiers des associations étrangères dans le cadre de l'appel d'offre international comptait 18 membres.

Chaque dossier est expertisé par 2 à 3 instructeurs, le temps d'expertise étant de 1 à 3 heures, selon le type de projet présenté. Compte tenu du nombre de dossiers étudiés, que ce soit pour une demande de financement ou une évaluation, le temps que les experts ont consacré à l'examen des financements accordés par Sidaction est estimé en 2019 à :

- 1 285 heures de travail pour les experts du comité associatif sida,
- 1 023 heures de travail pour les experts du comité scientifique et médical,
- 476 heures de travail pour les experts du comité international,

Différents experts sont aussi sollicités dans le cadre des missions menées par Sidaction, pour participer à des groupes de travail et de réflexion, comme le groupe «expert Prison». En 2019, ils ont effectué 173 heures de travail bénévole.

Enfin, les experts des différents comités et notamment les présidents sont régulièrement sollicités pour participer aux opérations de communication menées par l'association. Ils y ont consacré 194 heures en 2019.

La diversité des situations professionnelles et personnelles de chacune de ces personnes, qui apportent toutes une expertise de qualité, ne permet pas de valoriser financièrement ces 3 151 heures de travail qui nous sont offertes.

Par ailleurs, Sidaction a fait appel au bénévolat dans le cadre de l'organisation des opérations de collecte et de communication et en soutien occasionnel pour les différents services de Sidaction. Nous avons choisi de valoriser chaque heure de bénévolat offerte au SMIC horaire.

La générosité des bénévoles, dans le cadre de l'opération Sidaction médias 2019 pour assurer la réception des appels des téléspectateurs souhaitant faire une promesse de don, a apporté 3 405 heures de réponse téléphonique à l'association valorisées pour un total de 53 619 euros.

Toujours dans le cadre de la collecte de fonds et autres événements, nous avons également organisé différentes opérations (Dîner de la mode) durant lesquelles nous avons fait appel à des bénévoles pour un nombre total de 556 heures. Cela représente un apport de 8 755 euros.

LES PRESTATIONS ET LES DONS EN NATURE

Le Sidaction médias, qui permet de collecter un quart environ des ressources annuelles de l'association, ne pourrait exister sans la générosité de nos partenaires, qu'il s'agisse des 29 médias qui pendant trois jours ouvrent leurs antennes à Sidaction, des entreprises qui mettent à notre disposition leurs plateaux téléphoniques pour la réception des promesses de dons, ou des réseaux d'affichages, titres de presse et sites internet qui diffusent notre campagne d'appel aux dons.

Il est impossible d'évaluer précisément la valeur des gratuités dont nous bénéficions, faute de référence, aucune opération de ce type n'étant menée par le secteur lucratif. Pour l'année 2019, nous pouvons valoriser une partie de ces gratuités pour un montant total de 1 286 626 euros uniquement dédiés à la diffusion de la campagne d'appel aux dons.

Nous avons aussi bénéficié de gratuités pour l'organisation du Dîner de la mode pour un montant de 77 196 euros.

Tous les dons en nature ont été valorisés au coût réel de la prestation ou du bien lorsque nous avons l'information, ou au coût d'une prestation ou d'un bien équivalent.

ANNEXES AUX COMPTES DE SIDACTION

INFORMATION SUR LA RÉMUNÉRATION DES TROIS PLUS HAUTS CADRES DIRIGEANTS AU SENS DE L'ARTICLE 20 DE LA LOI DU 23 MAI 2006

Les trois plus hauts cadres dirigeants de l'association **Sidaction** sont la présidente, la vice-présidente et le trésorier. Ces trois plus hauts cadres dirigeants ne perçoivent aucune rémunération de l'association **Sidaction**.

INFORMATION SUR LES CINQ PLUS HAUTES RÉMUNÉRATIONS

Le montant annuel brut des cinq rémunérations les plus importantes s'élève à 365 680 euros.

INFORMATION SUR LES PROVISIONS POUR LES INDEMNITÉS DE DÉPART À LA RETRAITE DES SALARIÉS

L'application des modalités du droit du travail pour le calcul des provisions d'indemnités qui seraient dues aux salariés de l'association au titre de leur départ à la retraite détermine une somme dont l'impact est négligeable pour l'exercice 2019. Aucune provision n'a donc été constatée pour ce poste.

Le calcul basé sur un taux de revalorisation des salaires de 1 %, un taux d'actualisation de 0,77 %, un taux de turnover appliqué par tranche d'âge et un âge de départ à la retraite de 62 ans, donne un résultat de 254 K€.

La variation avec le montant constaté en 2018 (231 K€) est très faible.

MODIFICATION DE LA COMPOSITION DU PERSONNEL

CATÉGORIES	EFFECTIF AU 31/12/18	ENTRÉES ⁽¹⁾	DÉPARTS ⁽¹⁾	EFFECTIF AU 31/12/19
Non-cadres	4 CDI 0 CDD	1 CDI 1 CDD	1 CDI 1 CDD	4 CDI 0 CDD
Cadres	37 CDI 4 CDD	1 CDI 12 CDD	3 CDI 9 CDD	35 CDI 7 CDD
Total	45	15	14	46

(*) correspondant à 45,5 Equivalent Temps Plein.

(1) Y compris les passages d'un statut non-cadre à cadre, ou les transformations de CDD en CDI.

INFORMATION SUR LES HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Conformément au décret n° 2008-1487 du 30 décembre 2008, le montant des honoraires du commissaire aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice clos le 31/12/2019 est de 79 401 euros, au titre du contrôle légal et des travaux d'audit spécifiques sur les projets financés par l'association.

ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS

La pandémie au Covid-19 aura des impacts très significatifs sur les activités et les comptes de Sidaction en 2020 et 2021.

L'évènement Sidaction médias prévu début avril 2020 a été annulé et reporté à juin 2020.

Néanmoins la continuité de l'exploitation n'est pas remise en cause.

ANNEXES AUX COMPTES DE SIDACTION

INFORMATION SUR LES LEGS ET LES DONATIONS À ENCAISSER FIN 2019

ANNÉES CA	NOMBRE DE DOSSIERS ACCEPTÉS	RESTE À ENCAISSER (EN €)
2007	1	3 500
2008	1	110 000
2011	1	2 000
2013	1	20 320
2014	1	6 000
2016	3	102 300
2017	3	146 500
2018	3	260 500
2019	7	722 950
Total	21	1 374 070

LES LEGS ET LES DONATIONS ENCAISSÉS EN 2019

N° DU DOSSIER	NATURE DU LEGS OU DE LA DONATION	MONTANT ENCAISSÉ
07/001/L	Immobilier et argent	2 600
11/004/L	Immobilier	498
12/003/L	Immobilier	501
12/004/L	Immobilier	2 977
13/010/L	Immobilier et argent	56 772
14/001/L	Immobilier et argent	2 855
15/003/L	Somme d'argent	2 496
15/008/L	Immobilier	93 695
18/003/L	Somme d'argent	14 689
18/006/L	Somme d'argent	1 000
18/007/L	Somme d'argent	150 000
19/002/L	Somme d'argent	6 000
Total		334 083

LES ASSURANCES VIE ENCAISSÉES EN 2019

N° DU DOSSIER	MONTANT ENCAISSÉ
19/001/A	10 738
19/002/A	346 381
19/003/A	4 521
19/004/A	55 982
19/005/A	26 504
19/006/A	5 076
18/003/A	200
Total	449 402

ANNEXES AUX COMPTES DE SIDACTION

COMPTE D'EMPLOI ANNUEL

DES RESSOURCES COLLECTÉES AUPRÈS DU PUBLIC

AU 31 DÉCEMBRE 2019

EMPLOIS	EMPLOIS DE 2019 COMPTE DE RÉSULTAT	AFFECTATION PAR EMPLOIS DES RESSOURCES COLLECTÉES AUPRÈS DU PUBLIC UTILISÉES SUR 2019
1 - Missions sociales	11 728 082	9 235 843
1-1 Réalisées en France		
Actions réalisées directement	2 744 896	2 161 601
Versements à d'autres organismes agissant en France	4 377 801	3 447 511
1-2 Réalisées à l'étranger		
Actions réalisées directement	2 592 285	2 041 420
Versements à d'autres organismes	2 013 099	1 585 311
2 - Frais de recherche de fonds	3 554 260	2 798 974
Frais d'appel à la générosité du public	3 152 288	2 482 421
Frais de recherche de fonds privés	401 972	316 552
Charges liées à la recherche de subventions et autres concours publics		
3 - Frais de fonctionnement	1 057 717	832 951
		12 867 768
I TOTAL DES EMPLOIS DE L'EXERCICE inscrits au compte de résultat	16 340 059	
II DOTATIONS AUX PROVISIONS ET AMORTISSEMENTS	0	
III ENGAGEMENT À RÉALISER sur ressources affectées	0	
IV EXCÉDENT DE RESSOURCES DE L'EXERCICE	1 068 183	
V TOTAL GÉNÉRAL	17 408 242	
VI Part des acquisitions d'immobilisations brutes de l'exercice financées par les ressources collectées auprès du public		
VII Neutralisation des dotations aux amortissements des immobilisations financées à compter de la première application du règlement par les ressources collectées auprès du public		
VIII Total des emplois financés par les ressources collectées auprès du public		12 867 768
ÉVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Missions sociales	0	
Frais de recherche de fonds	1 426 196	
Frais de fonctionnement et autres charges		
TOTAL	1 426 196	

RESSOURCES

Report des ressources collectées auprès du public non affectées et non utilisées en début d'exercice.

	RESSOURCES COLLECTÉES SUR 2019 COMPTE DE RÉSULTAT	SUIVI DES RESSOURCES COLLECTÉES AUPRÈS DU PUBLIC UTILISÉES SUR 2019
1 - Ressources collectées auprès du public	12 867 768	12 867 768
1-1 Dons et legs collectés		
Dons manuels non affectés	11 895 912	11 895 912
Dons manuels affectés	0	0
Legs et autres libéralités non affectés	633 485	633 485
Legs et autres libéralités affectés	150 000	150 000
1-2 Autres produits liés à l'appel à la générosité du public	188 370	188 370
2 - Autres fonds privés	1 622 269	
3 - Subventions et autres concours publics	2 638 016	
4 - Autres produits	202 726	
I TOTAL DES RESSOURCES DE L'EXERCICE	17 330 779	
II REPRISES DES PROVISIONS ET AMORTISSEMENTS	77 463	
III REPORT DES RESSOURCES AFFECTÉES	0	
IV VARIATION DES FONDS DÉDIÉS COLLECTÉS AUPRÈS DU PUBLIC (cf. tableau des fonds dédiés)		
V INSUFFISANCE DE RESSOURCES DE L'EXERCICE		
VI TOTAL GÉNÉRAL	17 408 242	12 867 768
Total des emplois financés par les ressources collectées auprès du public		12 867 768
Solde des ressources collectées auprès du public non affectées et non utilisées en fin d'exercice		
ÉVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Bénévolat	62 374	
Prestations en nature	1 363 822	
Dons en nature	0	
TOTAL	1 426 196	

ANNEXES AUX COMPTES DE SIDACTION

NOTES SUR LE COMPTE D'EMPLOI
ANNUEL DES RESSOURCES
COLLECTÉES PAR SIDACTION

RÈGLES ET MÉTHODES D'ÉTABLISSEMENT DU CER

Le règlement du Comité de la réglementation comptable n° 2008-12 du 7 mai 2008, afférent à l'établissement du compte d'emploi annuel des ressources des associations et fondations, homologué par arrêté du 11 décembre 2008, prévoit désormais un cadre normalisateur applicable à compter du 1^{er} janvier 2009. Il s'agit du 9^{ème} exercice d'application par l'association **Sidaction**.

Le CER est établi sur base du compte de résultat avant affectation du résultat.

A compter de l'exercice 2015, **Sidaction** a procédé à une modification du calcul de ses ratios, validée par une décision du CA du 3 mars 2016.

Une partie des coûts de sensibilisation, jusqu'à présent intégrée dans les frais de recherche de fonds, est désormais affectée en mission sociale, selon des pourcentages de répartition raisonnables.

A - NOTE SUR LES EMPLOIS

La nouvelle présentation du CER fait apparaître les charges totales de l'année et la part financée par les ressources collectées auprès du public. Le total des emplois est de 16 340 059 euros.

I. INFORMATION SUR LES MISSIONS SOCIALES

Conformément aux statuts de **Sidaction**, les missions sociales se définissent comme suit :

« Sidaction mène des actions de lutte contre le VIH/sida par la collecte et la répartition de fonds destinés au financement de la recherche et des activités de prévention, d'entraide, d'amélioration de la qualité de la vie et de soutien aux personnes atteintes par l'infection à VIH et/ou à leurs proches. L'association soutient la réalisation de nouvelles actions et le développement et l'extension des actions entreprises à cette fin. »

Avec le cadre normalisateur du compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public (CER), les missions sociales sont réparties entre :

- les actions réalisées en France ;
- les actions réalisées à l'étranger.

Et en deux secteurs distincts d'activités :

- les actions menées directement par **Sidaction** ;
- les versements à d'autres structures associatives ou de recherche menant des actions de lutte contre le VIH/sida.

I.1. INFORMATION SUR LES ACTIONS RÉALISÉES EN FRANCE

ACTIONS RÉALISÉES DIRECTEMENT

Les programmes en France soutenus par **Sidaction** pour un montant total de 2 744 896 euros se décomposent comme suit :

- 779 345 euros pour les actions d'information, de prévention et d'aide aux malades en France dans le cadre des missions Antilles Guyane, Milieu carcéral, Prévention gay ;
- 516 614 euros pour les actions en direction de la recherche scientifique et médicale et d'amélioration de la qualité de vie des malades et des soins, menées en France ou portées par des structures de recherche basées en France dans le cadre des missions Sciences sociales, Qualité de vie et qualité des soins, Recherche dans les PED et Jeunes chercheurs ;
- 1 448 937 euros pour l'information et les événements d'échange et de visibilité, tels que le magazine *Transversal* ou *les Essentiels*, et le journal *Ensemble*.

Les actions menées en propre par **Sidaction** regroupent les coûts directs et indirects affectés aux missions sociales qui disparaîtraient, conformément à la réglementation, si la mission sociale n'était pas réalisée.

Ces coûts se répartissent en trois grandes familles.

- Les coûts directs des missions : ce sont les achats, les prestations de services, les frais de déplacements, les frais d'audit et les salaires et charges sociales des chargés de missions.

- Le suivi des financements, conseil et formation : ce sont les coûts d'instruction et de suivi des projets financés (réunion des comités, suivi des structures financées) et les coûts des salaires et charges et des frais généraux directs des services de programmes (associatifs, scientifiques et internationaux), hors frais liés aux missions conduites en propre par l'association.

ANNEXES AUX COMPTES DE SIDACTION

- Les frais indirects des actions réalisées : cette rubrique comprend un pourcentage des frais de structure, principalement des frais généraux liés au bâtiment et au matériel. La clé de répartition de ces frais de structure est les m² de bureaux utilisés par service et projet. Chaque année, le tableau des m² est revu en fonction des embauches et départs et des nouvelles répartitions des locaux.

VERSEMENTS À D'AUTRES ORGANISMES AGISSANT EN FRANCE

Cette rubrique comprend les financements accordés par **Sidaction** à des structures menant des actions de lutte contre le VIH/sida en France, que ce soit pour les programmes d'information, de prévention et d'aide aux malades en France, pour la recherche scientifique et médicale et les projets d'amélioration de la qualité de vie des malades ou la participation au financement de conférences.

Les financements des programmes en France se répartissent comme suit :

	Versements effectués en 2019
Financements de l'aide aux malades	
- Appel d'offres	1 777 682
- Appel à projets Antilles Guyane	178 150
- Appel à projets Milieu carcéral	153 600
- Appel à projets Prévention Gay	217 676
Financements Prévenir	200 000
Financements jeunes chercheurs	865 213
Aides aux équipes de recherche	958 349
Recherche opérationnelle	27 131
TOTAL FINANCEMENTS « FRANCE »	4 377 801

I.2. INFORMATION SUR LES ACTIONS RÉALISÉES À L'ÉTRANGER

ACTIONS RÉALISÉES DIRECTEMENT

Les programmes à l'étranger soutenus par **Sidaction** sont l'ensemble des programmes menés en Afrique, en Asie et en Europe de l'Est, gérés par le service des programmes internationaux. Ils portent sur :

- le développement de nos actions à l'international ;
- les actions de lutte contre le VIH/sida menées dans les pays en développement ou en transition ;
- le soutien aux conférences internationales de lutte contre le VIH/sida.

Ces actions s'élèvent à 2 592 285 euros et regroupent les missions suivantes :

- structuration des associations ;
 - populations stigmatisées ;
 - santé maternelle et infantile ;
 - activités médicales ;
 - financements exceptionnels ;
 - gestion finance ;
- ainsi que les lignes Urgence, Plaidoyer et la mise en place de nouveaux projets

VERSEMENTS À D'AUTRES ORGANISMES AGISSANT À L'ÉTRANGER

Cette rubrique comprend les financements accordés par **Sidaction** à des structures menant des actions de lutte contre le VIH/sida, de prévention, d'aide aux malades et de recherche dans les pays en développement ou en transition, ou la participation au financement de conférences.

Les financements des programmes à l'international se répartissent comme suit :

	Versements effectués en 2019
Financements de l'aide aux malades et recherche	
Appel à projets International	1 787 145
Appel à projets Populations stigmatisées	207 263
Appel à projets Enfants	18 691
TOTAL FINANCEMENTS « INTERNATIONAL »	2 013 099

ANNEXES AUX COMPTES DE SIDACTION

2. INFORMATION SUR LES FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS

Les coûts affectés aux frais de recherche de fonds s'élèvent à **3 554 260** euros et sont répartis en :

- frais d'appel à la générosité du public ;
- frais de recherche de fonds privés.

2.1. FRAIS D'APPEL À LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC

Cette rubrique comprend tous les coûts directs liés aux appels à dons (conception, réalisation et diffusion de mailing, newsletters, organisation de l'événement **Sidaction médias**, etc.), au traitement des dons (émission de reçus fiscaux, base de données, frais financiers, etc.), ainsi que les frais liés à la communication institutionnelle à destination principalement des donateurs (site internet, rapport d'activité) ou des notaires et du grand public dans le cadre de la politique de développement des legs.

Le **Sidaction médias** a engendré des coûts à hauteur de **1 065 115** euros, comprenant les frais des opérations de marketing direct menées en parallèle de l'opération et y prenant appui pour susciter les dons (**713 401** euros).

Les coûts directs d'appel à la générosité publique représentent un total de **3 152 288** euros. Ils se décomposent, en plus des **1 065 115** euros des coûts d'organisation du **Sidaction médias**, en :

- coûts d'appel à la générosité publique (**1 651 101** euros) ;
- coûts d'appel à la générosité publique sur le web (**198 566** euros) ;
- coûts de compte-rendu aux donateurs et aux partenaires de l'association et coûts « relations médias » (**137 056** euros),
- coûts de traitement des legs et de communications auprès des notaires et du grand public (**38 591** euros).

Par ailleurs, cette rubrique comprend aussi les frais de fonctionnement directs du service collecte et communication, les achats de biens et de services, les frais de participation à des conférences, les salaires et charges, le pourcentage de répartition des frais de structures, conformément à la clé de répartition par superficie des bureaux, ainsi que les frais de communication tels que les relations presse et la communication institutionnelle.

Les frais indirects s'élèvent à **61 860** euros et se composent de la répartition des frais de fonctionnement de la structure.

2.2. FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS PRIVÉS

Cette rubrique comprend les frais liés à la recherche de partenariats d'entreprises et de mécénats, à la boutique, aux événements de prestige et aux soirées organisées, tels que le *Dîner de la mode et les Chefs solidaires* (achats de matériel, frais de logistique et d'organisation, conception, fabrication et diffusion de documents, etc.).

Les coûts directs des autres activités liées à la collecte de fonds représentent un total de **401 972** euros dont **205 980** euros pour l'organisation du Dîner de la mode de janvier 2019, **94 704** euros consacrés aux opérations régionales, **88 417** euros en frais de gestion des partenariats, **5 032** euros pour les Chefs Solidaires et **7 839** euros pour la boutique.

2.3. CHARGES LIÉES À LA RECHERCHE DE SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS

Nous n'avons pas de frais directement liés à la recherche de subventions et autres concours publics.

3. INFORMATION SUR LES FRAIS DE FONCTIONNEMENT

Sont affectés aux frais de fonctionnement toutes les charges relatives à la gouvernance de l'association (organisation des conseils d'administration, voyages et déplacements des administrateurs, assurances des membres des différentes instances), au service administratif et financier (frais de comptabilité et d'audit annuel des comptes, frais du service juridique, gestion des ressources humaines, salaires et charges sociales, frais financiers non directement liés aux missions sociales ou aux opérations de collecte, etc.), à la direction générale (missions, déplacements et salaires), ainsi qu'à la part des charges de structures affectées au service administratif et financier et à la direction générale, conformément à la clé de répartition par superficie des bureaux.

Le montant total des frais de fonctionnement de l'association, pour son administration, est de **1 057 717** euros.

B - NOTE SUR LES AFFECTATIONS PAR EMPLOI DES RESSOURCES COLLECTÉES AUPRÈS DU PUBLIC ET UTILISÉES SUR 2019

La présentation du compte d'emploi annuel des ressources (CER) appelle à un traitement différencié des emplois en fonction de l'origine des fonds qui ont permis leur financement. En dehors des frais directement liés à la générosité du public et de ceux qui en sont totalement exclus, il est déterminé une clé de répartition de l'affectation des seules ressources collectées auprès du public par type d'emplois, qui est calculée sur la base du pourcentage des emplois réalisés par rapport au budget global de **Sidaction**. Ainsi, les ressources de **Sidaction** issues de la générosité du public sont affectées de façon homogène aux emplois qui n'ont pas de financement dédié.

I. MISSIONS SOCIALES FINANCÉES PAR LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC

Le pourcentage de réalisation des missions sociales par rapport au budget global de Sidaction est le même que celui financé par la générosité du public. Pour l'année 2019, les missions sociales représentent 71,8 % de l'activité générale, soit **9 235 843** euros financés par la générosité du public.

Seules certaines recettes, issues des financeurs publics et de financeurs privés, essentiellement un fonds de dotation et des fondations d'entreprise, font l'objet d'un fléchage précis en termes d'emploi. Les emplois prévus dans ces conventions de financement ont un suivi spécifique en comptabilité analytique, et sont donc exclus de la partie financée par la générosité du public.

I.1. INFORMATION SUR LES ACTIONS RÉALISÉES EN FRANCE ACTIONS RÉALISÉES DIRECTEMENT

Les actions en France financées par la générosité du public s'élèvent à **2 161 601** euros soit :

- **613 733** euros pour les actions d'aide aux malades et de prévention ;
- **406 833** euros pour les actions de recherche scientifique et médicale ;
- **1 141 035** euros pour les événements d'échanges, de visibilité et de sensibilisation.

VERSEMENTS À D'AUTRES ORGANISMES AGISSANT EN FRANCE

Les versements en France financés par la générosité du public s'élèvent à **3 447 511** euros, soit :

- **1 991 349** euros pour des structures menant des actions d'aide aux malades et de prévention ;
- **1 614 917** euros pour des structures menant des actions de recherche scientifique et médicale.

I.2. INFORMATION SUR LES ACTIONS RÉALISÉES À L'ÉTRANGER

ACTIONS RÉALISÉES DIRECTEMENT

Les actions à l'étranger financées par la générosité du public s'élèvent à **2 041 420** euros.

VERSEMENTS À D'AUTRES ORGANISMES AGISSANT À L'ÉTRANGER

Les versements à l'étranger financés par la générosité du public s'élèvent à **1 585 311** euros.

2. FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS FINANCÉS PAR LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC

Pour l'année 2019, les frais de recherche de fonds financés par la générosité du public représentent 21,7 % de l'activité, soit **2 798 974** euros.

3. FRAIS DE FONCTIONNEMENT FINANCÉS PAR LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC

Une fois les frais de missions sociales et de recherche de fonds totalement financés, nous avons affecté une partie du fonctionnement sur les fonds restant issus de la générosité du public. Ils s'élèvent à **832 951** euros et représentent 6,5 % de l'activité.

C - ENGAGEMENTS À RÉALISER (III)

Les engagements à réaliser correspondent à la partie non consommée de subventions reçues et constatée en fonds dédiés.

D - NOTE SUR LES RESSOURCES

La réglementation pour l'établissement du CER fait une distinction entre les fonds directement collectés auprès du public et ceux issus d'opérations de collecte et autres ressources de l'association. Le total des ressources est de **17 330 779** euros.

I. INFORMATION SUR LES RESSOURCES COLLECTÉES AUPRÈS DU PUBLIC

Durant l'exercice 2019, les opérations faisant appel à la générosité publique ont permis de collecter **12 867 768** euros auprès de particuliers, d'entreprises, d'associations ou de collectivités locales.

Conformément à l'article 19 des statuts de **Sidaction** qui précise que : « *les ressources nettes collectées par l'association après déduction des frais de gestion et de collecte des fonds sont réparties par le conseil d'administration à raison de :*

- * 50 % pour financer des travaux de recherche et d'amélioration de la qualité de la vie des personnes atteintes par l'infection à VIH en France et à l'étranger,
- * 50 % pour financer des activités d'information, de prévention, d'entraide et de soutien aux personnes atteintes par l'infection à VIH et/ou à leurs proches, en France et à l'étranger. ».

Toutes les ressources de **Sidaction** sont affectées par le conseil d'administration conformément aux statuts.

I.1. INFORMATION SUR LES DONS ET LES LEGS COLLECTÉS

DONS MANUELS NON AFFECTÉS

Les dons collectés auprès de particuliers s'élèvent à 11 895 912 euros et se décomposent comme suit :

- 3 809 268 euros ont été collectés à l'occasion du Sidaction médias des 5, 6 et 7 avril 2019, contre 3 475 395 euros pour l'opération organisée en 2018 ;
- 7 100 575 euros sont issus des opérations de marketing direct contre 6 851 009 euros pour 2018. Ces opérations ont utilisé le fichier des donateurs issu des campagnes de collecte de fonds menées par l'association de 1994 à 2019 ;
- 986 069 euros proviennent de la collecte web 2019 contre 922 332 euros en 2018.

LEGS ET AUTRES LIBÉRALITÉS AFFECTÉS ET NON AFFECTÉS

Au cours de l'année 2019, nous avons encaissé 783 485 euros dont 150 000 euros en affectés et 633 485 euros en non affectés, provenant de :

- 12 legs (334 083 euros) ;
- 7 assurances-vie (449 402 euros).

I.2. INFORMATION SUR LES AUTRES PRODUITS LIÉS À L'APPEL À LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC

Les opérations régionales s'élèvent à 188 370 euros.

2. INFORMATION SUR LES AUTRES FONDS PRIVÉS

Les autres fonds privés regroupent l'ensemble des opérations de collecte de Sidaction hors appel à la générosité du public. Ils s'élèvent à 1 622 269 euros et se décomposent comme suit :

- 962 269 euros proviennent des mécénats et partenariats d'entreprises, comme avec la société Sucres et Denrées (200 000 euros) et le MAC Aids Fund (112 728 euros), des partenariats dans le cadre du Sidaction médias 2019 (486 806 euros), banques (19 536 euros), Fondation de France (37 700 euros), entreprises pharmaceutiques (95 000 euros) et autres (10 500 euros) ;
- les dons collectés auprès de sociétés se composent des dons issus des opérations de collecte auprès du public au niveau national ou régional. Ils s'élèvent à 660 000 euros (Dîner de la mode).

3. INFORMATION SUR LES SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS

Dans le cadre des missions menées en propre par Sidaction, nous faisons des demandes de subventions auprès des organismes publics. En 2019, nous avons obtenu les subventions suivantes pour un montant total de 2 638 016 euros dont :

- 1 661 616 euros de l'Agence française de développement (AFD) pour les programmes Perspectives et Elsa ;
- 90 000 euros de la direction générale de la santé (DGS) pour les programmes Antilles Guyane et la mission Milieu carcéral ;
- 31 000 euros du ministère de la Justice pour la mission Milieu carcéral ;
- 275 156 euros de la Mairie de Paris ;
- 190 002 euros d'Expertise France ;

- 348 493 euros d'UNITAID ;
- 21 749 euros de l'ANRS ;
- 20 000 euros de Saint-Etienne Métropole et de la Ville de Saint-Etienne.

4. INFORMATION SUR LES AUTRES PRODUITS

Les autres produits s'élèvent à 202 726 euros. Ils se décomposent en :

- 5 719 euros de ventes de la boutique ;
- 40 527 euros de produits de gestion dont 23 348 euros de restitutions de la part de nos partenaires, 15 760 euros de cotisations et 1 419 euros de produits de gestion courante ;
- 22 195 euros de produits financiers qui concernent les plus-values générées par les placements à court terme de la trésorerie de l'association ;
- 134 032 euros ont été collectés grâce à l'action de Madame Line Renaud. Le fonds Line Renaud est constitué des ressources des albums vente et droits d'auteurs pour 107 080 euros et de recettes de manifestations organisées au profit de l'association, en particulier l'opération Chefs solidaires (26 953 euros) ;
- 253 euros d'abonnements au magazine *Transversal* et au journal *Ensemble*.

E - INFORMATION SUR LES REPRISES DES PROVISIONS ET AMORTISSEMENTS (II)

Les reprises des provisions et amortissements s'élèvent 77 463 euros.

F - REPORT DES RESSOURCES AFFECTÉES NON UTILISÉES

Cette présentation du CER a été prévue pour pouvoir suivre d'année en année les fonds issus directement de la générosité du public non affectés et non utilisés. Or dans le cas de Sidaction, du fait de notre obligation statutaire, l'ensemble de nos fonds est affecté. A ce titre, le tableau des fonds dédiés est présenté ci-après.

Les reports des ressources affectées non utilisées sur l'exercice antérieur correspondent à la part des fonds dédiés utilisés au cours de l'exercice.

1- Ce fichier a été enregistré sous le numéro 456932 auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés, en date du 6 août 1996. Il répond aux exigences de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

ANNEXES AUX COMPTES DE SIDACTION

G - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

Cette rubrique permet de suivre les contributions volontaires chiffrables dont bénéficie Sidaction au cours de l'année.

Les contributions volontaires en nature se décomptent comme suit :

- 62 374 euros de bénévolat ;
- 1 363 822 euros de prestations en nature

Elles sont affectées dans nos trois grandes familles de coûts, en fonction de la destination des contributions :

- 1 426 196 euros de frais de recherche de fonds.

Les heures de bénévolat non chiffrables sont exclues du tableau.

La gouvernance de l'association Sidaction repose sur le conseil d'administration, composé de membres bénévoles, acteurs de la lutte contre le VIH/sida en France et à l'étranger, dans les domaines de la prévention, l'aide aux malades, la recherche et les soins médicaux.

Pour l'instruction des demandes de financement, et à travers la mise en place de groupes d'experts dans différents domaines, Sidaction fait appel à des responsables d'associations, des scientifiques et des médecins qui apportent bénévolement leur expérience de la lutte contre le VIH/sida.

La diversité des situations professionnelles et personnelles de chacune de ces personnes, qui apportent toutes une expertise de qualité, ne permet pas de valoriser financièrement les 3 151 heures de travail qui nous sont offertes.

NOTES SUR LES ENGAGEMENTS NON VERSÉS PAR SIDACTION

Les engagements votés au bénéfice des actions associatives d'information, de prévention et d'aide aux malades, et des programmes de recherche et d'amélioration de la qualité de vie et des soins restant à verser s'élèvent à 6 799 259 euros.

Pour les actions associatives d'information, de prévention et d'aide aux malades en France, en marge de ses propres programmes, Sidaction a engagé, en 2019, pour 3 120 450 euros de financements associatifs. 2 327 108 euros ayant été versés en 2019, le solde des engagements en cours de versement au 31 décembre 2019, en tenant compte des reliquats, s'établit à 2 042 301 euros.

Pour les programmes de recherche scientifique et médicale et d'amélioration de la qualité de vie et des soins des malades, en marge de ses propres programmes, Sidaction a engagé, en 2019, pour 2 616 300 euros de financements aux jeunes chercheurs, aides aux équipes de recherche, qualité de vie et qualité des soins.

1 850 694 euros ayant été versés en 2019, le solde des engagements en cours de versement au 31 décembre 2019, en tenant compte des reliquats, s'établit à 3 015 201 euros.

Pour les programmes de lutte contre le VIH/sida dans les pays en développement et en transition, en marge de ses propres programmes, Sidaction a engagé, en 2019, pour 2 614 218 euros de financements. 2 039 419 euros ayant été versés en 2019, le solde des engagements en cours de versement au 31 décembre 2019, en tenant compte des reliquats, s'établit à 1 741 758 euros.

Les soutiens financiers en faveur des programmes dans les pays en développement sont affectés pour moitié au fonds Recherche, et pour moitié au fonds Prévention et aide aux malades.

ANNEXES AUX COMPTES DE SIDACTION

ENGAGEMENTS NON VERSÉS

PAR SIDACTION

AU 31 DÉCEMBRE 2019

	Solde restant à verser au 01/01/2019	Nouveaux engagements et modifications	Versements effectués en 2019	Solde restant à verser au 31/12/2018
Appel d'offres Aide aux malades et prévention	914 486	2 371 000	1 777 682	1 508 004
Appel à projets Départements français d'Amérique	100 597	266 450	178 150	188 897
Appel à projets Prévention et soutien en milieu carcéral	113 400	153 600	153 600	143 700
Appel à projets Prévention gay	120 476	217 676	217 676	201 700
TOTAL FINANCEMENTS ASSOCIATIFS FRANCE	1 248 959	3 120 450	2 327 108	2 042 301
Appel à projets Prise en charge globale	914 813	2 342 712	1 752 910	1 504 615
Baillleurs externes	252 145	259 506	274 509	237 143
Soutiens exceptionnels et urgences		12 000	12 000	0
TOTAL FINANCEMENTS INTERNATIONAUX	1 166 958	2 614 218	2 039 419	1 741 758
Financements aux jeunes chercheurs	906 021	1 425 593	865 213	1 466 401
Appel d'offres permanent	906 021	1 425 593	865 213	1 466 401
Aides aux équipes de recherche	1 165 096	1 190 707	958 349	1 397 454
Appel d'offres permanent	1 165 096	1 190 707	958 349	1 397 454
Recherche opérationnelle	178 477	0	27 131	151 346
Appel d'offres	178 477	0	27 131	151 346
TOTAL FINANCEMENTS SCIENTIFIQUES ET MÉDICAUX	2 249 594	2 616 300	1 850 694	3 015 201
TOTAL EXERCICE 2019	4 665 511	8 350 968	6 217 220	6 799 259

Engagements sur 2020	5 735 176
Engagements sur 2021	941 594
Engagements sur 2022	122 490
Total	6 799 259

ANNEXES AUX COMPTES DE SIDACTION

NOTES SUR LES FONDS DÉDIÉS DE SIDACTION

L'appel à la générosité publique nous impose la présentation en compte d'emploi de nos dépenses et recettes annuelles. Le déroulement de l'activité de Sidaction n'étant pas calé sur l'année civile, les fonds dédiés nous permettent de respecter la volonté du conseil d'administration et de ses votes en fonction de nos engagements, tout en respectant les règles de présentation annuelle, les fonds dédiés étant les fonds de l'association préaffectés aux actions de Sidaction en fonction des décisions du conseil d'administration.

NOTRE ORGANISATION

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION
DES EXPERTS CONTRE LE SIDA

Françoise BARRÉ-SINOUSI
Présidente, prix Nobel de médecine 2008

Line RENAUD
Vice-présidente

Hugues CHARBONNEAU
Secrétaire général

Yves DUPONT REDONDO²
Trésorier

COLLÈGE DES
PERSONNALITÉS
QUALIFIÉES

Line RENAUD
Vice-présidente

Hugues CHARBONNEAU
Secrétaire général

Louis GAUTIER
Administrateur, conseiller maître à la Cour des comptes

Yves DUPONT REDONDO
Trésorier

COLLÈGE
ASSOCIATIF

Edmond LUC-HENRY¹
Trésorier, président d'honneur de l'Association française des hémophiles

Marc-Antoine BARTOLI
Administrateur, Act Up-Paris

Carine FAVIER
Administratrice, Planning familial

Aurélien BEAUCAMP
Administrateur, Aides

Christine BARBIER¹
Administratrice

Christine ROUZIOUX⁴
Administratrice, Arcat, Le Kiosque

Didier ARTHAUD³
Administrateur, Basiliade

COLLÈGE
SCIENTIFIQUE
ET MÉDICAL

Françoise BARRÉ-SINOUSI
Présidente, prix Nobel de médecine 2008

Jean-François DELFRAISSY
Administrateur, hôpital Bicêtre

Anne SIMON
Administratrice, SFLS

Renaud BECQUET
Administrateur, Inserm

Constance DELAUGERE
Administratrice, hôpital Saint-Louis

COLLÈGE
INTERNATIONAL

Jeanne GAPIYA-NIYONZIMA
Administratrice, ANSS (Burundi)

Hakima HIMMICH
Administratrice, ALCS (Maroc)

Gilles RAGUIN¹
Administrateur, IMEA

Louis PIZARRO
Administrateur, Unitaid

Daouda DIOUF
Administrateur, Enda santé (Sénégal)

Pauline LONDEIX³
Administratrice, Observatoire de la transparence dans les politiques du médicament

Asier SÁEZ-CIRIÓN
Président du comité scientifique et médical

Friederike SPERNOL
Présidente du comité associatif « sida »

Christine KAFANDO¹
Présidente du comité international

Koungno Jean-François SOMÉ³
Président du comité international depuis Mars 2020

Pascal OBISPO
Membre d'honneur

Merci à **Christine BARBIER**, administratrice, et **Gilles RAGUIN**, administrateur, dont les mandats ont pris fin en 2019.

Merci à **Christine KAFANDO**, présidente du comité international, dont le mandat a pris fin en 2019.

Merci à **Edmond LUC-HENRY**, trésorier de l'association, engagé aux côtés de Sidaction depuis sa création et dont le mandat a pris fin en 2019.

LE COMITÉ SCIENTIFIQUE ET MÉDICAL

Il est composé de cliniciens en activité dans des services de maladies infectieuses ou d'immunologie clinique, de chercheurs investis dans des travaux fondamentaux ou appliqués et d'experts en sciences sociales. Le comité est complété par la présence de deux représentants d'associations de personnes vivant avec le VIH. Ces spécialistes apportent au conseil d'administration de Sidaction tout l'éclairage scientifique nécessaire à une bonne étude des demandes, évaluent les résultats obtenus par les programmes soutenus par Sidaction et collaborent aux activités d'information et de vulgarisation scientifique de l'association.

PRÉSIDENT

Asier SÁEZ-CIRIÓN^{*}
Groupe Réservoirs et contrôle viral – Unité HIV, inflammation et persistance – Institut Pasteur (Paris)

MEMBRES

Victor APPAY
Immunophysiopathologie de l'infection VIH et vieillissement immunitaire – Inserm U1135, hôpital de la Pitié-Salpêtrière (Paris)

Jean-Luc BATTINI
Virus ARN et métabolisme – CNRS UMR9004, Institut de recherche en infectiologie (Montpellier)

Anne-Sophie BEIGNON
Service d'immuno-virologie, Institut des maladies émergentes et des thérapies innovantes, CEA & UMR EI, Université Paris-11 (Fontenay-aux-Roses)

Philippe BENAROCH
Groupe Transport intracellulaire et immunité, Inserm U932, Institut Curie (Paris)

Martine BRAIBANT
Morphogénèse et antigénicité du VIH et des virus des hépatites, Inserm U966, Université François-Rabelais, UFR médecine (Tours)

Cécile CAMES²
IRD UMI233 TransVIHmi / Inserm U1175 – Université de Montpellier, (Montpellier)

Bruno CANARD

Architecture et fonction des molécules biologiques, UMR 6098, CNRS Aix-Marseille (Marseille)

Nicoletta CASARTELLI
Unité Virus et immunité, Institut Pasteur (Paris)

Pierre DELOBEL
Unité Inserm 1043, Centre de physiopathologie de Toulouse-Purpan, CHU de Toulouse (Toulouse)

Lucile ESPERT
Autophagie et infections, CNRS UMR 9004, Institut de recherche en infectiologie (Montpellier)

Gabriel GIRARD²
Sciences économiques et sociales de la santé & traitement de l'information médicale (SESSTIM) UMR 1252, (Marseille)

Karine LACOMBE
Service des maladies infectieuses et tropicales, hôpital Saint-Antoine (Paris)

Marc LAVIGNE
Interactions hôtes-virus, Inserm U1016, Institut Cochin (Paris)

Annie LE PALEC
Sida Info Service, TRT-5 (Paris)

Jean-Daniel LELIÈVRE^{*}
Service d'immunologie clinique, hôpital Henri-Mondor – Upec (Créteil)

Florence

MARGOTTIN-GOGUET^{*}
Rétrovirus, quiescence et prolifération, département Infection, immunité, inflammation, Institut Cochin (Paris)

Élise MARSICANO
Cesp, Inserm U1018, Université de Strasbourg (Strasbourg)

Jean-Christophe PAILLART³
UPR 9002, ribonucléoprotéines virales, incorporation du génome et assemblage, IBMC (Strasbourg)

Stéphane PAUL³
Immunologie clinique, CHU Saint-Étienne (Saint-Étienne)

Hélène POLLARD
Association SoJ En Si, membre du TRT-5 (Paris)

Dolorès POURETTE¹
Institut de recherche pour le développement, Ceped (Paris)

Linda WITTKOP
VIH, hépatites virales et comorbidités : épidémiologie clinique et santé publique, UMR 1219, Bordeaux Population Health, Isped et CHU de Bordeaux (Bordeaux)

Alessia ZAMBORLINI
CNRS, UMR7212, Inserm U944, IUH Université Paris-Diderot (Paris)

Démission en 2019 :

Jade GHOSN – Unité fonctionnelle et thérapeutique en immuno-infectiologie – CHU Hôtel-Dieu (Paris)

^(*) Membre de la commission permanente
⁽¹⁾ Nomination à la commission permanente en 2019
⁽²⁾ Nomination en 2019
⁽³⁾ Renouvellement de mandat en 2019

¹ Fin de mandat en 2019
² Nomination en tant que trésorier en 2019
³ Nomination en 2020
⁴ Nomination au collège associatif France en 2020

LE COMITÉ INTERNATIONAL

PRÉSIDENTE

Christine KAFANDO
MAS - Burkina Faso

PRÉSIDENT

Jean-François Koungno SOMÉ¹
Phud - Burkina Faso

Louise-Hortense

AKA DAGO-AKRIBI
Université Félix Houphouët-Boigny - Côte d'Ivoire

Camille ANOMA

Espace Confiance - Côte d'Ivoire

Julie CASTRO

Médecin et doctorante en anthropologie, EHES - France

Benjamin CLAPHAM

Vital Stratégies - États-Unis

Anne DERACHE

Africa Center - Afrique du Sud

Julie LANGLOIS

Pharmacienne consultante - France

Charles LIMAZIE

Action contre le sida - Togo

Valentin SIMONOV

International Network of People who Use Drugs - Royaume-Uni

Andrinette Yvonne

TAVI OUATTARA
Consultante - Burkina Faso

Émilie TROUSSELIER-SEEPURSAUND

Pils - Maurice

Roger Yves YOMB FILS

Africagay - Cameroun

SORTIES 2018

Karine POUCHAIN-GREPINET
Fondation de France - France

SORTIES 2019

Christine KAFANDO
Présidente du comité international, MAS - Burkina Faso

Emma ACINA
Solidarité féminine - Djibouti

Nicoleta DASCALU
Aras - Roumanie

Alice GOUGOUNON
Consultante - Canada

Latifa IMANE
Consultante - Maroc

Alexander TSEKHANOVICH
Eurasian Harm Reduction Network - Lituanie

¹ Nomination en 2020

LE COMITÉ FRANCE

PRÉSIDENTE

Friederike SPERNOL*
Sol en si

Didier ARTHAUD*
Basiliade

Antoine BAUDRY
Cabiria Lyon

Françoise BITATSI-TRACHET
RVH Marne-la-Vallée

Valérie BOURDIN*
ALS

Jean-Luc BOUSSARD
Hôpital de Melun / Corevih IDF Est

Julian BRESSY
CNS Paris

Julie CHAMBON
Solidarité Sida

Nicolas DERCHE
Arcat

Sandra FERNANDEZ*
Réseau Espas

Fabienne LANGLOIS
Fondation Léonie-Chaptal

Joachim LEVY
Nouvelle Aube

Franck MARTIN
Arap-Rubis

Christophe MATHIAS
Les ActupienNes

David MICHELS
Aides

Guy MOLINIER
Act Up Sud-Ouest

Hélène PELLISSIER*
Comité départemental du cancer 93

Lesley PORTE*
L'arbre fromager

Roseline REAT
DAPSA

Noëlle TARDIEU
Relais VIH

Nicolas TERRAIL*
CHRU de Montpellier / UCSA

Papy TSHIALA KATUMBAY
Association Espoir

Charlotte VERDURE
ARPS Saint-Denis (La Réunion)

FIN DE MANDATS EN 2019 :
Bernadette RWEGERA, Ikambere
Abdou NDIAYE, Charonne

DÉMISSION EN 2019 :
Ramona FREESZ, Acceptess-T

* Membre de la commission permanente

ÉQUIPE SALARIÉE

DIRECTION GÉNÉRALE

Florence THUNE
Directrice générale

PÔLE RESSOURCES HUMAINES ET MOYENS GÉNÉRAUX

Martine COLCHEN
Responsable ressources humaines et moyens généraux

Lauriane MADEC¹
Assistante administrative

Florian CARLO
Logisticien sécurité

PÔLE GESTION ET FINANCE

Michel WILMET
Directeur administratif et financier

Benoît DESMIDT
Contrôleur de gestion siège et programmes internationaux

Maryse LE PALMEC
Comptable

Julia MALHOMME
Contrôleuse de gestion

Annie-Patricette HOASY
Contrôleuse de gestion

Nadia ABID
Contrôleuse de gestion

PÔLE COMMUNICATION ET COLLECTE

Lauriane MADEC¹
Assistante administrative

Aurélien DEFRETIN
Responsable des relations médias

Bérénice PIERSON
Responsable de la communication

Marine CHARLIER
Chargée de la communication

Françoise GODARD
Responsable des opérations de collecte (organisées par des tiers)

Antoine TISSOT
Chargé de marketing digital

Anthony COTTE
Chargé de communication digitale

Virginie MAUJEAN
Responsable marketing direct

Christelle MUNDALA
Responsable relations donateurs

Madalina GUBAS
Chargée de relations donateurs

Romain MARTIN ROSSI
Responsable mécénat et grands donateurs



PÔLE FINANCEMENT, RECHERCHE ET ASSOCIATIONS

Sandrine FOURNIER
Directrice du pôle financement, recherche et associations

Julia GROLERE¹
Assistante administrative

Séverine DJOUADA
Chargée de mission, gestion administrative et suivi de projets

Cécile CHARTRAIN
Responsable financement et suivi de projets

Corinne LE HUITOUZE
Responsable financement et suivi de projets

Frédérique VIAUD
Responsable financement et suivi de projets

Jennifer COUBARD
Responsable financement et suivi de projets

To-Chau TRAN
Responsable financement et suivi de projets

Nora YAHIA
Responsable suivi et valorisation des projets scientifiques et médicaux

PÔLE QUALITÉ ET RECHERCHE EN SANTÉ

Serawit BRUCK-LANDAIS
Directrice du pôle qualité et recherche en santé

Géraldine COLIN²
Directrice des programmes internationaux

Julia GROLERE¹
Assistante administrative

Anne SUSSET
Coordonnatrice des programmes internationaux financés par des bailleurs externes

Amélie CARDON²
Chargée de programmes structuration associative

Ridha NOUIOUAT
Responsable thématique

Olivia ZANATTA-SYLLA
Responsable thématique

Réjane ZIO
Responsable thématique

Vincent DOURIS
Responsable recherche opérationnelle

Nicolas GATEAU
Responsable thématique / Rédacteur en chef Transversalmag

Laïla LOSTE
Coordinatrice Plateforme ELSA

Myriam BENHAMOU
Responsable renforcement de capacités Plateforme ELSA

Mélanie BRISARD
Chargée de communication Plateforme ELSA

¹ Travail à temps partagé à 50 %
² Contrat à durée déterminée

ANNEXES

PROGRAMMES
SCIENTIFIQUES ET MÉDICAUXAIDES AUX ÉQUIPES
EN RECHERCHE
FONDAMENTALE**Marie-Line ANDREOLA**

Université de Bordeaux – Bordeaux. Etude fonctionnelle et structurale du complexe GCN2/intégrase/LEDGF. Rôle dans la réplication du VIH-1.

Victor APPAY

Hôpital Pitié-Salpêtrière – Paris. Impact of HIV infection on priming of antigen specific CD8+ T cell responses.

Bruno BEAUMELLE

Institut de recherche en infectiologie – Montpellier. Mécanisme d'encapsidation de la protéine Tat du VIH-1.

Philippe BENAROCH

Institut Curie – Paris. Role of circulating dendritic cell precursors in HIV-1 infection.

Clarisse BERLIOZ TORRENT

Institut Cochin – Paris. Contribution d'un mécanisme non canonique d'autophagie dans la formation de réservoirs viraux dans les macrophages primaires infectés par le VIH-1.

Morgane BOMSEL

Institut Cochin – Paris. Establishment and dynamics of reservoirs for HIV-1 formed in tissue macrophages subtype M4 within the male genital mucosa in CART-suppressed HIV-infected patients.

Andréa CIMARELLI

École normale supérieure – Lyon. Characterization of the antiviral effects of IFITMs against HIV-1.

Stéphane EMILIANI

Institut Cochin – Paris. Epitranscriptome control of HIV replication : functional study of HIV RNA m6A methylation.

Lucile ESPERT

Institut de recherche en infectiologie – Montpellier. Étude du rôle de la pexophagie dans l'apoptose induite par les glycoprotéines d'enveloppe du VIH-1 dans les lymphocytes T CD4 non infectés.

Yonatan GANOR

Institut Cochin – Paris. Neuro-immune control of mucosal HIV-1 transmission via the interaction of calcitonin gene-related peptide with Langerhans cells.

Marc LAVIGNE

Institut Cochin – Paris. Régulation de l'expression du VIH-1 par la topologie de l'ADN et les topoisomérases cellulaires, rôle de ces paramètres dans la latence virale.

Vincent LOTTEAU

École normale supérieure – Lyon. Intérêt des agonistes du Farnesoid X Récepteur comme agents de réversion de la latence dans un programme de cure fonctionnelle des infections à VIH.

Florence MARGOTTIN-GOGUET

Institut Cochin – Paris. Restriction par HUSH chez les personnes infectées par le virus HIV.

Elisabeth MENU

CEA, Institut de biologie François Jacob – Fontenay-aux-Roses. Impact du microbiote vaginal sur les co-infections Chlamydia-VIH/SIV au sein du tractus reproducteur féminin : l'Etudes in vitro et ex vivo.

Arnaud MORIS

Hôpital de la Pitié-Salpêtrière – Paris. Defining the translome of HIV-1 to identify novel conserved CTL antigens.

Olivier NAMY

Institut de biologie intégrative de la cellule – Orsay. Defining the translome of HIV-1 to identify novel conserved CTL antigens.

Florence NIEDERLANG

Institut Cochin – Paris. Une approche triple pour étudier le VIH-1, les cellules infectées et les bactéries.

Marc RUFF

Institut de génétique et de biologie moléculaire et cellulaire – Illkirch-Graffenstaden. Étude fonctionnelle et structurale du complexe GCN2/intégrase/LEDGF. Rôle dans la réplication du VIH-1.

Clothilde THERY

Institut Curie – Paris. Respective roles of cell-derived extracellular vesicles (EVs) and co-isolated HIV-1 virion in HIV-induced immune dysfunctions.

Alessia ZAMBORLINI

Institut universitaire d'hématologie – Paris. Investigation of novel mechanisms of SAMHD1-dependent inhibition of HIV-1 infection in non-cycling cells.

AIDES AUX ÉQUIPES
EN RECHERCHE
APPLIQUÉE**Constance DELAUGERRE**

Institut universitaire d'hématologie – Paris. Towards HIV functional cure : down selection of immunotherapeutic strategies using an HIV/HIS mice model.

James DI SANTO

Institut Pasteur – Paris. Towards HIV functional cure: down selection of immunotherapeutic strategies using an HIV/HIS mice model.

Yves LEVY

Vaccine Research Institute – Créteil. Towards HIV functional cure: down selection of immunotherapeutic strategies using an HIV/HIS mice model.

Claire MONGE

Institut de biologie et de chimie des protéines – Lyon. Conception et évaluation d'un patch de vaccination sublinguale pour l'induction d'une immunité mucoale neutralisante à large spectre.

Rodolphe THIEBAUT

Centre de recherche Inserm « Bordeaux Population Health » – Bordeaux. Towards HIV functional cure : down selection of immunotherapeutic strategies using an HIV/HIS mice model.

AIDES AUX ÉQUIPES
EN RECHERCHE
CLINIQUE**Jean-Charles GUERY**

Centre de physiopathologie de Toulouse-Purpan – Toulouse. Échappement à l'inactivation de l'X du gène TLR7 dans les cellules primaires de femmes : impact du dosage de TLR7 sur la susceptibilité à l'infection par le VIH-1.

Hélène LE GUILLOU GUILLEMETTE

CHU d'Angers – Angers. Étude de la prévalence et de l'impact clinique des coinfections par le virus de l'hépatite Delat (VHD) chez les patients coinfectés VIH-VHB au CTA de Nouakchott, Mauritanie.

AIDES AUX ÉQUIPES
EN RECHERCHE
SCIENCES SOCIALES**Association Acceptess-T**

Acceptess-T – Paris. PrEP et Trans.

Cécile CAMES

Institut de recherche pour le développement – Montpellier. Transitions : optimiser la prise en charge des jeunes infectés par le VIH en Afrique de l'Ouest.

Marie JAUFFRET-ROUSTIDE

Centre de recherche médecine, sciences, santé, santé mentale et société – Villejuif. Essai d'intervention PRIDE sur la mise à niveau et l'acceptabilité des mesures de réduction des risques infectieux en prison en France.

Sophie LECOEUR

INED – Paris. TEEWA-2 Study : young adults born with HIV.

AIDES AUX JEUNES
CHERCHEURS
EN RECHERCHE
FONDAMENTALE**Sixtine COINDRE**

CEA, Institut de biologie François Jacob – Fontenay-aux-Roses. Etude du rôle de LILRB2 dans les réponses immunitaires précoces dirigées contre le SIV/VIH.

Rayane DIBSY

Institut de recherche en infectiologie – Montpellier. Rôle du complexe Wave 2 et de l'actine corticale dans l'assemblage du HIV-1 dans les lymphocytes T CD4+ : recherche de nouvelles cibles.

Aurélien DROUIN

Université François Rabelais – Tours. Étude de la capacité d'échappement de la glycoprotéine d'enveloppe du VIH-1 à la restriction de l'infection médiée par les protéines IFITM.

Aurélien DROUIN

Université François-Rabelais – Tours. Étude de la capacité d'échappement de la glycoprotéine d'enveloppe du VIH-1 à la restriction de l'infection médiée par les protéines IFITM.

Juliette FERNANDEZ

IRIM, Université de Montpellier – Montpellier. Quantification de l'import nucléaire du VIH par complémentation protéique pour le criblage haut-débit de biomolécules.

Jennifer GORWOOD

Centre de recherche Saint-Antoine – Paris. Modifications de répartition et de fonction du tissu adipeux des sujets infectés par le VIH et traités : rôle synergique du virus et des inhibiteurs d'intégrase et étude des mécanismes en cause.

Jennifer GORWOOD

Centre de recherche Saint-Antoine – Paris. Implication du VIH et des antirétroviraux dans les atteintes dysmétaboliques du tissu adipeux : rôle du vieillissement et de la fibrose.

Sophie GOUDEY

Institut Cochin – Paris. Rôle non canonique des protéines argonautes dans l'expression du génome du virus de l'immunodéficience humaine de type 1 (VIH-1).

Marwa KHAMASSI

Institut Cochin – Paris. Conception de nouveaux vaccins anti-VIH basés sur des épitopes conformationnels « cross clade » de gp41 issus d'anticorps muqueux protecteurs de sujets hautement exposés au VIH mais restant séronégatifs (ESN).

Jéromine KLINGLER

Université de Strasbourg – Strasbourg. Un profil particulier d'anticorps anti-VIH est associé aux patients contrôleurs.

Xin LUO

CIML – Marseille. Deciphering the molecular regulation of the differential interaction of human conventional dendritic cells with HIV-1.

Justine MAILLIOT

Institut de génétique et de biologie moléculaire et cellulaire – Illkirch-Graffenstaden. Étude structurale 3D des mécanismes de contrôle de la synthèse protéique par le VIH.

Michaël MARTIN

Institut Cochin – Paris. Étude structure-fonction d'un nouveau facteur de restriction inactivé par la protéine virale Vpx.

Sarah N'DA KONAN

Institut Cochin – Paris. Epitranscriptome control of HIV replication : functional study of HIV RNA m6A methylation.

Alexandre NICOLAS

Université de Paris – Paris. Caractérisation génotypique et phénotypique des virus du réservoir VIH réactivable.

Association PASTT

PASTT – Paris. PrEP et Trans.

Mathias PEREIRA

Hôpital de la Pitié-Salpêtrière – Paris. Antigen presentation by B cells : a key to bNAbs

Mariela PICCIN

Hôpital de la Pitié-Salpêtrière – Paris. Impact of HIV infection on priming of antigen specific CD8+ T cell responses.

Vasco RODRIGUES

Institut Curie – Paris. Molecular analysis of the late steps of the viral cycle in primary human macrophages : role(s) of the F-BAR protein GAS7.

ANNEXES

Romy ROUZEAU

Institut de biologie structurale – Grenoble. Étude de l'antogénie d'une lignée anticorps visant un épitope quaternaire du trimère d'enveloppe du VIH dans le but de développer une approche de vaccinologie inverse.

Nicolas RUFFIN

Institut Curie – Paris. Integrating blood precursor of dendritic cells in our understanding of the physiopathology of HIV-1 infection.

Juliette SAVORET

Institut de recherche en infectiologie – Montpellier. ASP, la protéine AntiSens du VIH-1 : caractérisation de la réponse humorale induite chez les patients et relation avec la chronicité de l'infection.

Mathieu TRACHMAN

INED – Paris. PrEP et Trans.

Zoï VAHLAS

Institut de génétique moléculaire – Montpellier. Reprogramming T cell metabolism as a mechanism for controlling HIV-1 infection.

FINANCEMENTS JEUNES CHERCHEURS EN RECHERCHE APPLIQUÉE

Remy ROBINOT

Institut Pasteur – Paris. Efficacy of TCR transfer immunotherapy against HIV in a humanized mouse model.

Amandine PEPIOT

Institut Pierre Louis d'épidémiologie et de santé publique – Paris. Infectious disease elimination using self-testing ? Game-theoretical approach and application to the HIV epidemic.

Julie JESSON

Université Paul-Sabatier, Toulouse-III – Toulouse. Pour une prise en charge nutritionnelle des adolescents infectés par le VIH : état des lieux et stratégies d'intervention en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud-Est.

AIDES AUX JEUNES CHERCHEURS EN RECHERCHE CLINIQUE

Maria Bernarda REQUENA

Institut Pierre Louis d'épidémiologie et de santé publique – Paris. Risque résiduel de décès et d'évènements morbides après guérison de l'hépatite C chez des patients co-infectés VIH-VHC : impact des facteurs individuels et des politiques sanitaires.

AIDES AUX JEUNES CHERCHEURS EN RECHERCHE SCIENCES SOCIALES

Diana BARGER

Institut de santé publique d'épidémiologie et de développement – Bordeaux. Déterminants de l'état de santé des personnes vivant avec le VIH (PvVIH) en Aquitaine.

Aiila BROSSARD ANTONIELLI

Centre de recherche médecine, sciences, santé, santé mentale et société – Villejuif. Le transfert de technologie du Brésil au Mozambique pour la production locale d'antirétroviraux génériques

Pierre-Julien COULAUD

Observatoire régional de la santé PACA – Marseille. Enjeux en matière de prévention de l'infection par le VIH auprès des hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes (HSH), suivis dans une offre de prise en charge globale trimestrielle à visé.

Karna Bakary COULIBALY

Institut de recherche pour le développement – Paris. L'impact d'une intervention d'empowerment en santé sexuelle sur la réduction des risques d'infections au VIH chez les immigrés originaires d'Afrique subsaharienne vivant en Île-de-France.

Aichata DARA

Hôpital Hôtel-Dieu – Paris. Développement d'un questionnaire international de qualité de vie sexuelle spécifique du VIH et de l'hépatite virale C.

Marie DOS SANTOS

Centre de recherche médecine, sciences, santé, santé mentale et société – Villejuif. Essai d'intervention PRIDE sur la mise à niveau et l'acceptabilité des mesures de réduction des risques infectieux en prison en France.

Yael ECHED

EHESS – Paris. La construction de l'« immunité » des FSF au VIH-Sida. Perception du risque et pratiques de prévention des lesbiennes, bies et personnes trans, en France.

Anthony FOUET

Université Paris – Nanterre.

Les usages sociaux des applications de rencontres homosexuelles géolocalisées à Paris : parcours, socialisations, spatialisations.

Olga GONZALEZ

Université Denis Diderot – Paris. Avancées et limites de la « santé communautaire » en prévention du VIH auprès des migrants trans MtF latino-américains : les expériences de Paris et de Madrid.

Maxime INGHELS

Université Paris-Descartes – Paris. Comment repenser le dépistage du VIH à l'aune du traitement universel dans un contexte d'épidémie mixte et de raréfaction des moyens financiers ? Le cas de la Côte d'Ivoire.

Nicolas KLAUSSER

Université Paris Ouest Nanterre La Défense – Nanterre. Le statut juridique de l'étranger gravement malade.

Sébastien LAMOTTE

Université Paris Ouest Nanterre. La Défense – Nanterre. Étude des fonctionnements psychiques d'hommes homosexuels pratiquant le chemsex.

Judith LEBLANC

Hôpital Raymond Poincaré – Garches. Faisabilité et acceptabilité du dépistage infirmier ciblé du VIH par test rapide dans les services d'urgences d'Île-de-France.

ANNEXES

Keitly MENSAH

Institut de recherche pour le développement – Paris. Évaluation d'une stratégie de dépistage du cancer cervical par auto-prélèvement HPV auprès de femmes infectées au VIH : faisabilité, bénéfices et pérennité du test HPV en pays à ressources limitées.

Francesca MININEL

Maison méditerranéenne des sciences de l'homme – Aix-en-Provence. Virginity for Health. Les concours de vierges modèles et la prévention du sida au Togo.

Albert Gautier NDIONE

Institut de recherche pour le développement – Montpellier. Entre confiance et méfiance : les consommateurs de drogues injectables face au dispositif de RDR et prise en charge du VIH au Sénégal.

Mélanie PEREZ

Institut national d'études démographiques – Paris. Les homosexuels et la PrEP. Réception, usages et appropriations d'une nouvelle technique biomédicale de prévention du VIH.

ANNEXES

DONNÉES GÉNÉRALES SUR LES FINANCEMENTS 2019

PROGRAMMES FRANCE



L'ensemble des montants suivants sont exprimés en euros.

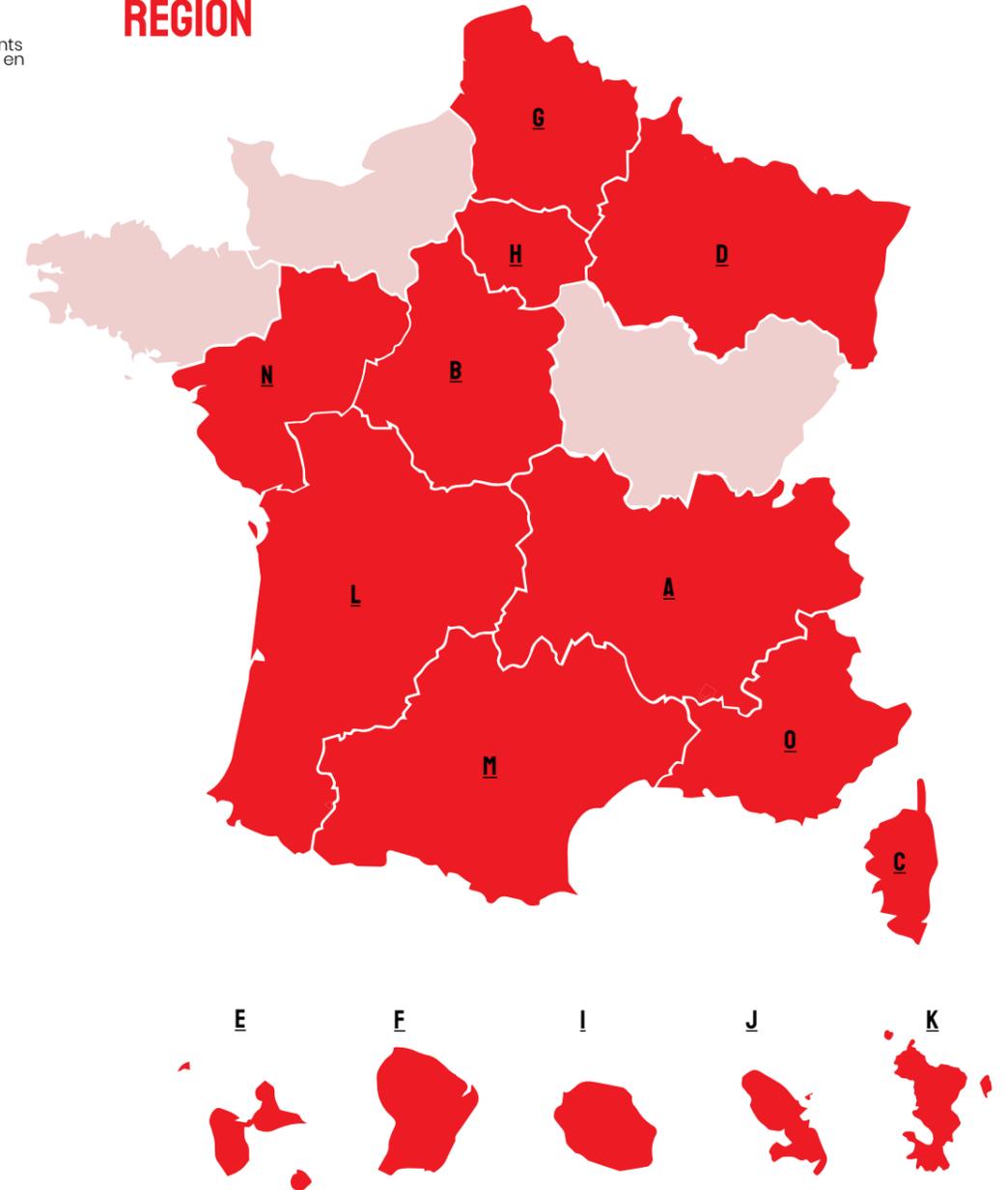
- A - APPEL D'OFFRES GÉNÉRALISTE
1 777 682
- B - APPEL À PROJETS PRÉVENTION GAY
217 676
- C - APPEL À PROJETS DÉPARTEMENTS FRANÇAIS D'AMÉRIQUE
178 150
- D - APPEL À PROJETS MILIEU CARCÉRAL
153 600

ANNEXES

→ RÉPARTITION DES FONDS PAR RÉGION

L'ensemble des montants suivants sont exprimés en euros.

- A - AUVERGNE-RHÔNE-ALPES
211 050 | 12 projets
- B - CENTRE-VAL DE LOIRE
39 500 | 3 projets
- C - CORSE
38 108 | 2 projets
- D - GRAND EST
6 000 | 2 projets
- E - GUADELOUPE
12 050 | 1 projet
- F - GUYANE
148 000 | 10 projets
- G - HAUTS-DE-FRANCE
31 850 | 4 projets
- H - ÎLE-DE-FRANCE
1 169 050 | 43 projets
- I - LA RÉUNION
42 900 | 5 projets
- J - MARTINIQUE
32 000 | 2 projets
- K - MAYOTTE
4 750 | 0 projet
- L - NOUVELLE AQUITAINE
87 800 | 2 projets
- M - OCCITANIE
237 250 | 9 projets
- N - PAYS DE LA LOIRE
61 500 | 4 projets
- O - PACA
205 300 | 12 projets



TOTAL NATIONAL

2 327 108
millions d'euros

111
projets soutenus en France

→ FONDS VOTÉS | FONDS VERSÉS PAR RÉGION I PROGRAMMES FRANCE*

* Les montants versés ont été décaissés en 2019.
Le nombre de projets = nombre de projets votés en 2019.

RÉGION	NOM DE LA STRUCTURE	NOMBRE DE PROJETS VOTÉS	MONTANT VERSÉ	PAR RÉGION
AUVERGNE-RHÔNE-ALPES	ACTIS	3	46 000	
	ASSOCIATION DE LUTTE CONTRE LE SIDA	3	51 000	
	BASILIADE	1	6 000	
	CABIRIA	2	81 750	
	DA TI SENI	1	6 300	
	KEEP SMILING	1	10 000	
	TEMPO	1	10 000	211 050
CENTRE-VAL DE LOIRE	GRUPE ACTION GAY ET LESBIEN - LOIRET	1	16 500	
	HEPSILO - RESEAU VILLE HOPITAL - HEPATITES SIDA 45	1	13 000	
	MFPF 37	1	10 000	39 500
CORSE	AIUTU CORSU	2	38 108	38 108
GRAND EST	ASSOCIATION SOCIALE ALSACE VIH	1	3 000	
	REVIH MULHOUSE	1	3 000	6 000
GUADELOUPE	ASSOCIATION RESEAU VILLE-HOPITAL GUADELOUPE	0	6 000	
	GWADA UNI-VERS	1	6 050	12 050
GUYANE	ACTIONS POUR LE DEVELOPPEMENT, L'EDUCATION ET LA RECHERCHE	1	23 500	
	ASSOCIATION !DSANTE	1	12 200	
	ASSOCIATION GUYANAISE DE REDUCTION DES RISQUES	1	500	
	COMEDE	1	20 000	
	DEVELOPPEMENT, ACCOMPAGNEMENT, ANIMATION, COOPERATION	1	40 000	
	ENTR'AIDES GUYANE	3	37 000	
	L'ARBRE FROMAGER	2	14 800	148 000
HAUTS-DE-FRANCE	ADIS	2	16 100	
	SANTE INFO SOLIDARITE ANIMATION	2	15 750	31 850
ÎLE-DE-FRANCE	ACCEPTESS-T	2	86 400	
	ACT UP - PARIS	1	14 000	
	ACTIONS TRAITEMENTS	1	56 000	
	AFRIQUE ARC EN CIEL PARIS IDF	1	9 500	
	AFRIQUE AVENIR	1	25 000	

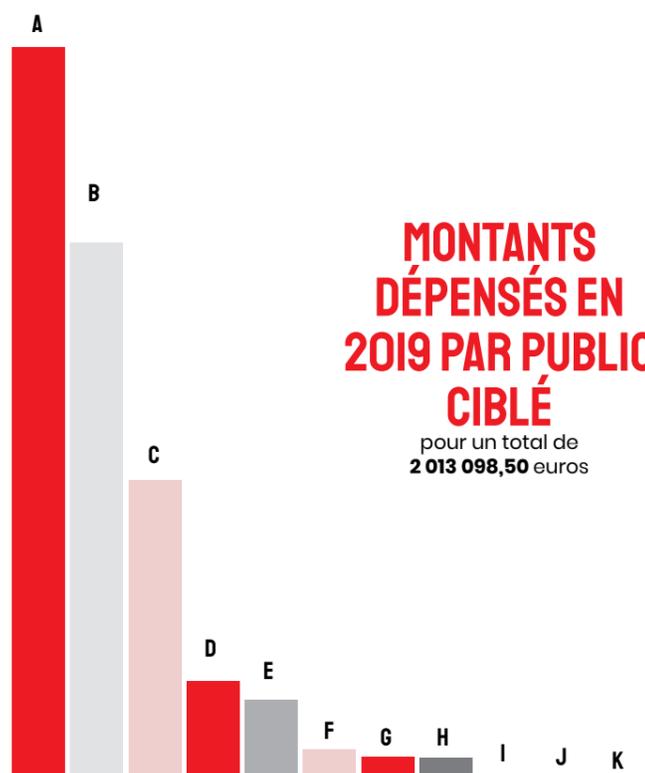
ARCAT	2	92 000	
AREMEDIA	2	34 000	
ASSOCIATION DE GESTION DU COLLECTIF DROITS ET PROSTITUTION	1	24 000	
ASSOCIATION ESPOIR	2	36 000	
ASSOCIATION MARIE-MADELEINE	1	23 500	
AUORE	1	20 000	
BASILIADE	4	156 000	
CENTRE DE PRISE EN CHARGE DES MALADIES INFECTIEUSES	1	12 250	
CENTRE LGBT PARIS IDF	1	8 400	
COMEDE	1	38 000	
COMITE DES FAMILLES	1	19 250	
DESSINE-MOI UN MOUTON	1	86 950	
FONDATION LEONIE CHAPTAL	2	53 900	
IKAMBERE LA MAISON ACCUEILLANTE	1	63 500	
INSTITUT ALFRED FOURNIER	1	25 000	
LA MAIN FINE	1	8 000	
LA PLAGE	1	34 000	
LE KIOSKE INFOS SIDA ET TOXICOMANIE	1	25 000	
LES AMIS DU BUS DES FEMMES	2	39 500	
LES PETITS BONHEURS	1	10 000	
MFPF	2	18 000	
MIGRATIONS SANTE FRANCE	1	12 500	
MOUVEMENT D'AFFIRMATION DES JEUNES LGBT	0	3 100	
OBSERVATOIRE INTERNATIONAL DES PRISONS	1	27 500	
PARI-T	1	8 000	
PREVENTION ACTION SANTE TRAVAIL POUR LES TRANSGENRES	2	48 700	
RESEAU DES ASSOCIATIONS ET DES MEDECINS DE MONTREUIL - VIH	0	1 500	
SANTE INFO SOLIDARITE ANIMATION	1	4 600	
SOL EN SI	1	45 000	1 169 050

RÉGION	NOM DE LA STRUCTURE	NOMBRE DE PROJETS VOTÉS	MONTANT VERSÉ	PAR RÉGION
LA RÉUNION	ARPS	3	29 500	
	ASSOCIATION DEPARTEMENTALE 974 DU PLANNING FAMILIAL	1	3 500	
	RIVE	1	9 900	42 900
MARTINIQUE	ACTION SIDA MARTINIQUE	2	32 000	32 000
MAYOTTE	NARIKE M'SADA	0	4 750	4 750
NOUVELLE AQUITAINE	ENTR'AIDSIDA	1	11 000	
	GAPS CPS	1	76 800	87 800
OCCITANIE	ACT UP SUD OUEST	1	30 000	
	ARAP RUBIS	1	35 000	
	ASSOCIATION VIVRE	1	8 750	
	ENVIE	1	67 700	
	GRISOLIDIS	1	70 000	
	LA MAISON DE VIE DU ROUSSILLON	2	3 500	
	RELAIS VIH	1	16 000	
	SANTE INFO SOLIDARITE ANIMATION	1	6 300	237 250
PAYS DE LA LOIRE	AUORE	1	24 000	
	MEDECINS DU MONDE	1	13 500	
	PALOMA	1	17 000	
	SANTE INFO SOLIDARITE ANIMATION	1	7 000	61 500
PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR	ACTION SANTE ALTERNATIVE DU BASSIN CANNOIS	2	4 600	
	AUTRES REGARDS	1	37 500	
	CENTRE LGBT COTE D'AZUR	1	14 000	
	LA CASE	1	15 000	
	NOUVELLE AUBE	2	19 850	
	RESEAU SANTE MARSEILLE SUD	1	49 000	
	RESEAU SANTE VIEUX PORT	1	10 000	
	SANTE INFO SOLIDARITE ANIMATION	1	4 850	
SOL EN SI	2	50 500	205 300	
TOTAL DES FONDS		III		2 327 108

ANNEXES

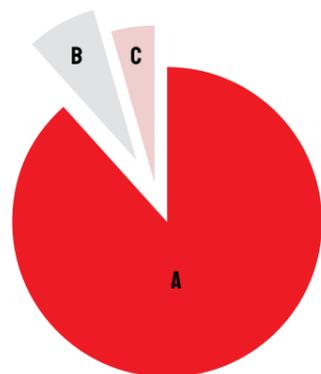
DONNÉES GÉNÉRALES SUR LES FINANCEMENTS 2019

PROGRAMMES INTERNATIONAUX



L'ensemble des montants suivants sont exprimés en euros.

- A · PERSONNES VIVANT AVEC LE VIH
834 887,44
- B · ENFANTS / ADOLESCENTS
604 080,20
- C · HSH / FSF / TRANS
328 478,07
- D · POPULATION GÉNÉRALE
100 692,94
- E · USAGERS DE DROGUES
86 400,62
- F · TRAVAILLEUSES ET TRAVAILLEURS DU SEXE
34 136
- G · PROFESIONNELS DE SANTÉ / ACTEURS COMMUNAUTAIRES / CHERCHEURS
10 324,01
- H · INSTITUTIONS
9 880
- I · PERSONNES EN DÉTENTION
2 835
- J · PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP
1 384,01
- K · MÉDIAS



L'ensemble des montants suivants sont exprimés en euros.

- A · AFRIQUE
1 819 460,50
- B · EUROPE
150 698
- C · ASIE
42 940

ANNEXES

ZONES D'INTERVENTION DANS LE MONDE



MONTANTS DÉPENSÉS EN 2019 PAR PAYS

pour un total de **2 013 098,50** euros

AFRIQUE

- A · BÉNIN
84 500 | 1 projet
- B · BURKINA FASO
140 690,5 | 2 projets
- C · BURUNDI
409 180 | 4 projets
- D · CAMEROUN
180 390 | 3 projets
- E · RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO
40 503 | 1 projet
- F · CÔTE D'IVOIRE
257 387 | 3 projets
- G · GUINÉE
10 000 | 1 projet
- H · MALI
255 751 | 3 projets

- I · MAROC
20 000 | 1 projet
- J · NIGER
36 074 | 1 projet
- K · RÉPUBLIQUE DE DJIBOUTI
23 000 | 1 projet
- L · RÉPUBLIQUE DE MAURICE
25 000 | 1 projet
- M · RÉPUBLIQUE DU CONGO
84 494 | 2 projets
- N · TCHAD
54 501 | 1 projet
- O · TOGO
197 990 | 4 projets

ASIE

- P · NÉPAL
42 940 | 0 projet

EUROPE

- Q · RUSSIE
51 994 | 1 projet
- R · UKRAINE
27 658 | 1 projet
- S · ROUMANIE
71 046 | 3 projets

→ ZONES, PAYS D'INTERVENTION ET STRUCTURES PROGRAMMES INTERNATIONAUX **

ZONE	PAYS	NOM DE LA STRUCTURE	NOMBRE DE PROJETS VOTÉS	MONTANT VERSÉ	PAR PAYS	
AFRIQUE	BÉNIN	RACINES	1	84 500	84 500	
		BURKINA FASO	AED	1		18 690,5
			REVS PLUS	1	122 000	140 690,5
	BURUNDI	ANSS	2	262 680		
		SWAA BURUNDI	2	146 500	409 180	
	CAMEROUN	ALTERNATIVES CAMEROUN	1	72 020		
		HORIZONS FEMMES	1	10 000		
		SWAA LITTORAL	1	98 370	180 390	
	CONGO, REP. DEM.	SOS SIDA	1	40 503	40 503	
	CÔTE D'IVOIRE	ALTERNATIVE CÔTE D'IVOIRE	1	25 309		
		CENTRE SAS	1	139 915		
		ESPACE CONFIANCE	1	92 163	257 387	
	GUINÉE	FONDATION ESPOIR GUINEE	1	10 000	10 000	
	MALI	AKS	1	108 251		
		ARCAD SIDA	2	147 500	255 751	
	MAROC	ALCS	1	20 000	20 000	
	NIGER	MVS	1	36 074	36 074	
	REP. DE DJIBOUTI	SOLIDARITE FEMININE	1	23 000	23 000	
	REP. DE MAURICE	PILS	1	25 000	25 000	
	REP. DU CONGO	AVENIR POSITIF	1	27 996		
		SERMENT UNIVERSEL	1	56 498	84 494	
TCHAD	ADN	1	54 501	54 501		
TOGO	ACS	1	39 000			
	AMC	1	50 000			
	CRIPS TOGO	1	30 500			
	EVT	1	78 490	197 990		
ASIE	NÉPAL	BLUE DIAMOND SOCIETY	0	12 500		
		NAVA KIRAN PLUS	0	30 440	42 940	
EUROPE	ROUMANIE	ARAS	2	61 046		

	CARUSEL	1	10 000	71 046
RUSSIE	HUMANITARIAN ACTION	1	44 994	
	IMENA +	0	7 000	51 994
UKRAINE	TOCHKA OPORY	1	27 658	27 658
TOTAL DES FONDS		34		2 013 098

** Les montants versés ont été décaissés en 2019. Le nombre de projets = nombre de projets votés en 2019.



Conception et réalisation graphique

Michael Sallit
(www.michaelsallit.com)

Rédaction

Marianne Bernède & Angeline Rouers

Secrétaire de rédaction

Amélie Weill

Coordination générale

Bérénice Pierson

Copyright photos : Vincent Isoré,
Regis Samba Knouzi, Getty Images.

Sidaction

228, rue du Faubourg Saint-Martin

75010 Paris

Tél. : 01 53 26 45 55

www.sidaction.org



Association reconnue d'utilité publique,
habilitée à recevoir legs et donations.